

Avril – Mai – Juin 2014

Réalisée du 7 au 22 Avril 2014

Vague 54

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 10 500 personnes au service de ses **226 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	17
▪ L'emploi dans les TPE	20
▪ La situation économique et financière des TPE	27
▪ Les TPE, les résultats des municipales et le nouveau gouvernement	35
▪ Les TPE et l'Europe	43
➔ Les intentions de vote aux élections européennes	44
➔ Les perceptions de l'Union Européenne	49
➔ Les attributions de l'Union Européenne	57
➔ Les critères de stabilité, l'euro, les exportations	66
➔ La libre circulation des travailleurs détachés	77
➔ Les TPE et les langues étrangères	83
▪ Méthodologie	89
▪ Échantillon	90

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

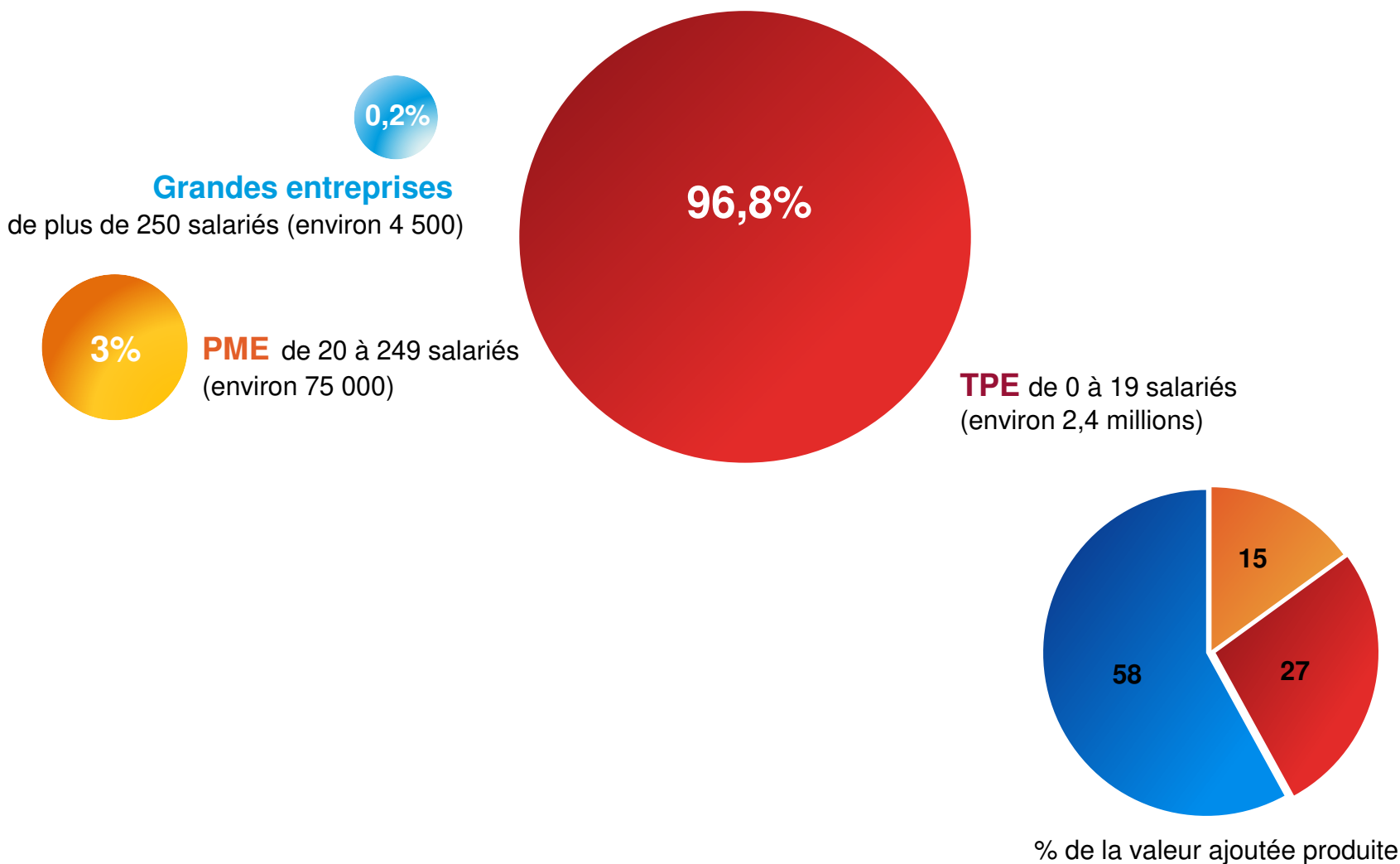


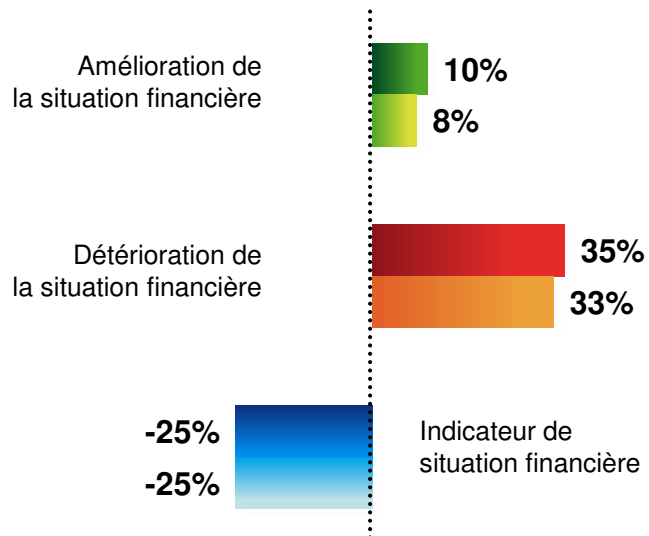
Tableau de bord

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

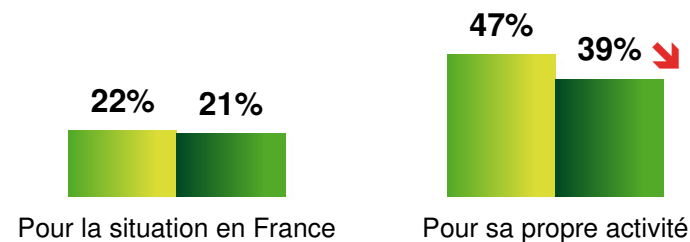
Niveau d'optimisme



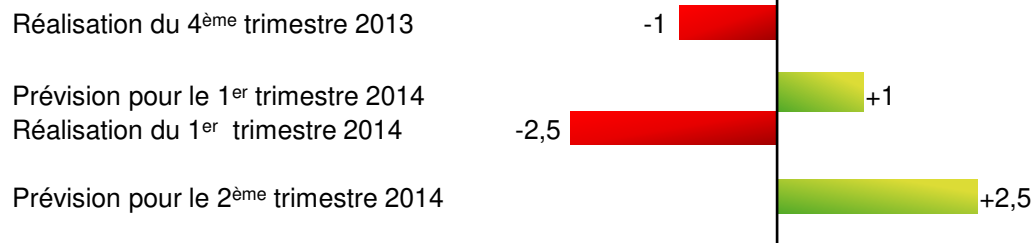
Avril 2014

Rappel Janvier 2014

Situation financière sur les trois derniers mois

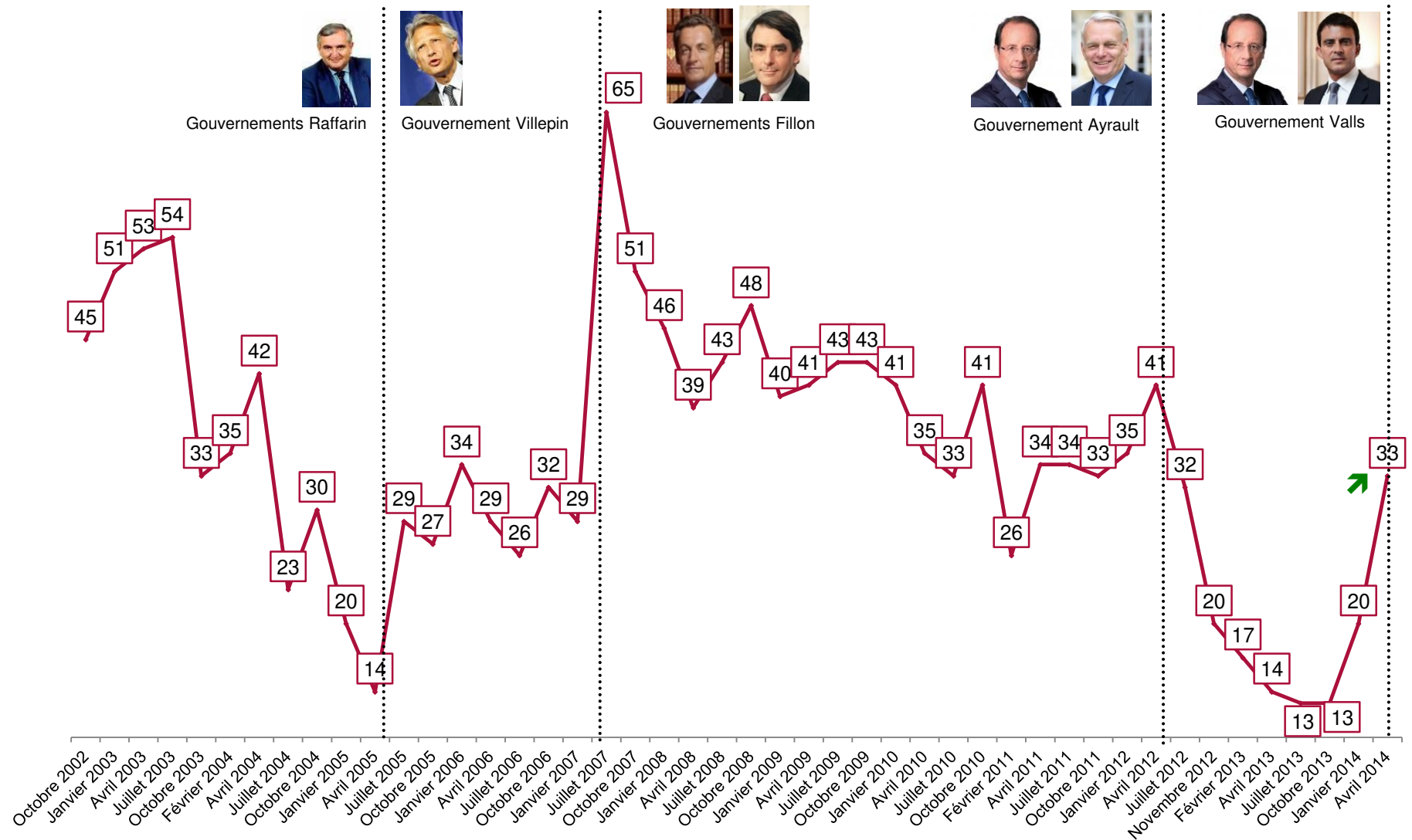


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 003 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Principaux enseignements

L'installation du nouveau gouvernement ne suffit pas à augmenter l'optimisme de patrons de TPE très fragilisés

Suite aux municipales dont le résultat a conduit à un vaste remaniement ministériel, les patrons de TPE font preuve d'**une confiance plus élevée dans le gouvernement conduit par Manuel Valls qui se situe à 33%, soit +13 points par rapport au mois de janvier**. Cette hausse sensible place toutefois les jugements favorables face aux actions économiques du gouvernement de Manuel Valls à un niveau inférieur à celui accordé au gouvernement de Jean-Marc Ayrault après sa nomination en 2012 (41%).

Malgré ce regain de légitimité gouvernementale, la situation des TPE apparaît fragilisée à l'issue du premier trimestre 2014. L'optimisme sur la situation en France se stabilise à 21%, tandis que celui des dirigeants interrogés pour leur propre activité chute de 8 points à 39% seulement, soit son niveau historiquement le plus bas depuis 2002. Le pessimisme est particulièrement élevé dans les secteurs de l'hôtellerie (66% contre 61% en moyenne) et du commerce (72%).

Le taux d'embauche diminue lui aussi, tendance classique sur la période janvier-mars, se situant à 9% (contre 10% à la même période en 2013 et 11% en 2012). La création nette d'emploi s'établit à -2,5% contre -1% au trimestre précédent et descend même à -5% dans les services aux particuliers et -6% dans le commerce.

Témoignant toujours d'une situation fragilisée, **60% des embauches réalisées sur les trois premiers mois de l'année étaient des CDD** (+7 points par rapport à la vague précédente), dont 33% de CDD inférieurs à un mois. 34% seulement des salariés des TPE ont été embauchés en CDI et 6% via des contrats aidés, tandis que les contrats d'apprentissage ont représenté moins de 0,5% des recrutements. Les suppressions de postes, réalisées dans 7% des structures de moins de 20 salariés, ont concerné des CDI dans 70% des cas, avec une hausse tendancielle des licenciements sur une année glissante (38%, +4 points depuis janvier dernier), même si les ruptures conventionnelles demeurent plus utilisées (40%).

Si les perspectives entre avril et juin semblent plus favorables quant à la création nette estimée (+1%), le taux d'embauche, lui, se maintiendra au même niveau qu'au premier trimestre (9%).

Des entreprises financièrement très pénalisées par la crise

Cette fragilité de l'emploi va de pair avec celle des entreprises elles-mêmes : 37% des patrons interrogés jugent la situation financière de leur entreprise préoccupante (+7 points en trois mois), ce score atteignant même 42% dans le BTP et 51% dans l'hôtellerie.

Avec un indicateur de situation financière à -25, identique à celui relevé en janvier dernier, un quart de TPE (26%) pâtit toujours d'une situation de trésorerie déficitaire. 46% se trouvent à l'équilibre et 28% en excédent (33% dans le BTP, 33% dans les services aux entreprises et 42% dans les structures de 10 à 19 salariés).

49% des dirigeants ont vu leurs ventes diminuer depuis trois mois contre 44% lors de la vague d'enquête réalisée en janvier, tandis que 27% uniquement ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires. Dans ce contexte, ces patrons ont fortement limité leurs demandes de financements auprès des banques, 14% seulement ayant sollicité un prêt, soit le score le plus bas observé en l'espace de cinq ans (-3 points par rapport au trimestre précédent). Une majorité a été confrontée à au moins une mesure de durcissement de la part de sa banque (57%, +8 points). Dans 32% des cas, le prêt a été refusé ou son montant a été minoré, 29% des demandeurs ayant dû fournir des garanties supérieures à celles exigées par le passé.

Un remaniement accueilli favorablement mais qui ne suffit pas à inverser le sentiment de défiance envers le gouvernement

Les patrons inscrits sur les listes électorales ont massivement voté lors du premier tour des élections municipales du 23 mars 2014 (82%). Le choix du candidat a été très largement déterminé par des considérations locales (82%), même si 15% ont voulu sanctionner la politique du président de la République et du gouvernement (19% dans les services aux particuliers et 22% dans le BTP).

La réponse de François Hollande face aux résultats de ces élections municipales produit un effet positif, **66% approuvant la nomination de Manuel Valls comme premier ministre** (contre 61% de l'ensemble des Français). Toutefois, elle apparaît insatisfaisante au regard du mécontentement révélé par les scores des municipales. **32% seulement des dirigeants interviewés estiment que la composition du gouvernement témoigne d'une prise en compte des attentes des entreprises et 29% de celles des Français.**

Le choix des ministres en charge des questions économiques suscite un accueil mitigé. Une minorité seulement des chefs d'entreprise approuve ainsi les nominations d'Arnaud Montebourg à l'Economie, au Redressement productif et au Numérique, de Michel Sapin aux Finances et aux Comptes publics et de François Rebsamen au Travail, à l'Emploi et au Dialogue social (43% pour chacun des trois ministres).

De la même manière, les avis sont partagés sur l'appréhension des préoccupations des chefs d'entreprise : **49% des patrons interrogés estiment que le gouvernement de Manuel Valls saura mieux considérer leurs attentes** contre 51% qui pensent le contraire (56% dans le secteur des services aux particuliers et 58% dans celui du commerce). Résultats encourageant, on relève que 43%, soit une proportion conséquente, pensent que le nouveau gouvernement sera plus efficace que le précédent, 5% uniquement craignant qu'il le soit moins et 52% déclarant que rien de changera.

La relative satisfaction quant au remaniement ne se répercute pas sur François Hollande, dont 79% des interviewés estiment qu'il ne tiendra pas sa promesse de baisser les impôts avant 2017.

Une mobilisation modérée et l'amorce d'un vote sanction pour les élections européennes

L'intention des chefs d'entreprise inscrits sur les listes électorales de voter aux élections européennes du 25 mai est légèrement moindre que celles qu'ils mettaient en avant pour les municipales, avec un indice de participation (certitude de voter) qui s'établit à 60% contre 64% pour le scrutin concernant sa commune. **Une majorité des interviewés ayant prévu de se rendre aux urnes souhaite sanctionner le gouvernement (58%),** dont 44% de manière « tout à fait » affirmée.

De ce fait, si **59% se décideront en fonction de critères européens** (+3 points par rapport aux précédentes élections européennes en avril 2009), **plus de quatre patrons sur dix considéreront d'abord des critères nationaux** (41%, et jusqu'à 57% dans l'industrie et 61% dans le BTP). S'agissant de **leur sentiment de citoyenneté, moins d'un dirigeant sur cinq (17%) se sent avant tout Européen, tandis que 34% se sentent avant tout Français** et 46% d'abord Français puis Européens.

Corollaire des sympathies partisans des patrons de TPE, 52% prévoient de privilégier un vote pour une liste de droite, dont 35% une liste de l'UMP lors des élections européennes. 5% envisagent de voter pour Debout la République et 12% pour le Front national. Si l'on compare aux scores observés du 15 au 19 avril auprès du grand public dans l'enquête Ifop-Fiducial réalisée pour Paris-Match, la part des listes de droite est légèrement supérieure auprès des TPE (51% contre 46,5%), mais avec une répartition sensiblement différente. Les Français ont à 22% l'intention d'accorder leur voix à l'UMP et à 23% au FN. Le parti dirigé par Nicolas Dupont-Aignan ne recueillerait quant à lui que 1,5% des suffrages.

Le centre, réunissant le MoDem et l'UDI, comptabilise 17% des intentions de vote, soit 7 points de plus qu'auprès de l'ensemble des Français.

Les partis de gauche recueillent 19% des intentions de vote, bien en-deçà des scores enregistrés auprès du grand public (30,5%), dont 10% pour le PS (contre 18,5% auprès des Français), 6% pour Europe Ecologie Les Verts, 4% pour le Front de Gauche et 2% pour le NPA.

Enfin, 9% des chefs d'entreprise ont l'intention de privilégier une autre liste (contre 4,5% pour le grand public).

Un regard critique sur le fonctionnement de l'Union Européenne

D'une manière générale, 80% des dirigeants de TPE estiment que l'Union Européenne fonctionne mal actuellement, dont 28% « très mal ». Ce sentiment est plus marqué encore au sein de l'hôtellerie (84%) et des services aux entreprises (87%). L'organisation politique est particulièrement mise en cause, 58% jugeant que le Conseil de l'Europe, le Parlement et la Commission Européenne ne permettent pas l'expression démocratique, 61% qu'ils sont source d'inaction et 68% qu'ils ne permettent pas un fonctionnement efficace de l'Union Européenne.

Certes, **plus des trois quarts (77%) la reconnaissent comme une puissance monétaire, mais 48% déclarent qu'actuellement, la valeur de l'euro constitue un handicap pour l'économie française** (+7 points par rapport à novembre 2012). Le niveau actuel de la monnaie unique, proche de la déflation, fait courir des risques d'effets négatifs selon une part non négligeable des patrons interrogés sur l'économie européenne (40%) et l'économie française (42%) et pourrait impacter négativement 29% des TPE.

Les atouts de l'appartenance à l'Union Européenne sont également majoritairement reconnus en ce qui concerne les relations internationales (62%) et avec les états membres (60%), le rayonnement culturel (59%) et l'innovation (55%).

L'Union Européenne est aussi reconnue par 55% comme une puissance diplomatique. L'annexion référendaire récente de la Crimée par la Russie semble toutefois montrer qu'elle n'arrive pas à avoir un poids assez important sur le plan international : 86% des interviewés lui attribuent un poids insuffisant pour peser sur d'autres puissances et 77% soulignent une nécessaire évolution des structures pour permettre à l'Union Européenne d'avoir une réelle influence sur le plan géopolitique. Point préoccupant, pour 74% d'entre eux, l'annexion de la Crimée ouvre la voie à d'autres annexions de régions ou d'Etats par la Russie.

Relevant aussi du fonctionnement européen, **68% estiment que les institutions communes ont échoué à limiter le dumping fiscal et social entre les Etats, 82% à protéger aussi efficacement le marché intérieur de la mondialisation que les autres grandes puissances économiques mondiales** et 84% à offrir une bonne protection des frontières contre l'immigration illégale.

Les dirigeants interrogés se prononcent dans ce contexte largement en faveur de réformes telles que l'élection du président européen au suffrage universel direct (73%) et **la création d'une Europe à plusieurs vitesses qui impliquerait pour la France d'aller plus loin dans la coopération avec un groupe restreint de pays (65%)**. Une majorité en appelle aussi au fédéralisme et à la création d'Etats-Unis d'Europe (59%).

La construction européenne a pénalisé la France dans de nombreux domaines, notamment la croissance, la fiscalité et l'emploi

Si les bénéfices de l'Union Européenne sont reconnus dans certains domaines, comme souligné précédemment, **son impact sur le commerce extérieur apparaît contrasté : 43% le considèrent comme positif, 37% comme négatif et 20% comme neutre.**

A ce sujet, 66% des dirigeants interrogés souhaiteraient un euro faible, permettant d'exporter davantage, tandis que 34% préféreraient un euro fort, afin de réduire le coût des importations. **Notons que 27% seulement des TPE important, et que 15% d'entre elles exportent**, dont 8% seulement réalisent plus de 5% de leur chiffre d'affaires à l'international. Parmi eux, les principaux pays où ces entreprises vendent leurs produits sont ceux de l'Union Européenne (74%), l'Amérique du Nord (44%) et l'Asie (39%). L'appartenance à l'Union Européenne est rarement vue comme un frein en termes de ventes à l'étranger (dans moins de 10% des cas). Au contraire, 40% des patrons concernés la voient comme une opportunité pour exporter au sein de l'Union Européenne, 31% en Europe hors UE, et 26% vers les autres pays.

La France est majoritairement perçue comme étant pénalisée par son appartenance à l'Union Européenne sur les autres dimensions testées, à savoir l'économie (53%), la réglementation en matière de travail (59%), l'emploi (61%), la fiscalité (61%) et les règles administratives qui s'imposent aux entreprises (63%).

Au même niveau, 62% des patrons de très petites entreprises soulignent les conséquences négatives des critères de convergence fixés par le traité de Maastricht sur l'économie française dans son ensemble, et qui se répercutent dans 38% sur leur propre activité (48% dans l'industrie et 58% dans l'hôtellerie).

Au global, 63% considèrent que les promesses faites sur l'Europe et la construction européenne depuis trente ans n'ont pas été tenues (71% dans le commerce, 79% dans l'hôtellerie et 72% dans les structures de 6 à 19 salariés). En majorité, ils estiment qu'en termes de compétitivité, la France se situe à ce titre dans la moyenne. Néanmoins, **plus d'un tiers des interviewés considère que l'économie (36%) et les PME (33%) nationales comptent parmi les moins compétitives de l'Union Européenne**, et ce principalement du fait du poids des charges fiscales et sociales (80%). Sont ensuite évoqués la réglementation du travail (25%), le nombre d'heures de travail (23%), l'administration française (20%) et le nombre de documents administratifs à remplir (18%).

Au-delà de la comparaison globale aux autres pays européens, **la France est perçue par 84% des dirigeants interrogés comme en décrochage par rapport à l'Allemagne**, 45% estimant que ce retard se fera sentir à long terme.

Une hiérarchie bien affirmée des compétences à attribuer aux Etats membres, à l'Union européenne ou aux deux conjointement

Invités à s'exprimer sur les souhaits en matière de gestion des différentes dimensions politiques, économiques et sociétales, **les dirigeants attendent en majorité que les gouvernements des pays soient principaux décisionnaires en matière d'éducation (67%), de police (64%), de santé (63%), de justice (57%) et de politique sociale (52%)**. Ils sont également nombreux à souhaiter le leadership de chaque Etat en ce qui concerne la concurrence sur le marché intérieur des pays (44% contre 24% qui préféreraient voir l'Europe décider), les transports (42% contre 23%) et l'immigration (39% contre 27%).

Les demandes sont plus divisées s'agissant de l'agriculture (33% la confieraient prioritairement aux gouvernements des pays contre 30% à l'Union Européenne), à la sécurité militaire (29% contre 38%) et à la fiscalité (40% contre 37%).

L'Union Européenne apparaît dans la plus grande part des cas comme l'acteur jugé le plus pertinent pour gérer les réglementations douanières (44%), l'environnement (45%) et même pour une majorité s'agissant pour ce qui est de la monnaie (56%). Sur ce dernier point, on relève que 20% uniquement des patrons interrogés souhaitent un retour au franc.

Au-delà de la répartition des compétences, les chefs d'entreprise déplorent l'élaboration de règles trop nombreuses et de normes européennes inadaptées (71%). 21% estiment que l'Union Européenne a moins de pouvoir que les politiques ne l'affirment et que l'Etat français légifère en accusant l'Europe, tandis que 8% seulement déclarent que le pouvoir d'appréciation laissé aux Etats membres est bien adapté.

Un accueil très réservé des travailleurs détaché et des possibilités de délocalisation de son siège social

Alors que l'emploi cristallise des attentes fortes de la part de patrons de TPE particulièrement fragilisés sur ce sujet, la question des travailleurs détachés suscite un rejet très important : 90% d'entre eux jugent que ces travailleurs créent une concurrence déloyale pour les économies des différents pays qui les accueillent. 23% ont eux-mêmes fait l'expérience de cette concurrence (61% dans le BTP).

28% des dirigeants estiment toutefois que les possibilités de détachement favorisent la compétitivité de l'économie européenne et 20% celle de l'économie française.

Concrètement, 4% seulement ont déjà eu recours à des travailleurs détachés, plus fréquemment dans les services aux entreprises (7%) et l'hôtellerie (8%).

Autre dimension liée à la libre circulation, **la possibilité de transférer son siège social dans un autre pays est étudiée par 23% des chefs d'entreprise**, dont 1% uniquement déclarant avoir l'intention ferme de se délocaliser.

Notons qu'un tiers (31%) trouvent cette idée inadmissible, tandis que 45% rejettent cette idée car cela ne leur apporterait rien.

Une maîtrise des langues étrangères qui reste à développer

Parmi les dirigeants interrogés, 73% déclarent parler au moins une langue étrangère (89% dans les services aux entreprises), dont 33% en pratiquent deux ou plus. Sans surprise, l'anglais est de loin la principale langue mentionnée (88%), devant l'espagnol (26%), l'allemand (17%) et l'italien (13%). Les autres langues étrangères sont citées par moins de 2% des interviewés concernés.

Parmi les employeurs, 50% ont au moins un salarié pratiquant une langue étrangère, cette proportion augmentant logiquement avec la taille de l'entreprise pour atteindre 1% dans les structures de 10 à 19 salariés. Elle est aussi plus élevée dans les secteurs de l'hôtellerie (63%) et des services aux entreprises (76%).

Là encore, l'anglais devance nettement les autres langues étrangères, 82% des structures ayant des salariés polyglottes déclarant qu'au moins l'un d'eux parle cette langue. Viennent ensuite l'espagnol (20%), l'allemand (12%), l'italien (8%) et le portugais (7%).

Au global, deux tiers des dirigeants soulignent l'atout que représente la maîtrise des langues étrangères (64%), 39% estiment même qu'il s'agit d'un bénéfice important (39%). L'avantage distinctif est sans surprise plus marqué dans les services aux entreprises (77%) et dans l'hôtellerie (88%).

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

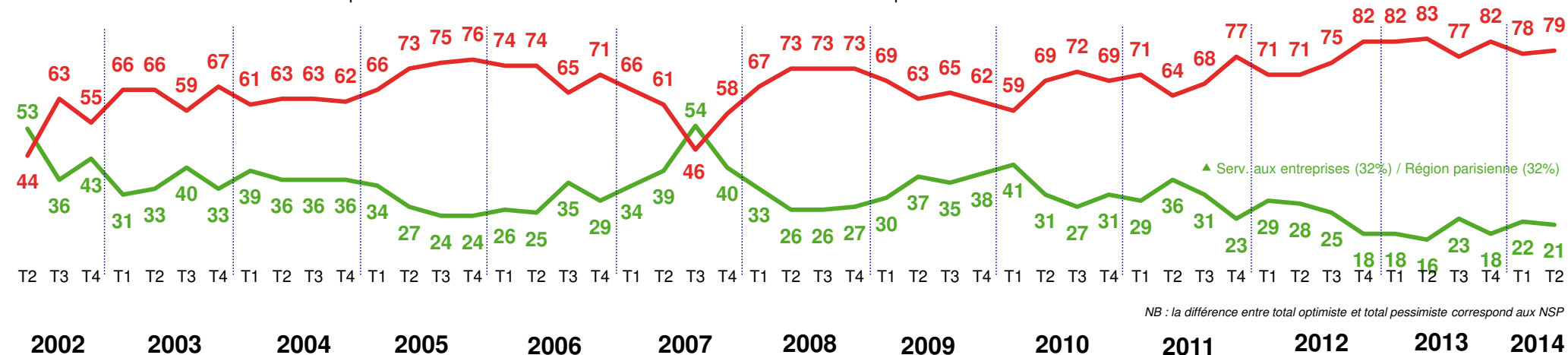
▲ 10 à 19 salariés (84%) / Commerce (87%) / Hôtellerie (86%) / Serv. aux particuliers (83%)

— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

▲ Serv. aux entreprises (32%) / Région parisienne (32%)

NB : la différence entre total optimiste et total pessimiste correspond aux NSP



Question

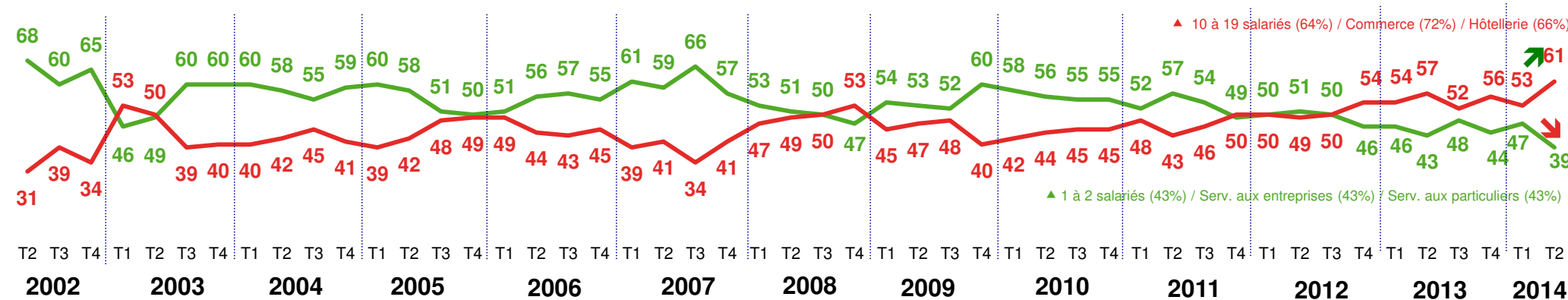
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité

▲ 10 à 19 salariés (64%) / Commerce (72%) / Hôtellerie (66%)

▲ 1 à 2 salariés (43%) / Serv. aux entreprises (43%) / Serv. aux particuliers (43%)



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault inspirent ... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale

Gouvernements Raffarin



Gouvernement Villepin



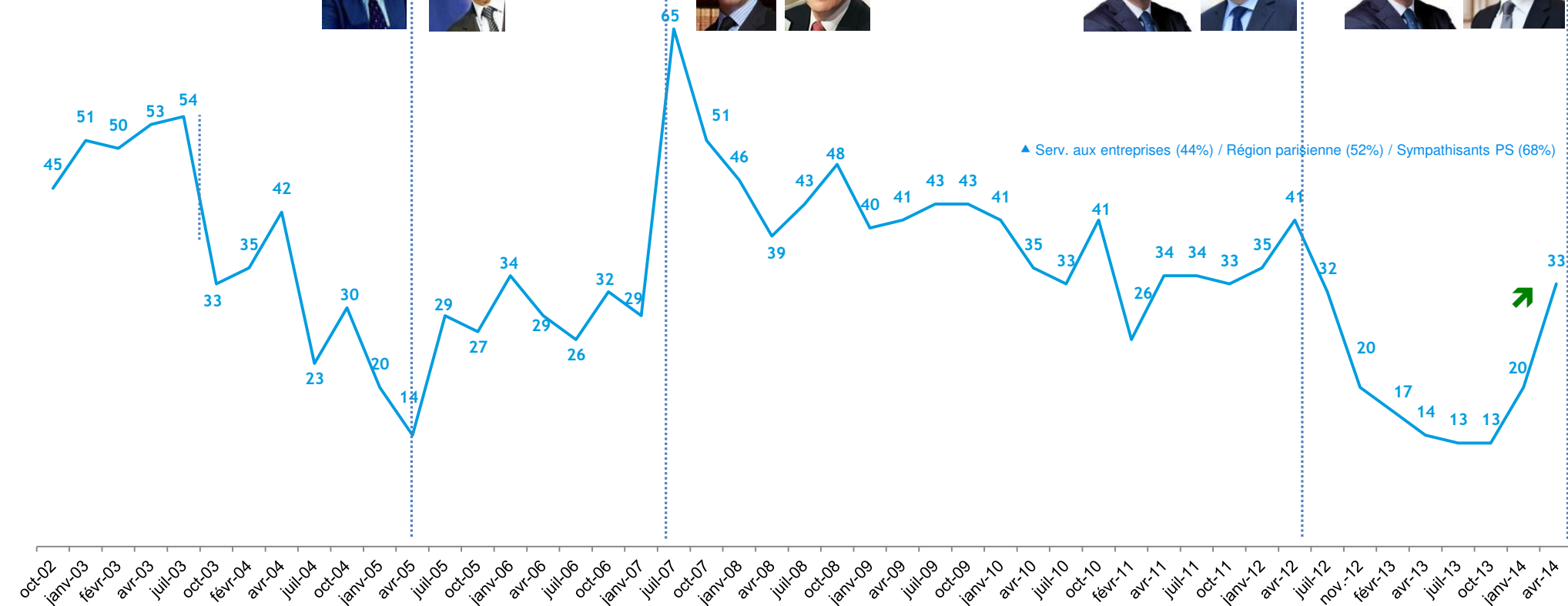
Gouvernements Fillon



Gouvernement Ayrault



Gouvernement Valls



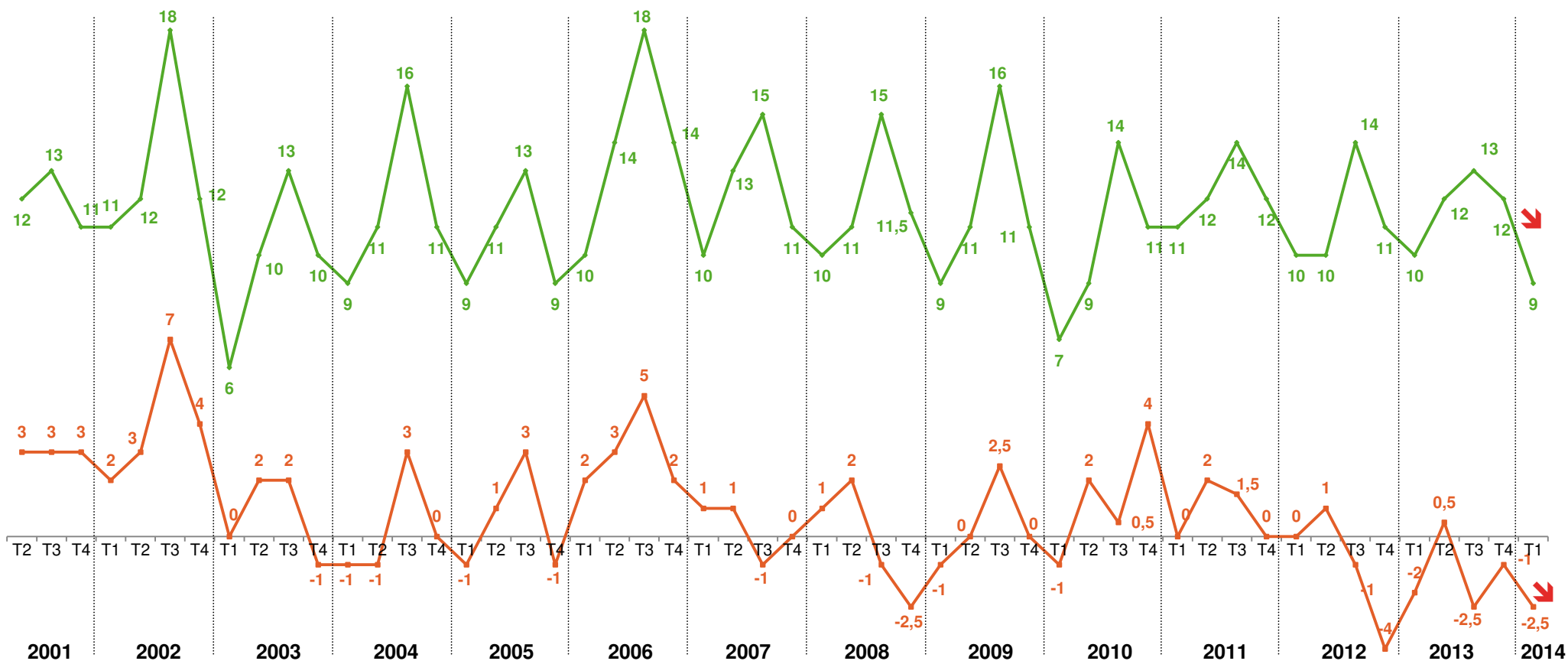
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

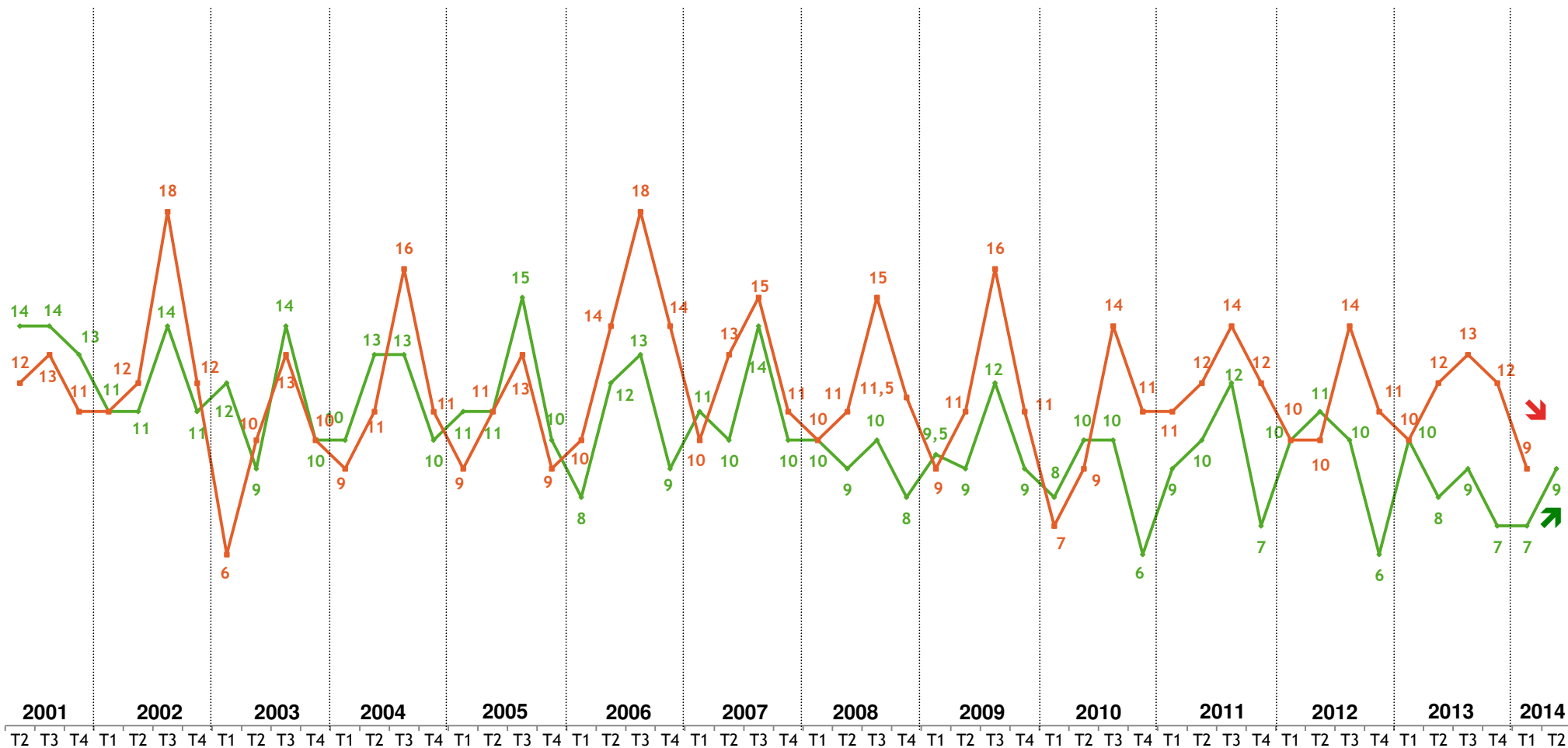
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,8

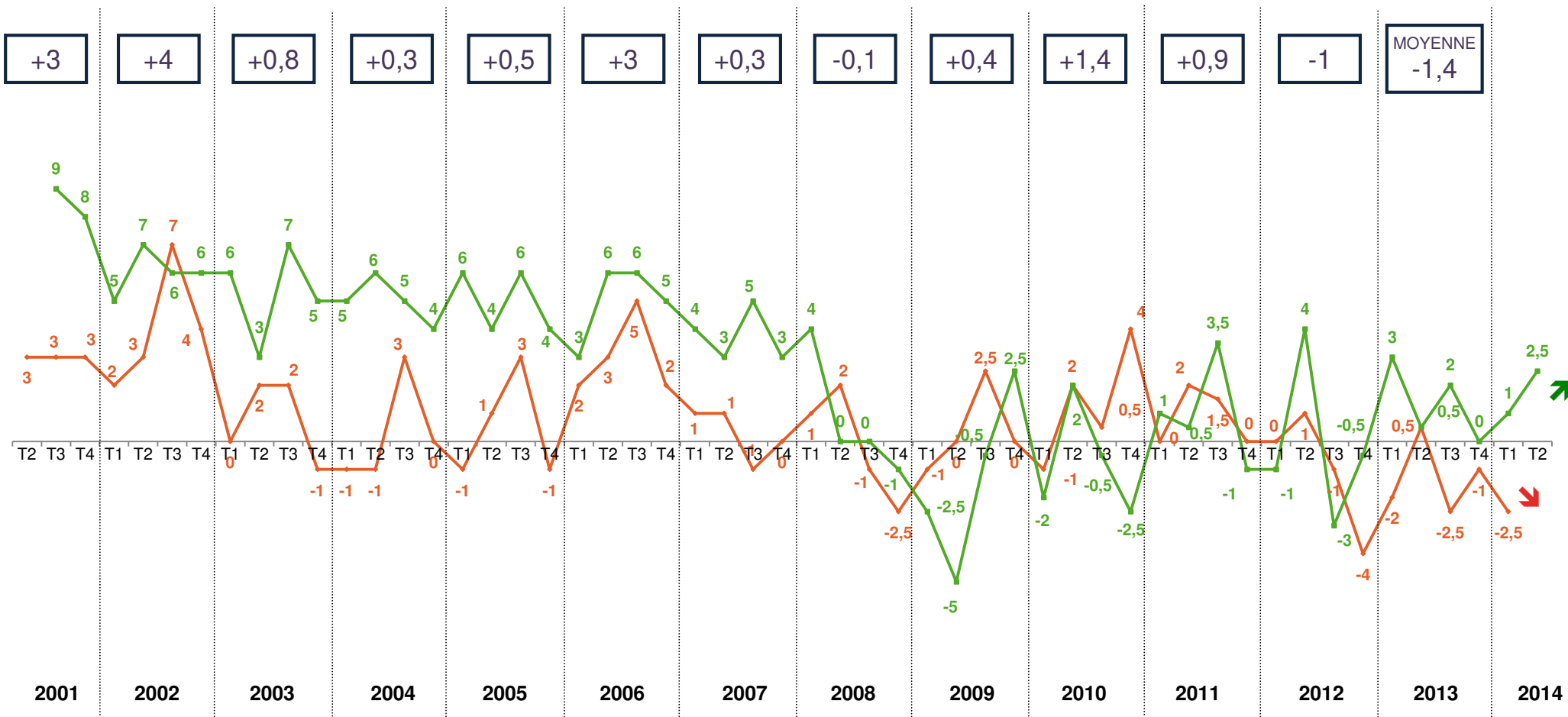
} Moyennes depuis 2001



- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



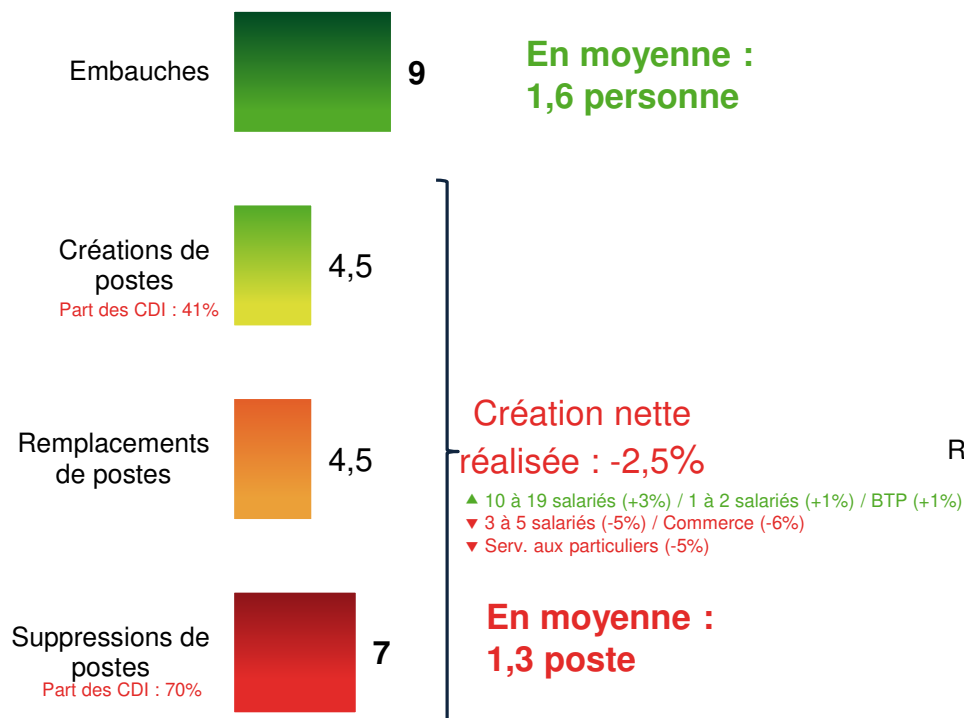
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



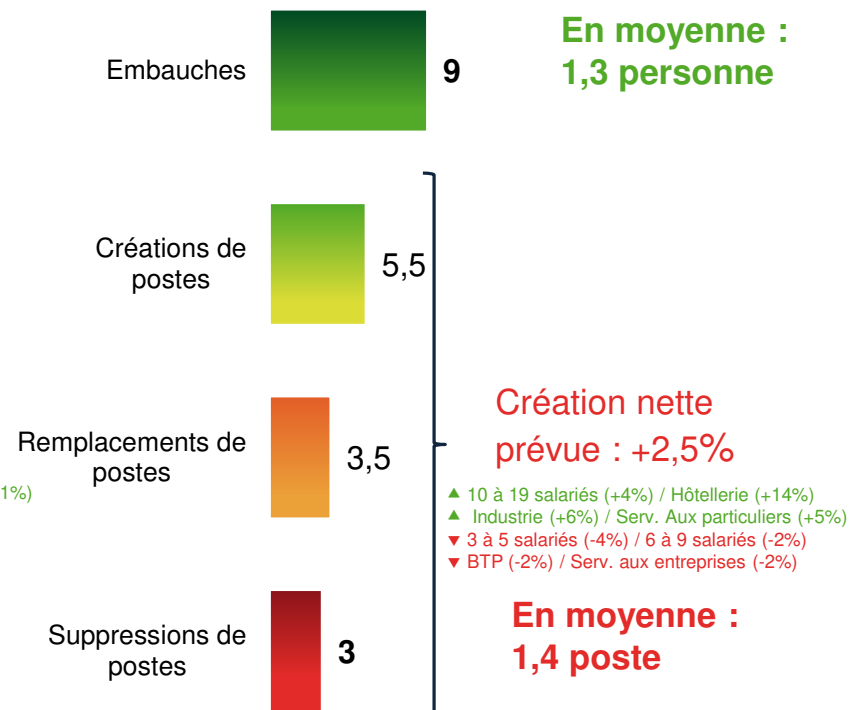
Répartition de la création nette d'emplois

Réalisations de janvier à mars 2014

En % de l'ensemble des TPE



Perspectives d'avril à juin 2014

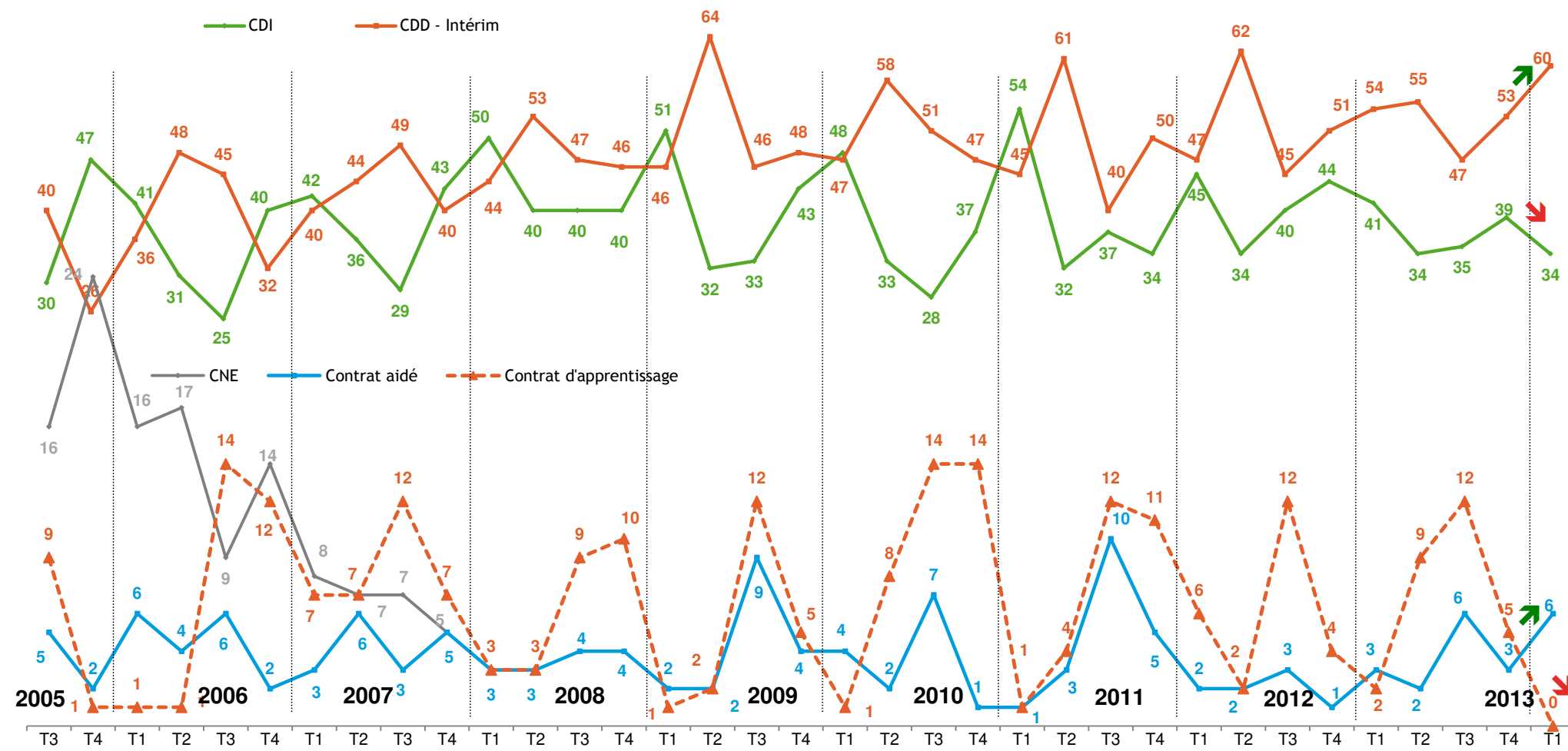


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...

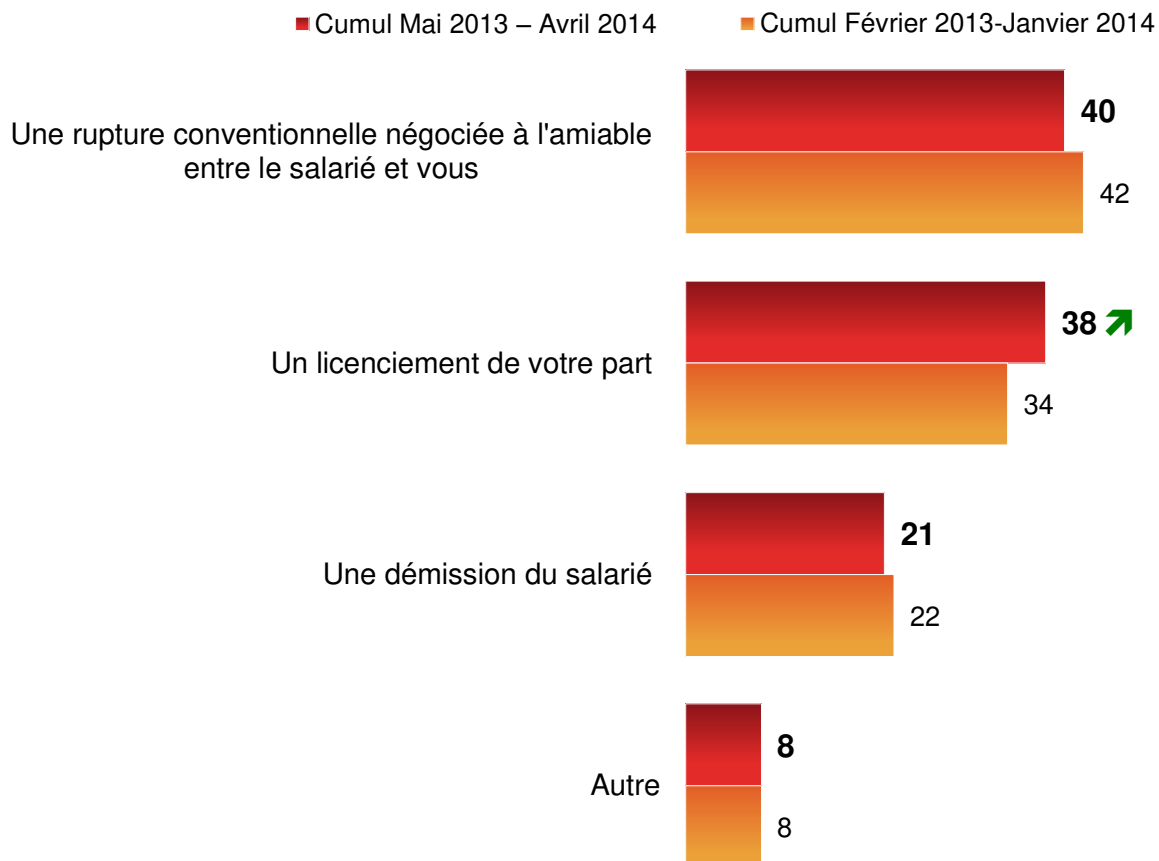
CDD > 1 mois = 27%
CDD < 1 mois = 33%



Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

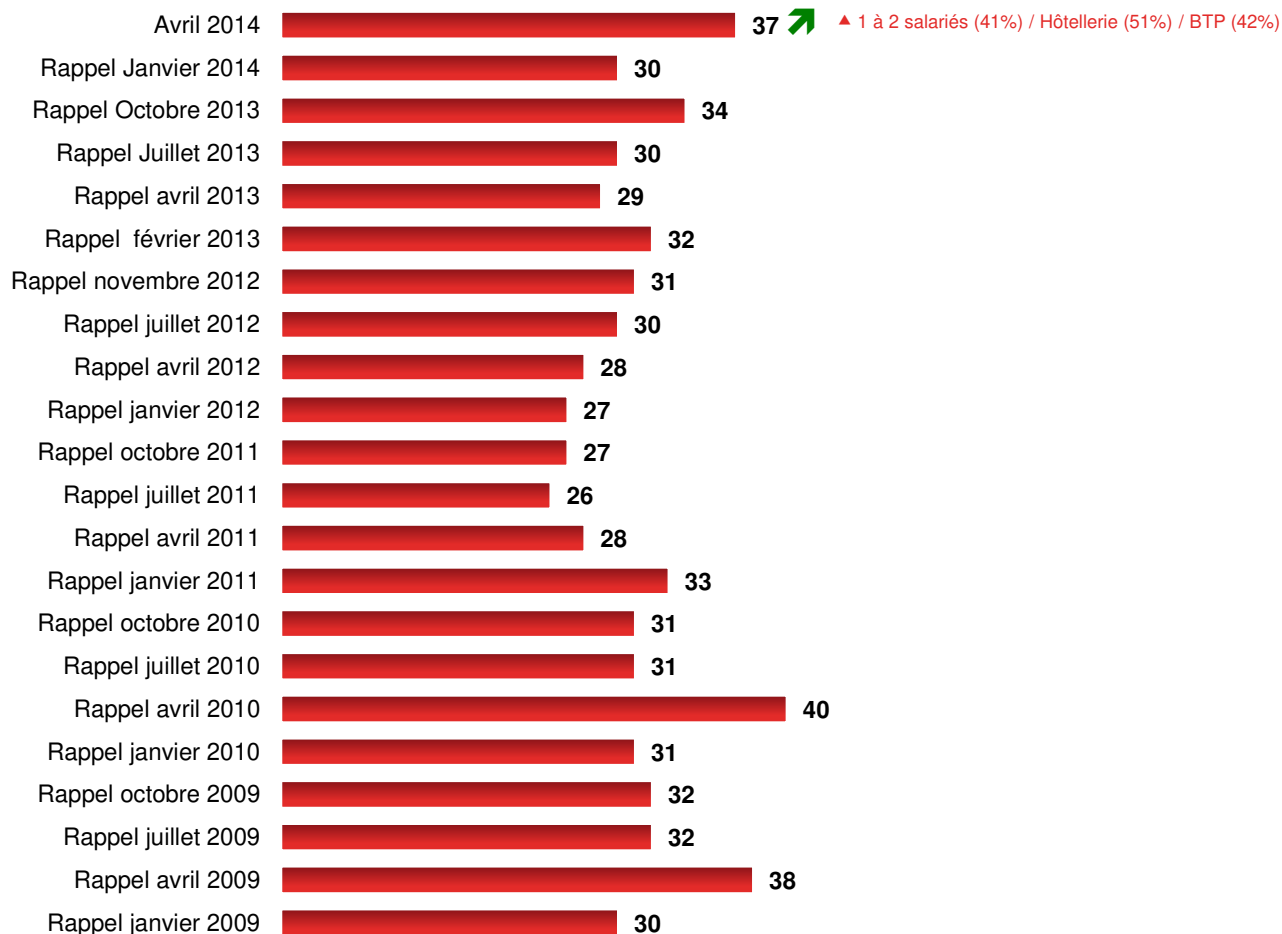
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

Question

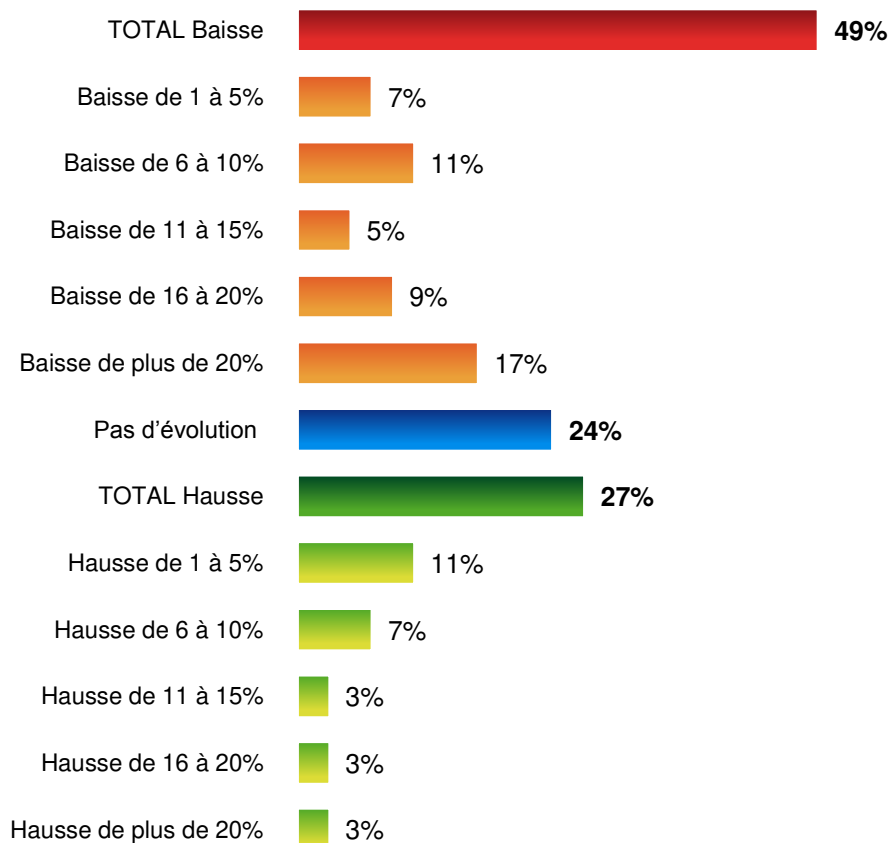
Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution, positive ou négative, avez-vous constaté en pourcentage ?*

Moyenne avril 2014 : -6,7% ↘

Rappel janvier 2014 : -4,8%

Rappel octobre 2013 : -0,4% / Rappel juillet 2013 : -0,2% / Rappel avril 2013 : -0,8%
Rappel février 2013 : -2,8% / Rappel novembre 2012 : -2,9% / Rappel juillet 2012 : -2,0%
Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ 6 à 9 salariés (-4,7%) / 10 à 19 salariés (-3,5%) / Serv. aux particuliers (-5,4%) / Industrie (-4,6%)
▼ Aucun salarié (-7,7%) / Hôtellerie (-8,3%) / BTP (-10,8%)



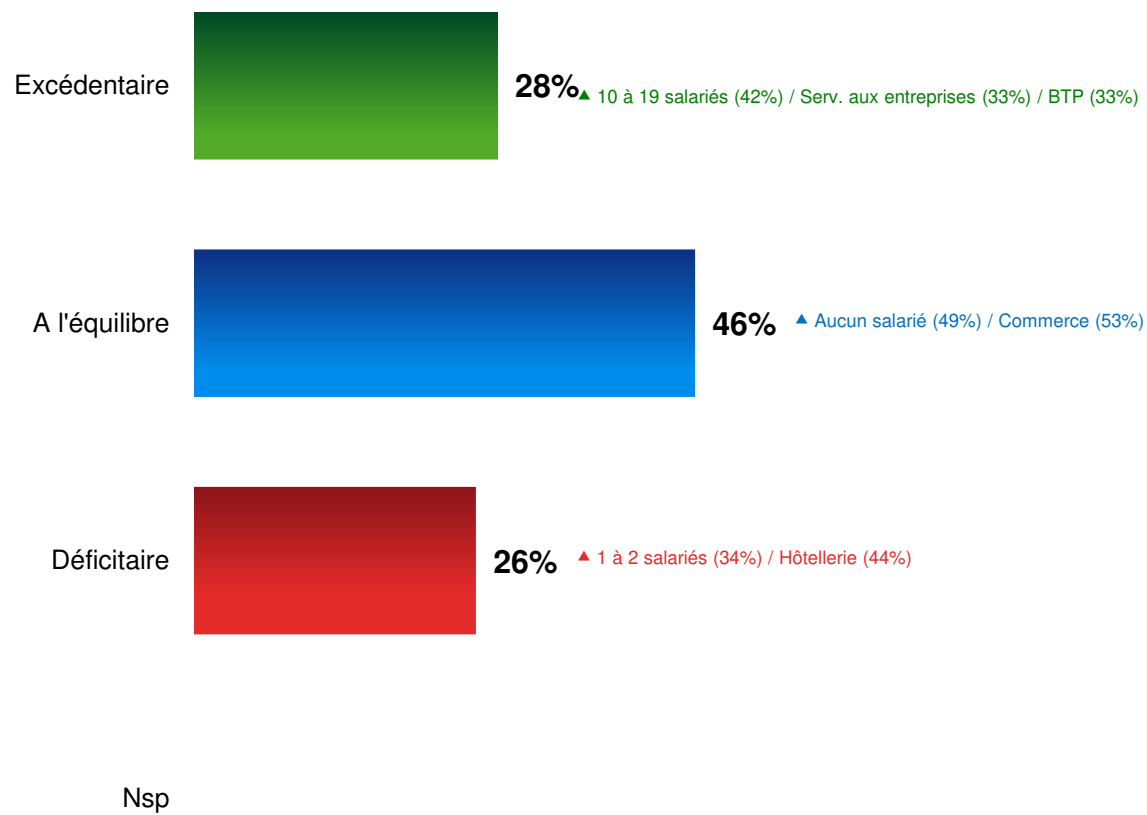
Base : ensemble des TPE

* Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



Rappel
Janvier
2014

27%

46%

26%

1%

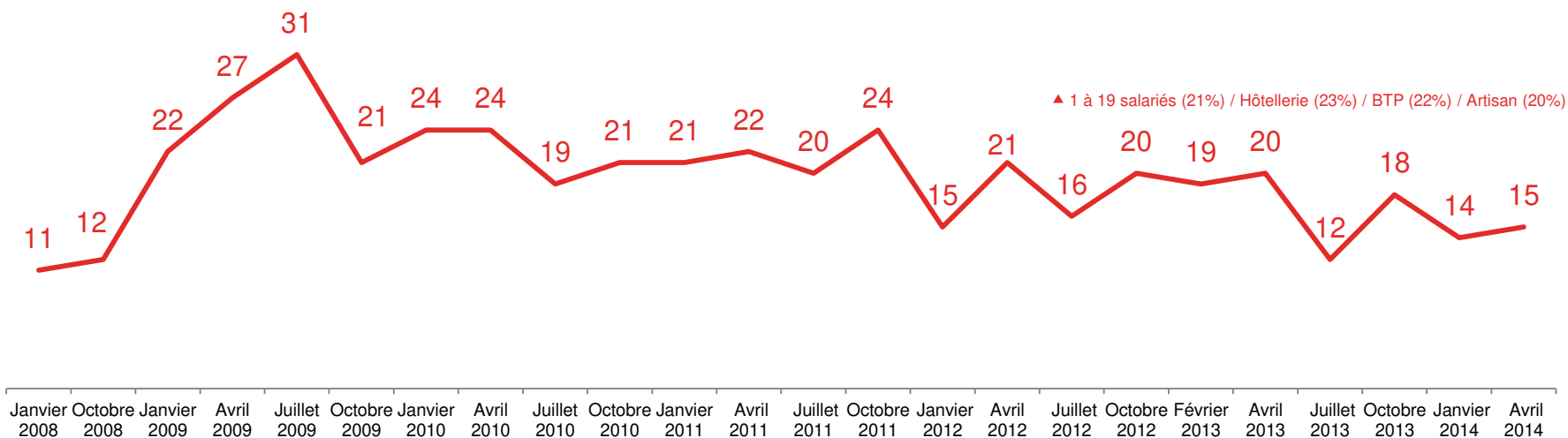
Le durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire au cours des trois derniers mois

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui



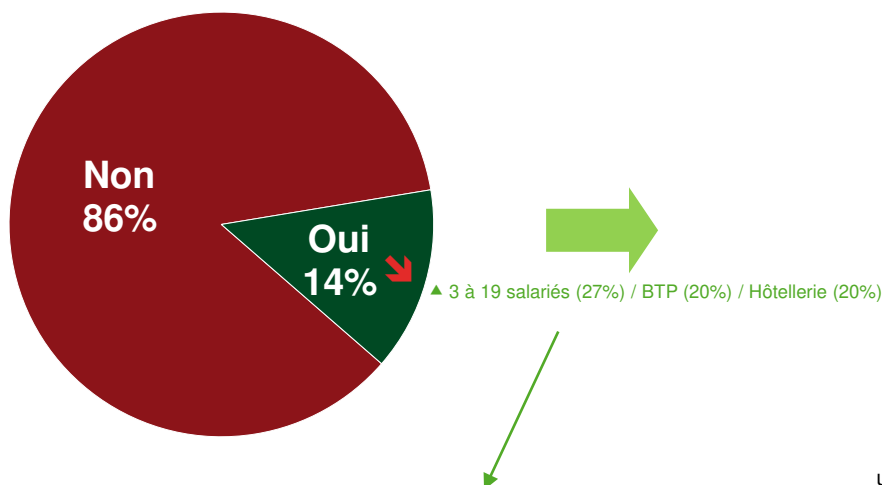
Base : ensemble des TPE

Demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



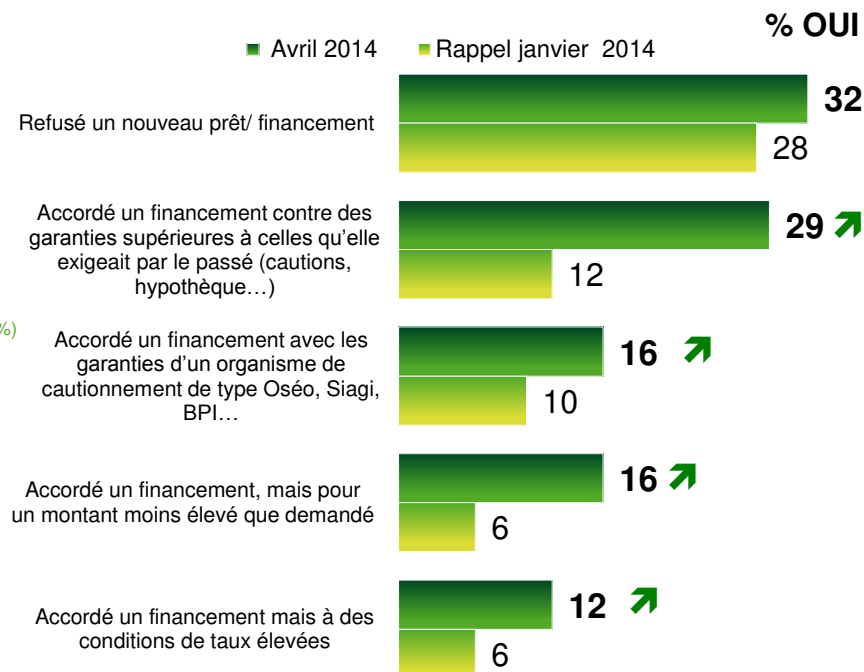
Rappel janvier 2014 : 17%
Rappel octobre 2013 : 18% / Rappel juillet 2013 : 18%
Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 57% ↗

Rappel janvier 2014 : 49%
Rappel octobre 2013 : 65% / Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%
Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

▲ 6 à 9 salariés (68%) / Serv. aux particuliers (82%) / Hôtellerie (74%) / Artisan (61%)
▼ 10 à 19 salariés (50%) / BTP (46%) / Serv aux entreprises (17%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : «Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? » et était posée au patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque

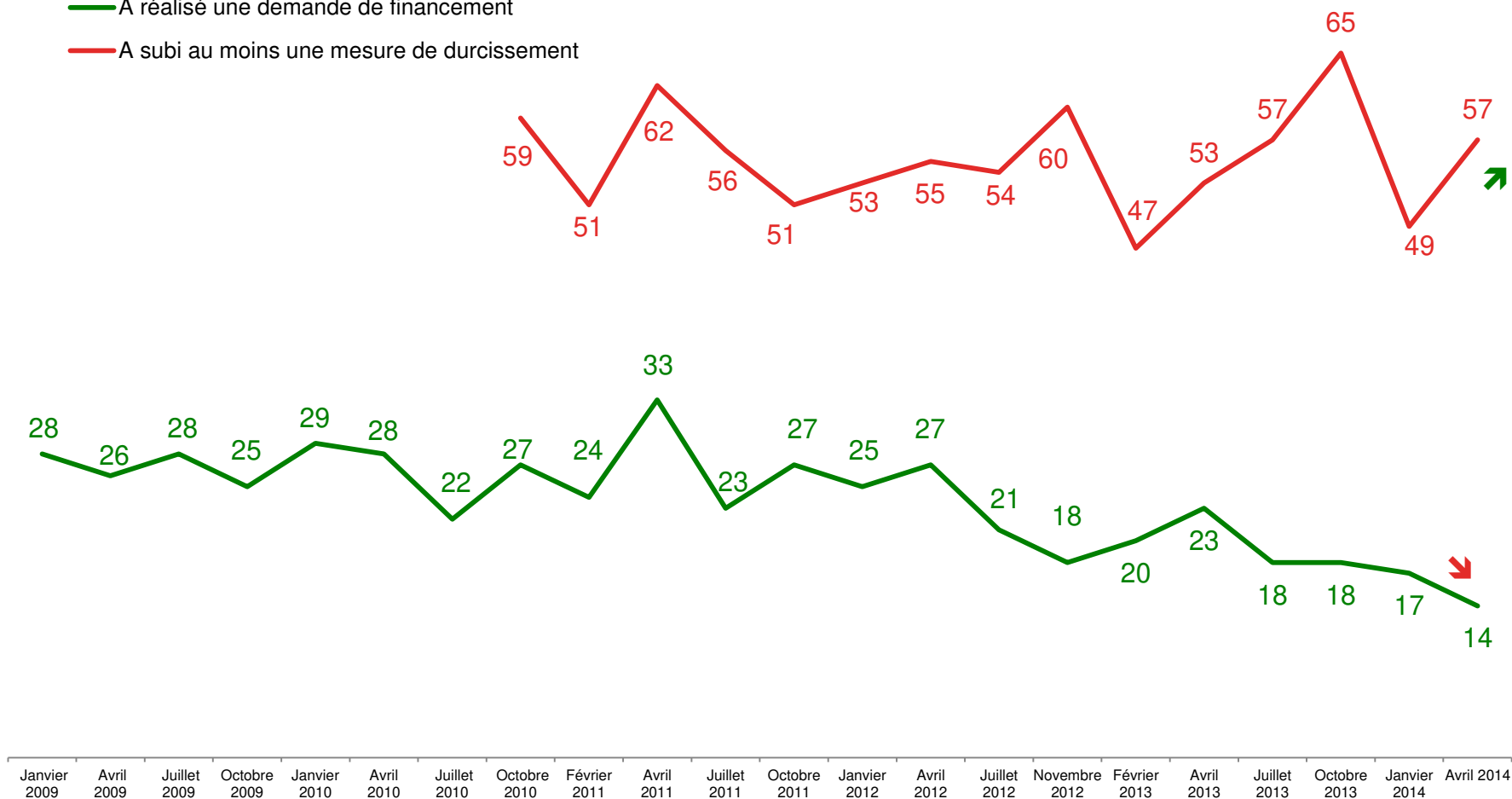
Les demandes de financement

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?

— A réalisé une demande de financement

— A subi au moins une mesure de durcissement



Les TPE, les résultats des municipales et le remaniement

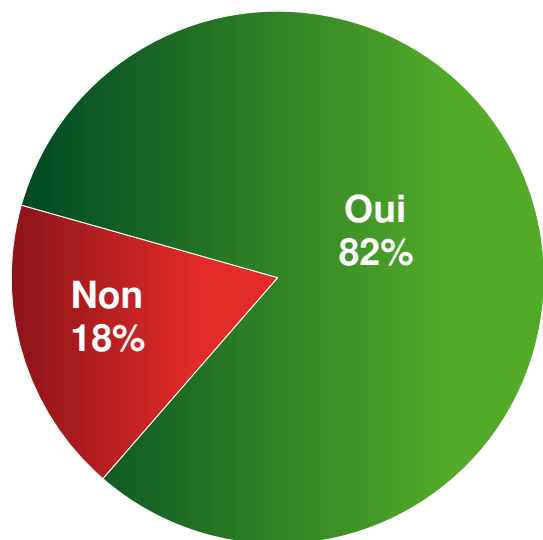
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le vote au premier tour des élections municipales et le critère du choix du candidat au premier tour des élections municipale

Question

Avez-vous voté au premier tour des élections municipales le 23 mars 2014 ?



▲ 50 ans et plus (88%) / Commerce (89%) / Hôtellerie (88%)

Question

Diriez-vous que par votre vote s'est effectué... ?

Pour soutenir la politique du président de la République et du Gouvernement

2%

Pour sanctionner la politique du président de la République et du Gouvernement

15%

▲ BTP (22%) / Serv aux particuliers (19%) / Sympathisants UMP (26%) ou FN (30%)

Principalement en fonction de considérations locales

82%

▲ Serv. aux entreprises (92%) / Hôtellerie (87%)

Ne se prononcent pas

1%

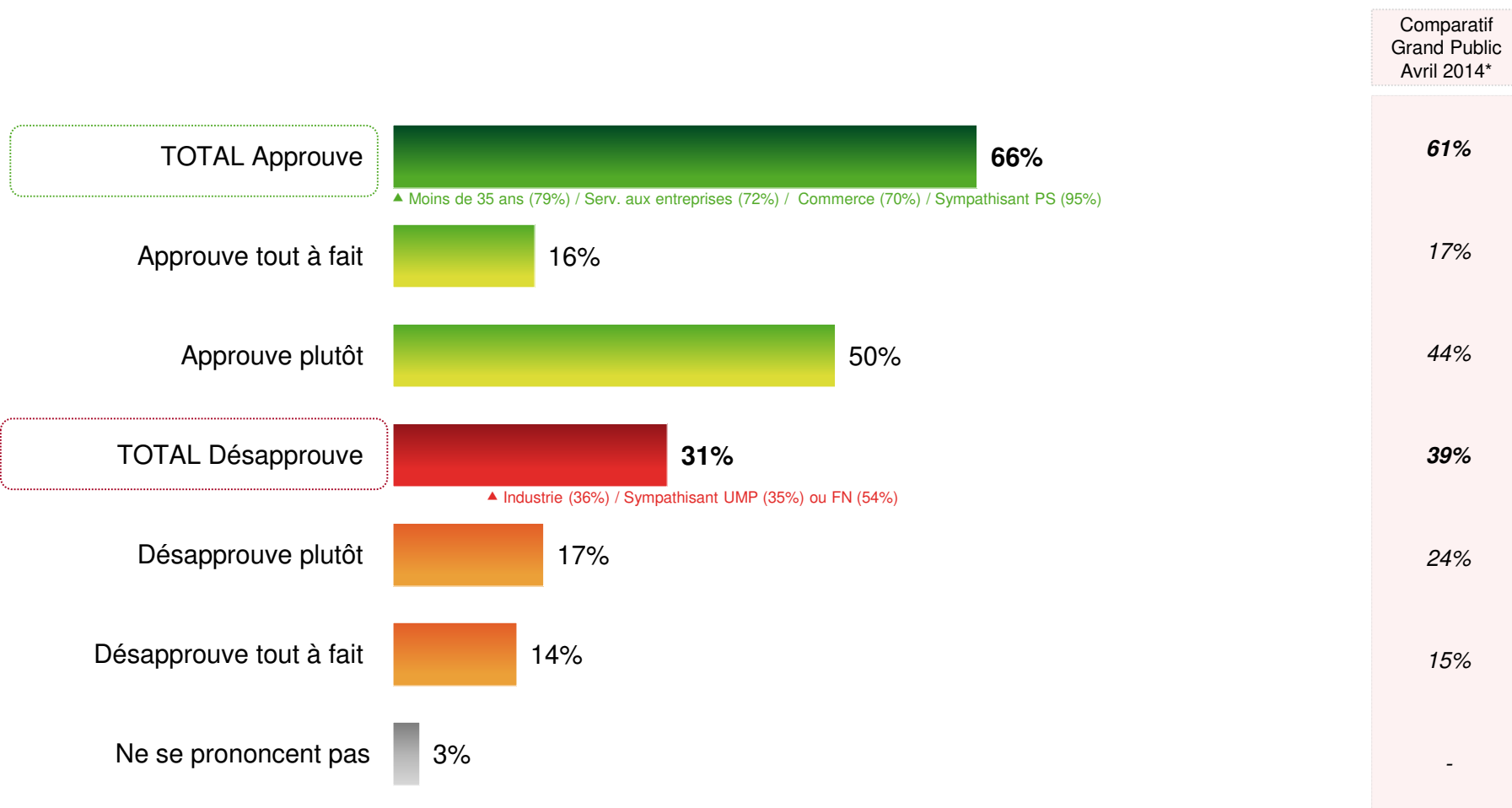
Base : Aux patrons de TPE inscrits sur les listes électorales (84% de l'échantillon)

Base : Aux patrons de TPE ayant voté aux élections municipales

L'approbation de la nomination de Manuel Valls comme Premier Ministre

Question

Vous savez que François Hollande a annoncé qu'il avait nommé Manuel Valls au poste de Premier Ministre. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette décision ?



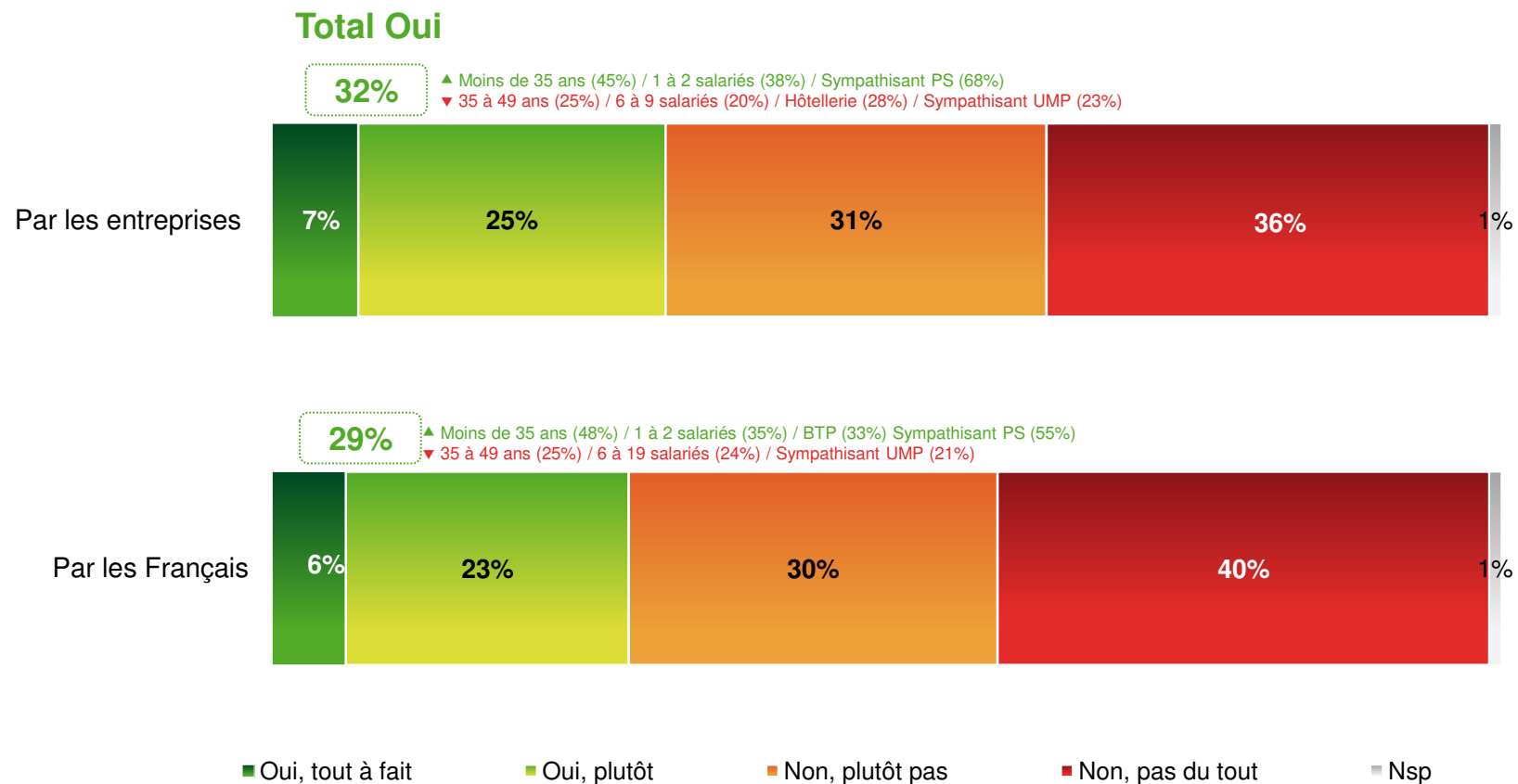
Base : ensemble des TPE

(*) Etude Ifop pour L'Edition du Soir (Ouest France), réalisée auprès d'un échantillon de 957 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 31 mars au 1^{er} avril 2014, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération

La prise en compte des attentes des citoyens et des entreprises dans le remaniement

Question

La composition du nouveau gouvernement a été annoncée le mercredi 2 avril. Diriez-vous que ce remaniement montre une prise en compte des attentes exprimées... ?



L'approbation de la nomination de différents ministres

Question

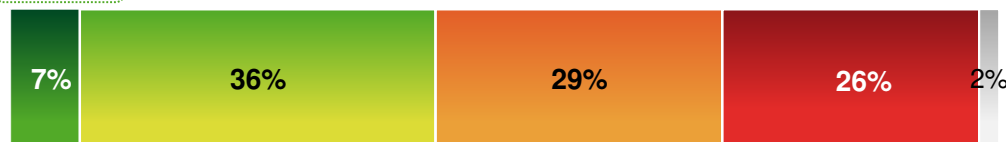
Et diriez-vous que vous approuvez ou que vous désapprouvez la nomination de... ?

Total Approuve

Arnaud Montebourg comme ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique

43%

▲ Moins de 35 ans (55%) / Aucun salarié (47%) / Commerce (47%) / Sympathisant PS (85%)
▼ 35 à 49 ans (38%) / 3 à 9 salariés (29%) / Hôtellerie (39%) / Sympathisant UMP (31%) ou UDI (26%)



Michel Sapin comme ministre des Finances et des Comptes publics

43%

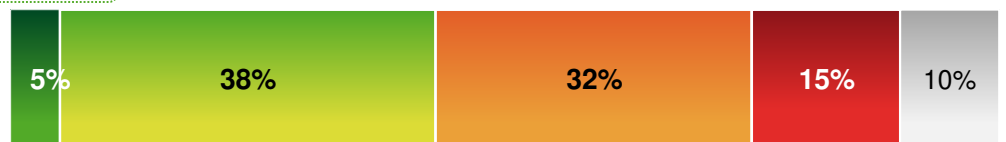
▲ Moins de 35 ans (51%) / Aucun salarié (46%) / Serv aux entreprises (49%) / Sympathisant de gauche (72%)
▼ 35 à 49 ans (37%) / Serv aux particuliers (38%) / Industrie (37%) / Sympathisant UMP (32%) ou FN (32%)



François Rebsamen comme ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social

43%

▲ Moins de 35 ans (71%) / Industrie (46%) / Sympathisant PS (69%) ou EELV (78%)
▼ 60 ans et plus (30%) / 6 à 9 salariés (34%) / Hôtellerie (36%) / Sympathisant UMP (33%)

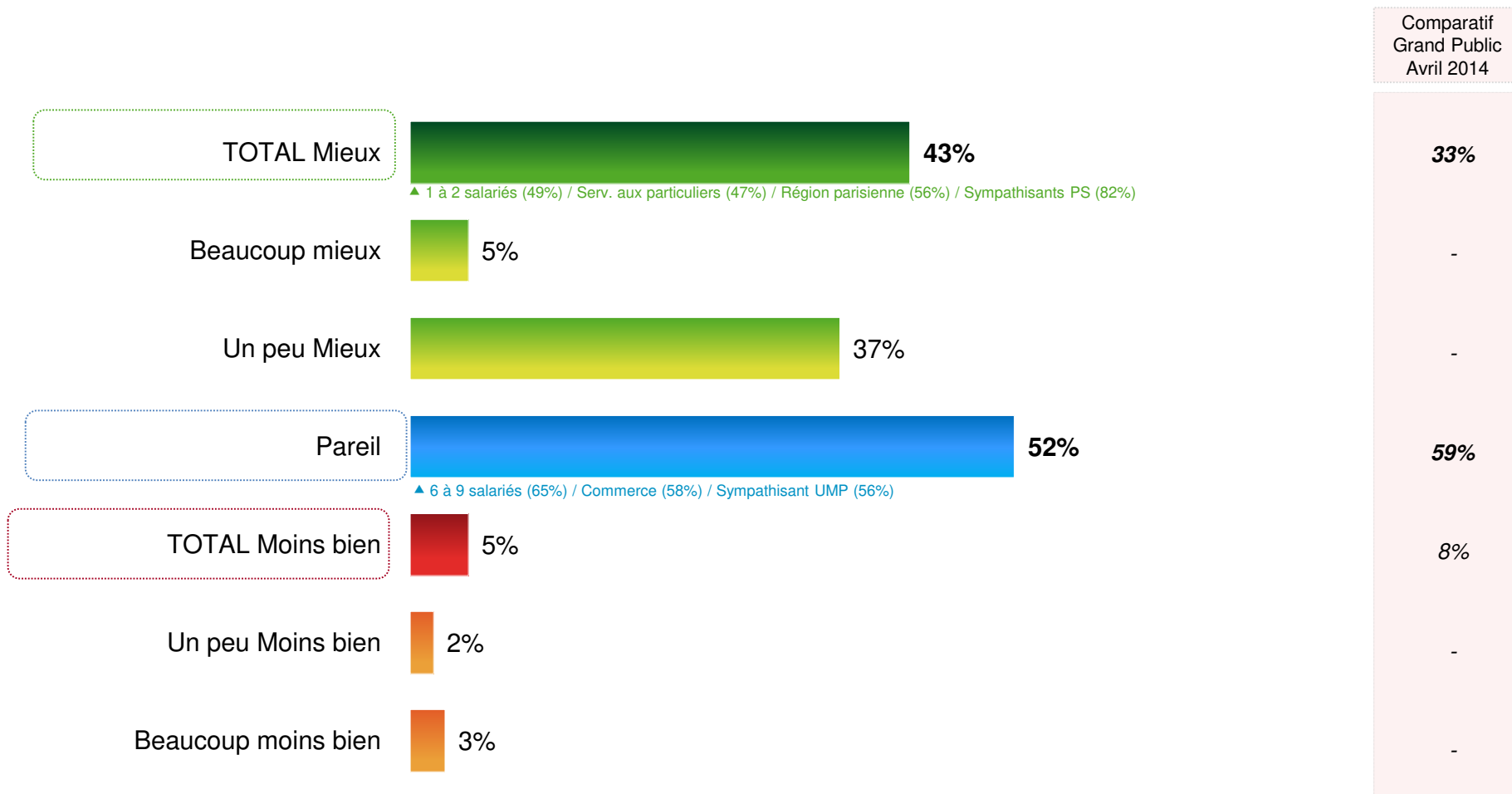


■ Approuve tout à fait ■ Approuve plutôt ■ Désapprouve plutôt ■ Désapprouve tout à fait ■ Nsp

Le pronostic sur la réussite du nouveau gouvernement par rapport au précédent

Question

Estimez-vous que le gouvernement dirigé par Manuel Valls fera mieux, moins bien ou pareil que le gouvernement actuel dirigé par Jean-Marc Ayrault ?

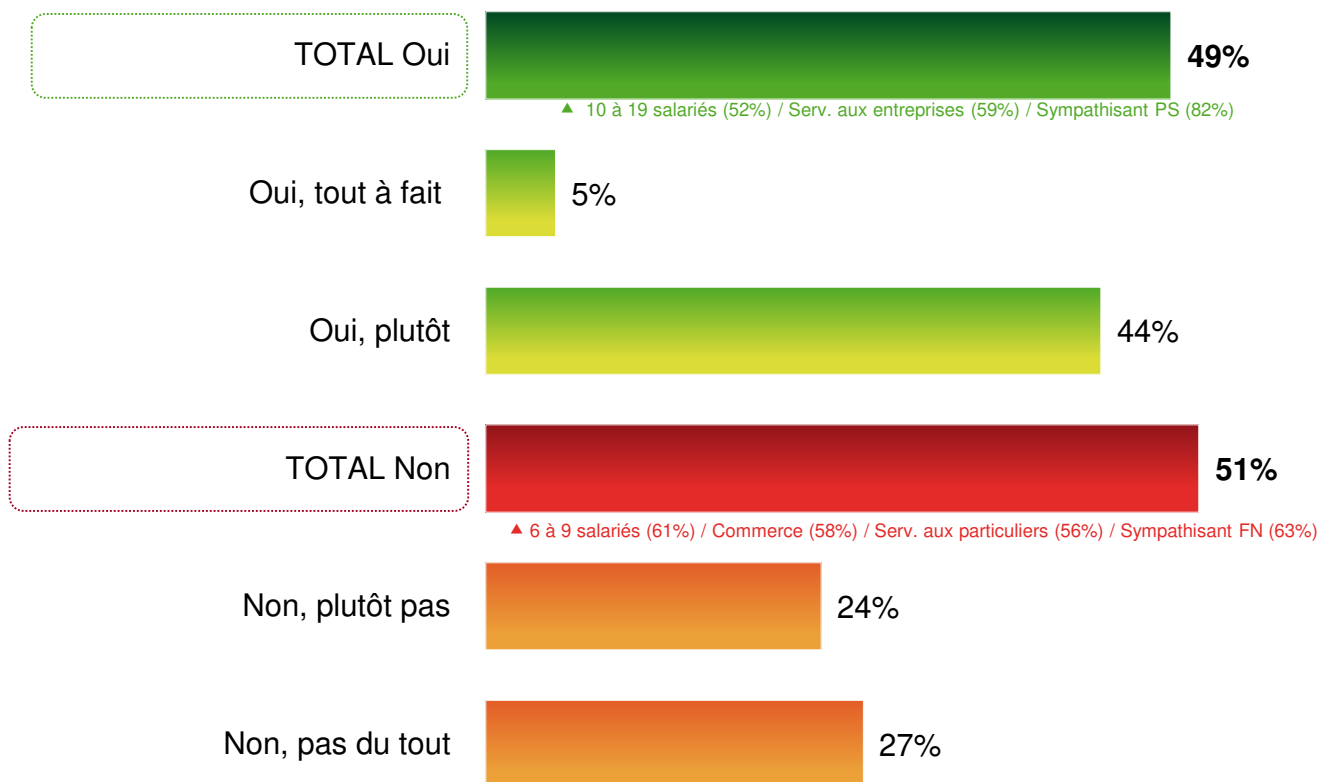


Base : ensemble des TPE

Le pronostic sur une meilleure prise en compte par le nouveau gouvernement des préoccupations des chefs d'entreprise

Question

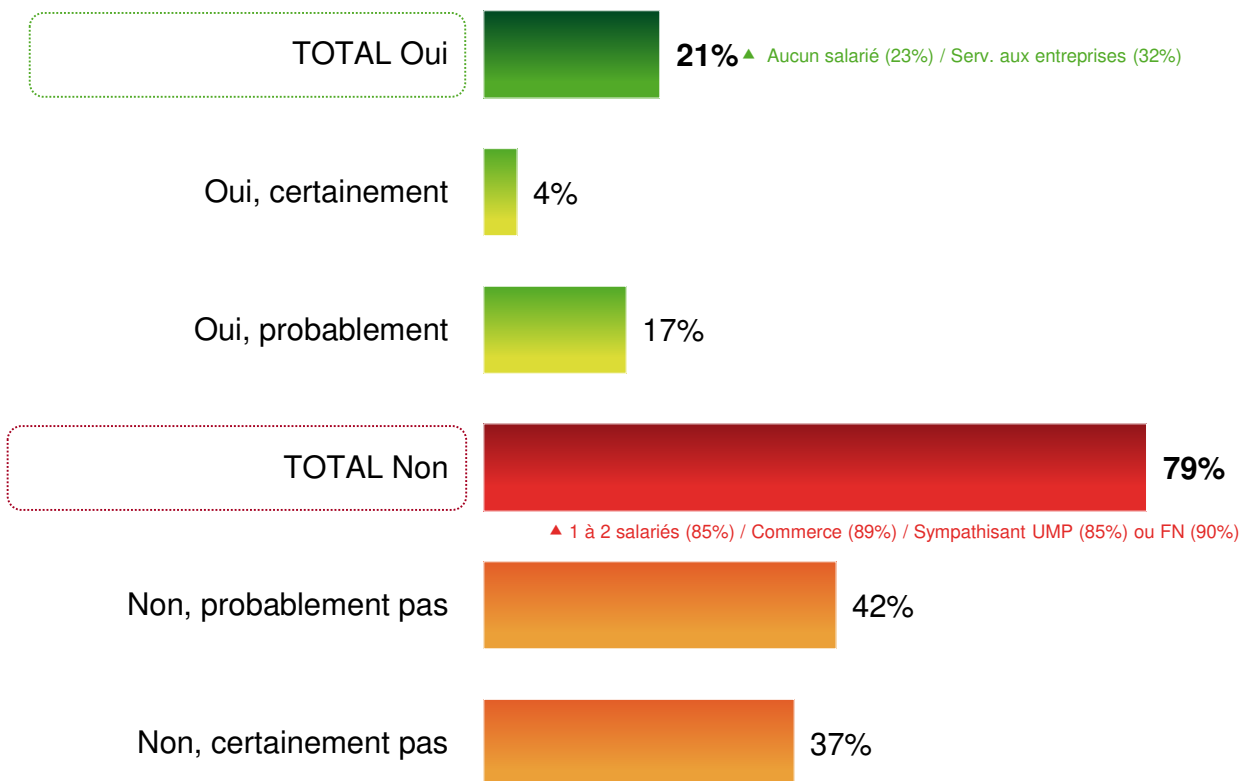
Diriez-vous que le gouvernement de Manuels Valls prendra mieux en compte vos préoccupations de chef d'entreprise que celui de Jean-Marc Ayrault ?



Le pronostic sur la tenue par François Hollande de son engagement à baisser les impôts avant 2017

Question

François Hollande a également annoncé le 31 mars une baisse des impôts d'ici 2017. Diriez-vous que le nouveau gouvernement va tenir cet engagement ?



Les TPE et l'Europe

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

1. Les intentions de vote européennes

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'inscription sur les listes électorales et l'indice de participation aux élections européennes

Question

Comme vous le savez peut-être, les prochaines élections européennes vont avoir lieu le 25 mai 2014. Lors de ces élections municipales, pensez-vous que vous allez voter ? Donnez-moi une note de 0 à 10 : 0 signifiant que vous êtes vraiment tout à fait certain de ne pas aller voter aux élections européennes, 10 que vous êtes vraiment tout à fait certain d'aller voter lors de ces élections, les autres notes vous permettant de nuancer votre opinion

Indice de participation



60%

▲ 10 à 19 salariés (71%) / Commerce (65%) / Hôtellerie (65%) / Sympathisant PS (77%)

Indice d'abstention



40%

▲ BTP (48%) / Serv. aux entreprises (47%) / Artisan (47%) / Sympathisant UDI (63%)

Comparatif
Janvier 2014
Municipales

64%

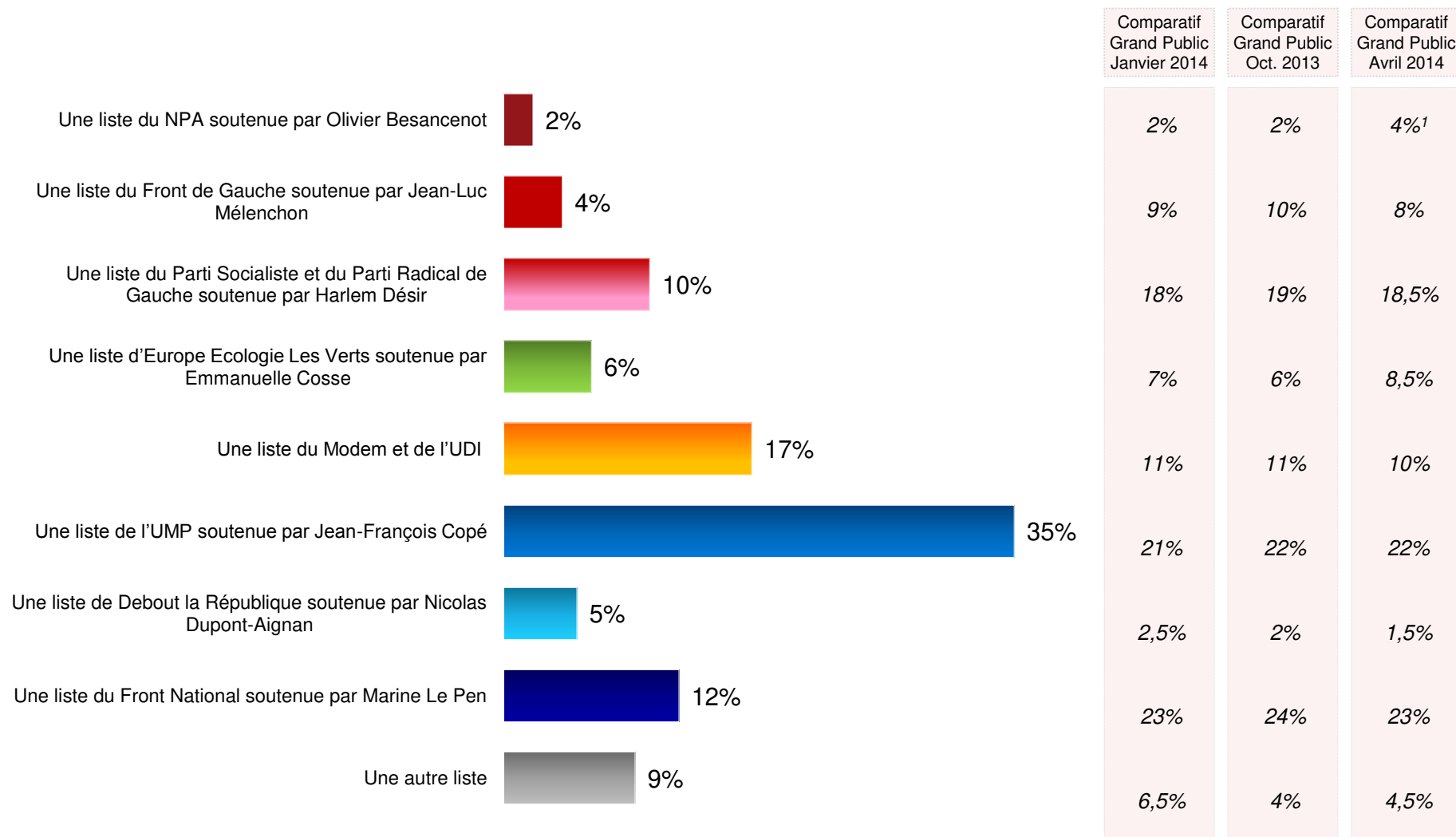
36%

Base : Aux patrons de TPE inscrits sur les listes électorales (84% de l'échantillon)

L'intention de vote aux élections européennes

Question

Si les élections européennes avaient lieu dimanche prochain, parmi les listes suivantes, pour laquelle y aurait-il le plus de chance que vous votiez ?



Base : Aux patrons de TPE inscrits sur les listes électorales

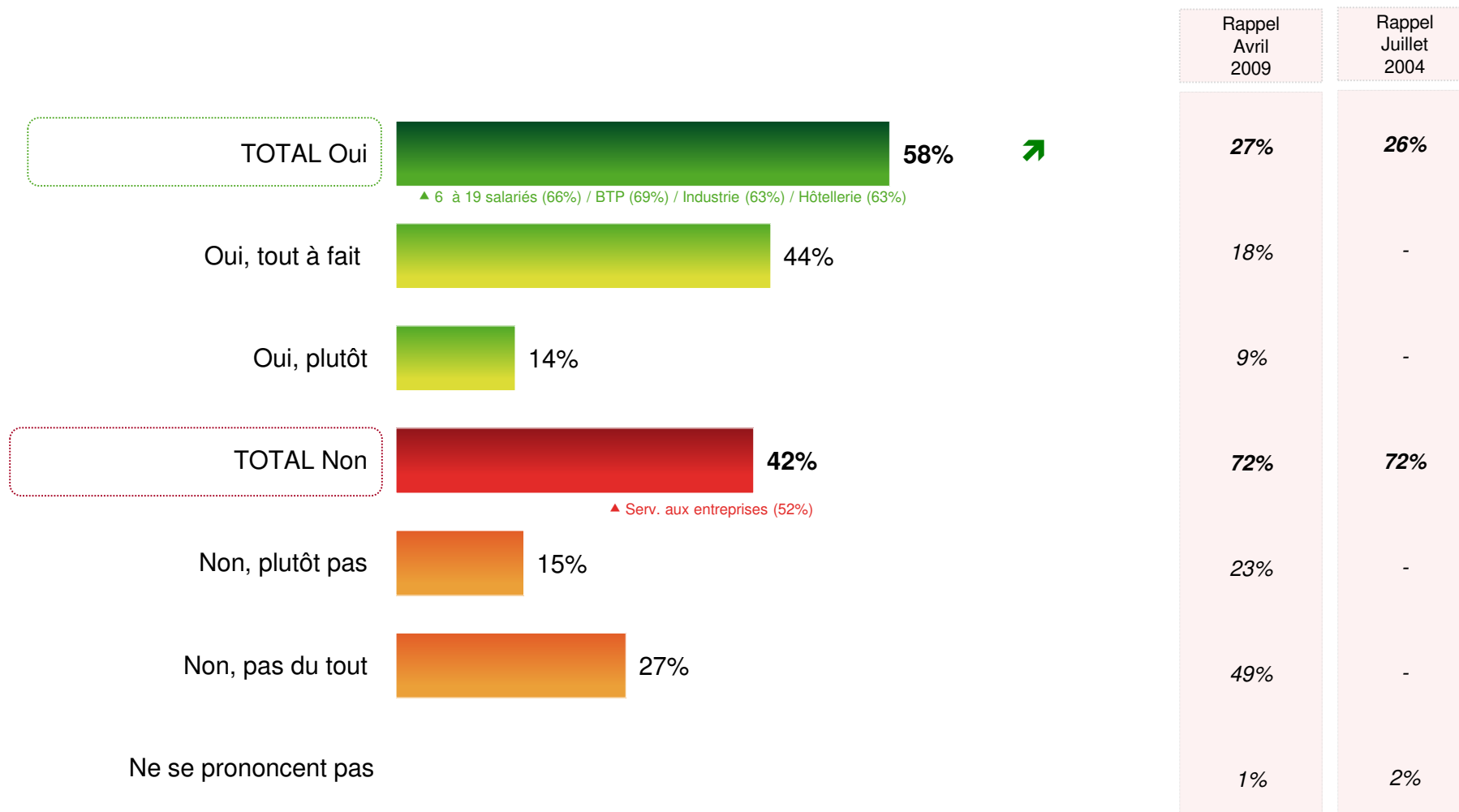
(*) Etude Ifop-Fiducial pour Paris Match réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 1869 personnes inscrites sur les listes électorales extrait d'un échantillon de 2055 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus du 15 au 19 avril 2014, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération

[1] Le score communiqué pour l'enquête réalisée auprès du grand public correspond au cumul de la liste LO et de la liste NPA.

L'intention de sanctionner François Hollande lors du vote aux élections européennes

Question

Avez-vous l'intention de sanctionner François Hollande et son gouvernement par votre vote aux élections européennes ?



Base : Aux personnes ayant l'intention d'aller voter

Le critère de choix lors du vote aux élections européennes

Question

Diriez-vous que votre vote aux élections européennes sera basé essentiellement sur des critères nationaux ou sur des critères européens



Base : Aux personnes ayant l'intention d'aller voter

2. Les perceptions de l'Union Européenne

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le sentiment de citoyenneté

Question

Avez-vous le sentiment d'être... ?

Un citoyen français, puis un citoyen européen



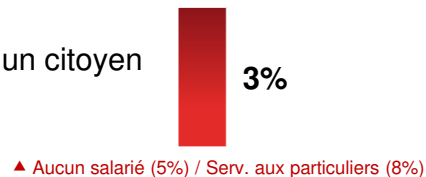
Un citoyen français avant tout



Un citoyen européen avant tout



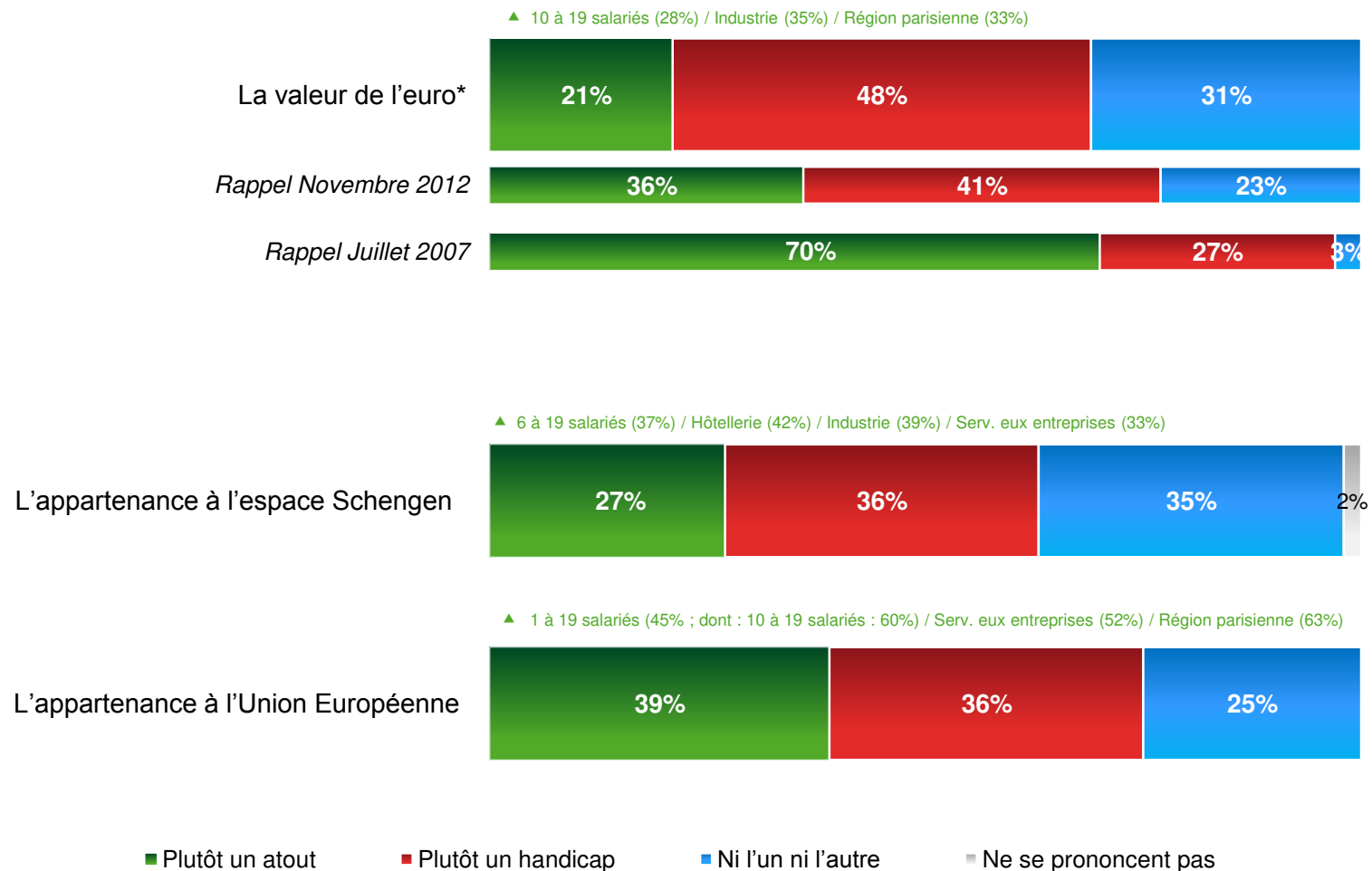
Ni un citoyen français, ni un citoyen européen



L'impact de différents éléments liés à l'intégration européenne sur l'économie française

Question

Diriez-vous qu'actuellement [...] est plutôt un atout ou plutôt un handicap pour l'économie française ?



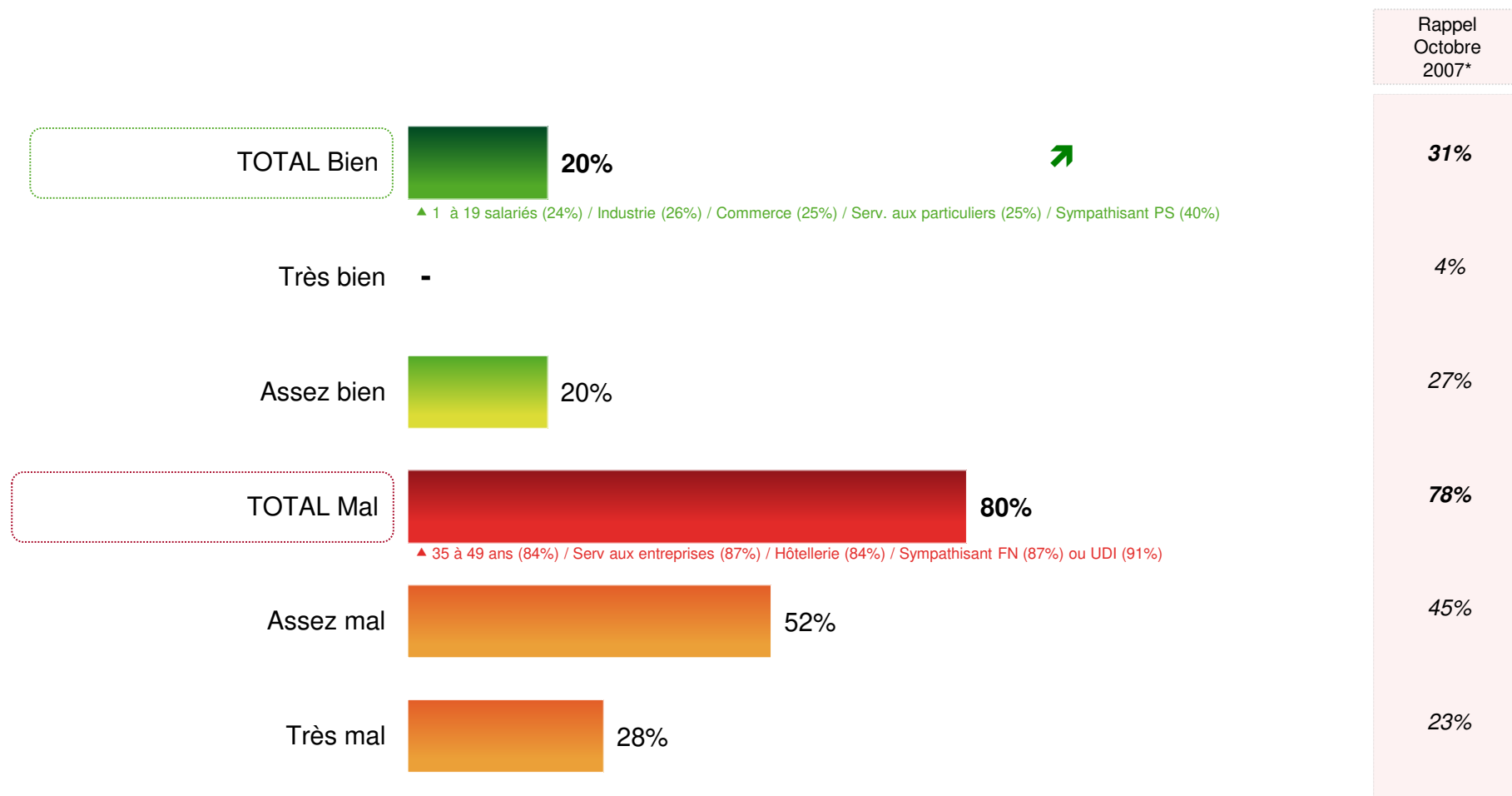
Base : à 50% de l'échantillon.

(*) En Novembre 2012, l'intitulé de la question était : « Au cours de ces quatre dernières années de désordres économiques et financiers, diriez-vous que l'Euro a été plutôt un atout ou plutôt un handicap » / En Juillet 2007, l'item « ni l'un, ni l'autre » n'était pas suggéré.

Le jugement sur le fonctionnement de l'Union Européenne

Question

Considérez-vous qu'aujourd'hui l'Union Européenne fonctionne bien ou mal ?



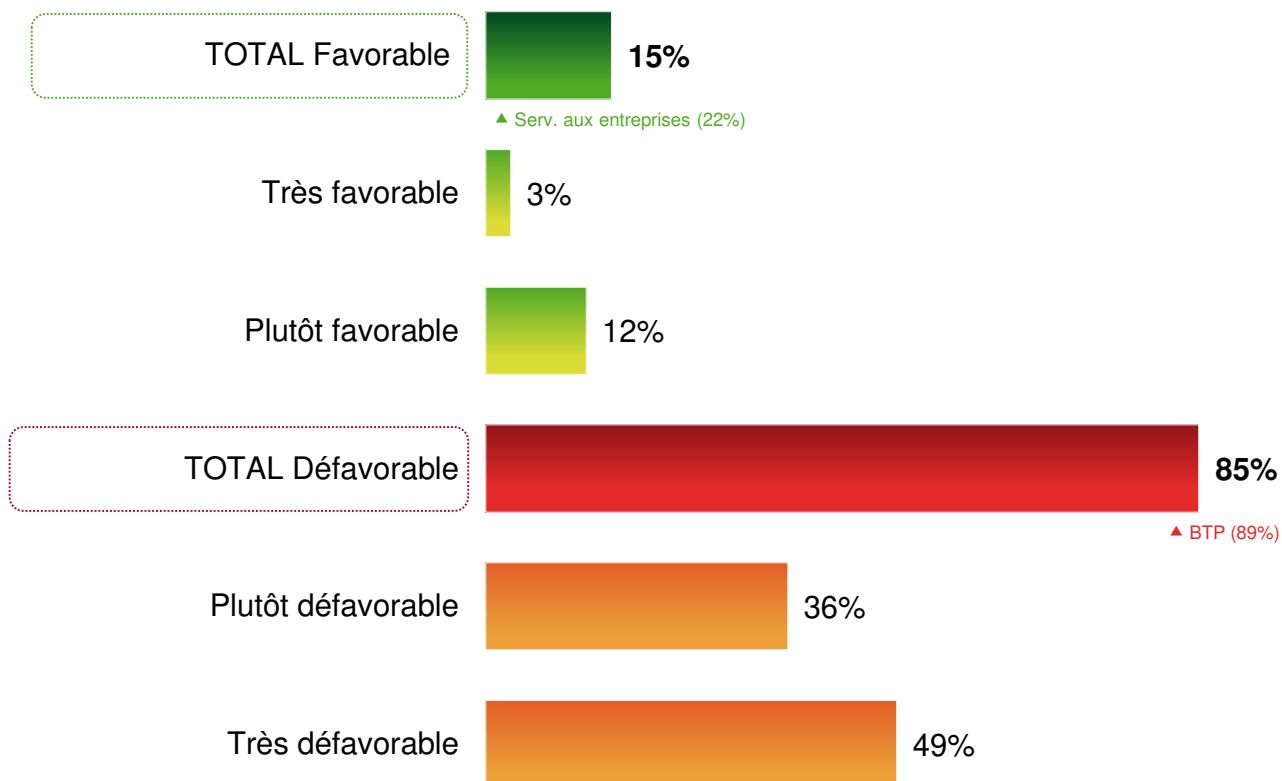
Base : ensemble des TPE

(*) En Octobre 2007, l'intitulé de la question était : « Considérez-vous qu'aujourd'hui l'Union Européenne fonctionne correctement ? »

Le souhait d'une poursuite de l'élargissement de l'Union Européenne

Question

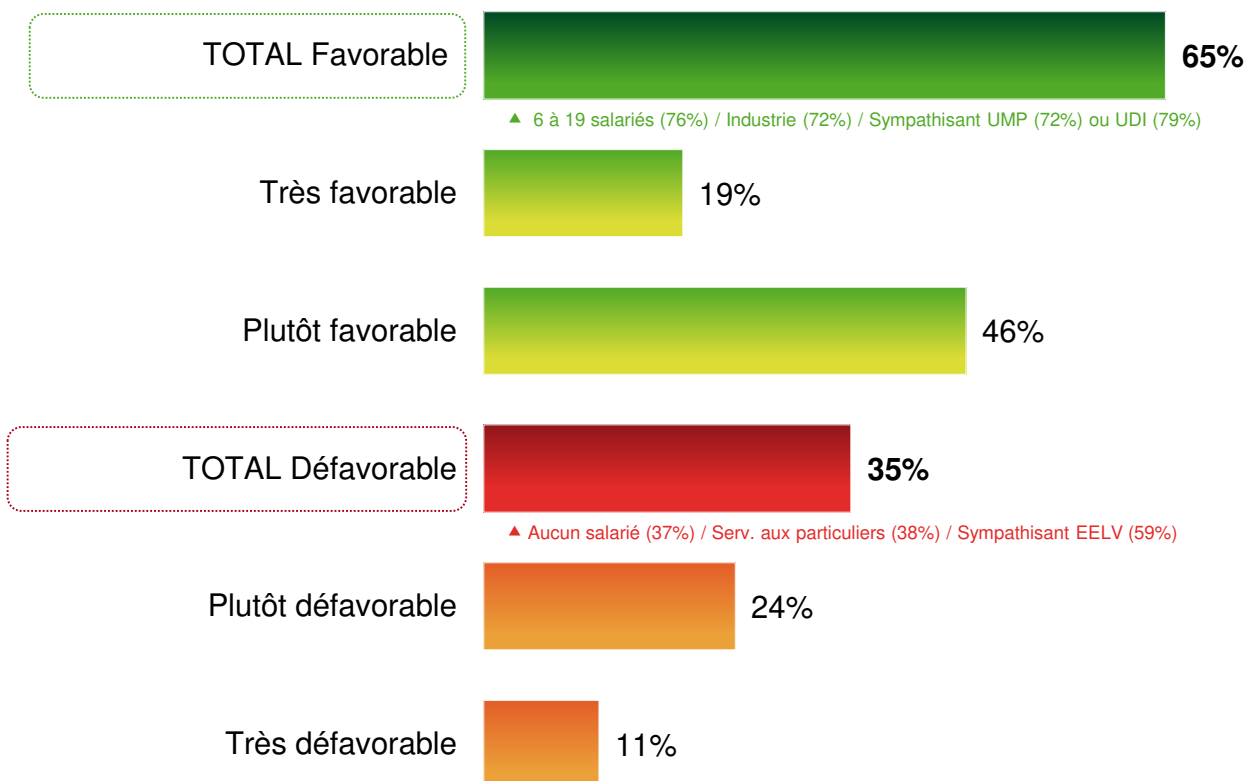
Depuis l'entrée de la Croatie en 2013, l'Union Européenne compte 28 pays. Personnellement, êtes-vous favorable ou défavorable à une poursuite de l'élargissement ?



L'approbation de la création d'une Europe à plusieurs vitesses

Question

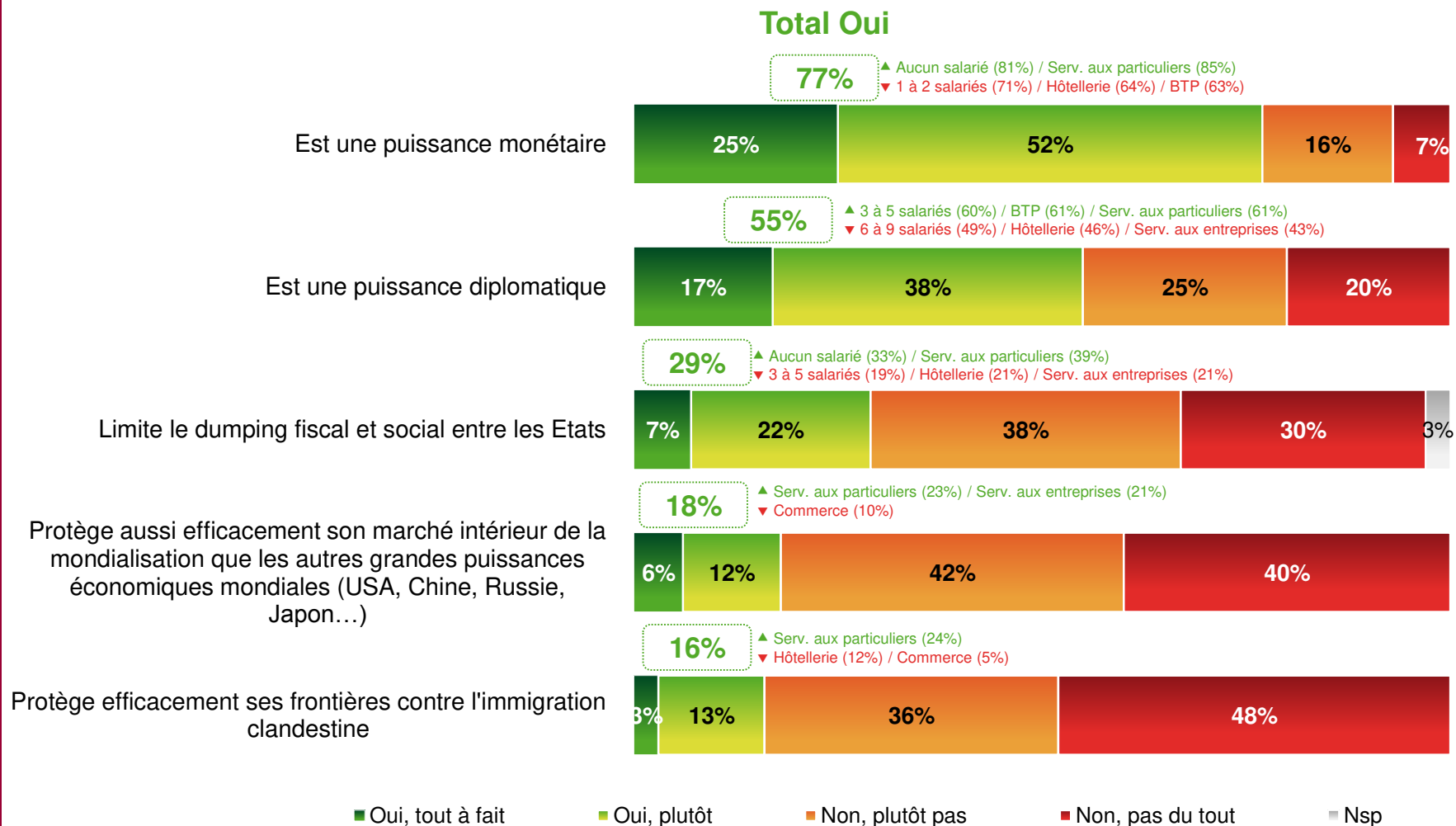
Personnellement, êtes-vous favorable ou défavorable à une Europe à plusieurs vitesses, qui impliquerait pour la France d'aller plus loin dans la coopération européenne avec un groupe restreint de pays ?



Les jugements sur les apports de l'Union Européenne

Question

Considérez-vous que l'Union Européenne ... ?



Base : à 66% de l'échantillon

Les jugements sur les normes et réglementations de l'Union Européenne

Question

Au sujet de l'impact de l'Union Européenne sur l'élaboration de réglementation, de normes, laquelle des affirmations suivantes reflète le plus votre opinion ?

L'Union Européenne laisse un pouvoir d'appréciation suffisant aux Etats membres

8% ▲ 3 à 5 salariés (16%) / Sympathisant PS (18%)

L'Union Européenne élabore trop de règles et de normes inadaptées

71% ▲ Serv. aux entreprises (80%)

L'union Européenne a moins de pouvoir que les politiques ne l'affirment, car c'est l'Etat français qui légifère et réglemente tout en accusant l'Europe

21% ▲ 6 à 9 salariés (36%) / Serv. aux particuliers (28%)

3. Les attributions de l'Union Européenne

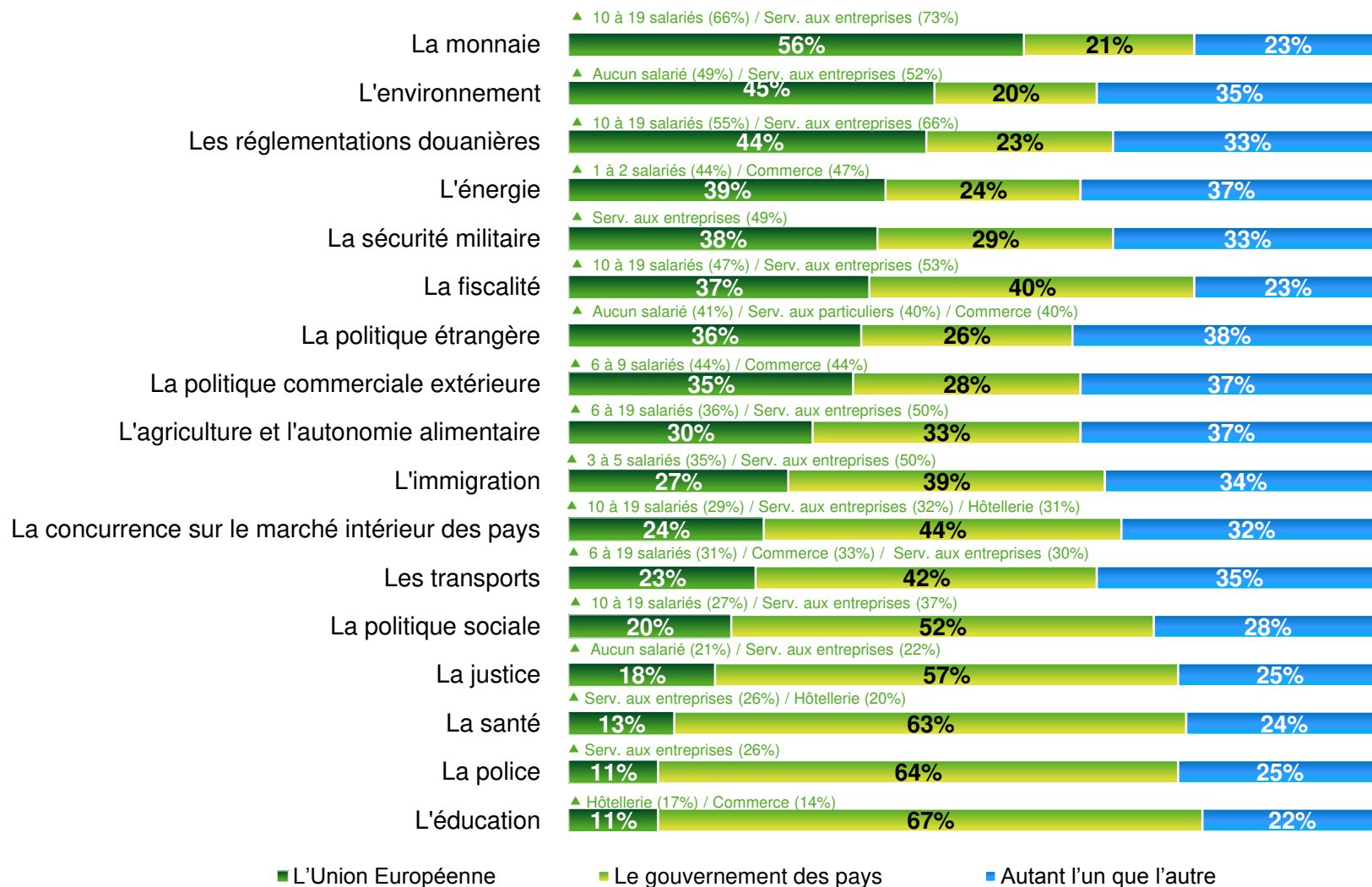
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La préférence pour une gestion européenne ou nationale dans différents domaines

Question

Pour chacun des domaines suivants, vous me direz qui, selon-vous, devrait être le leader pour décider des mesures à prendre : l'Union Européenne, le gouvernement de chaque pays, autant l'un que l'autre ?



La préférence pour une gestion européenne ou nationale dans différents domaines - *Rappels*

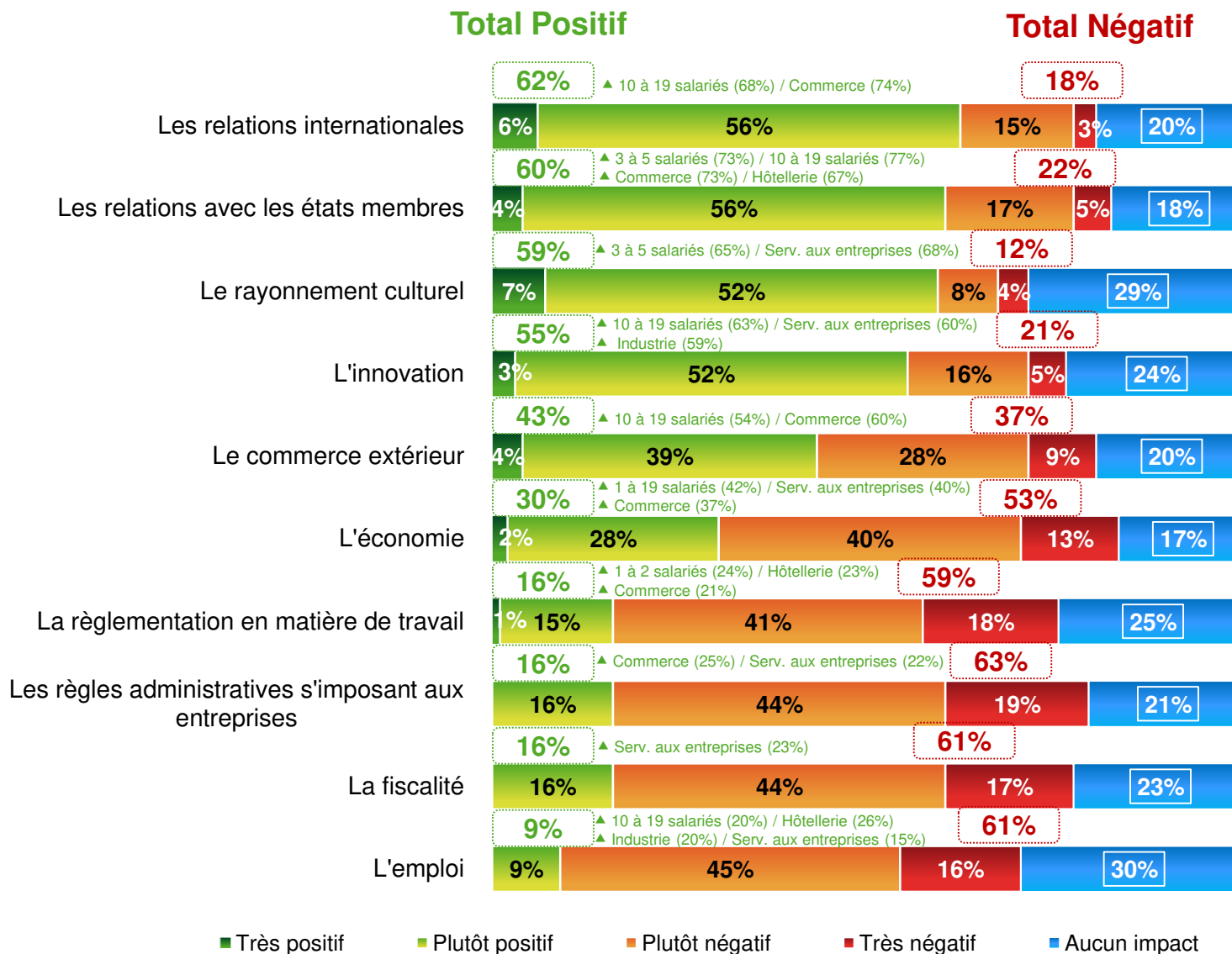
	L'Union Européenne			Le gouvernement des pays			Autant l'un que l'autre		
	Avril 2014	Rappel Juillet 2008	Rappel 2005	Avril 2014	Rappel Juillet 2008	Rappel 2005	Avril 2014	Rappel Juillet 2008	Rappel 2005
La monnaie	56	57	57	21	21	16	23	22	27
L'environnement	45 ↘	63	51	20 ↗	14	18	35	23	31
Les réglementations douanières	44 ↘	59	55	23 ↗	16	15	33	25	1
L'énergie	39 ↘	49	Non posé	24	23	Non posé	37	28	Non posé
La sécurité militaire	38 ↘	49	47	29	24	23	33	27	30
La fiscalité	37 ↗	32	39	40	43	34	23	25	34
La politique étrangère	36 ↘	44	45	26	24	25	38	32	30
La politique commerciale extérieure	35 ↘	47	37	28 ↗	15	28	37	38	35
L'agriculture et l'autonomie alimentaire	30 ↘	38	Non posé	33	30	Non posé	37	31	Non posé
L'immigration	27 ↘	42	34	39 ↗	32	35	34	26	31
La concurrence sur le marché intérieur des pays	24 ↘	35	31	44	34	37	32	31	32
Les transports	23 ↘	36	39	42 ↗	32	31	35	32	30
La politique sociale	20	24	24	52	49	48	28	27	28
La justice	18 ↘	25	26	57 ↗	50	44	25	25	30
La santé	13 ↘	22	23	63 ↗	47	49	24	31	28
La police	11 ↘	24	23	64 ↗	53	47	25	23	30
L'éducation	11	16	15	67 ↗	57	56	22	27	29

Base : à 50% de l'échantillon.

L'impact de l'appartenance de la France à l'Union Européenne dans différents domaines

Question

Diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union Européenne a un impact positif, négatif ou aucun impact dans chacun des domaines suivants ?



Rappel
TOTAL Positif**
Avril 2013

65%

66%

73%

57%

54%

48%

31%

30%

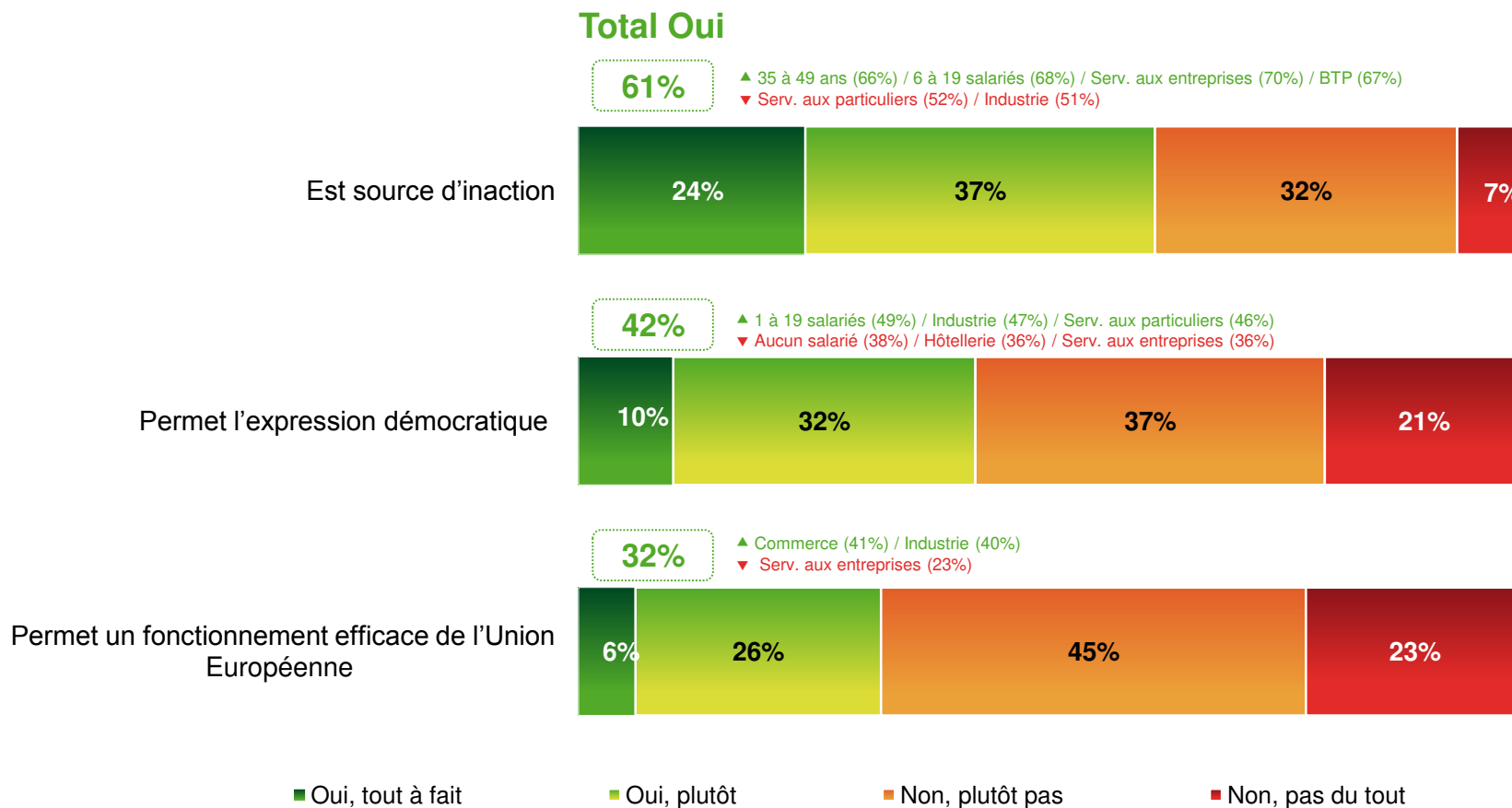
29%

28%

Les jugements sur l'organisation politique de l'Union Européenne

Question

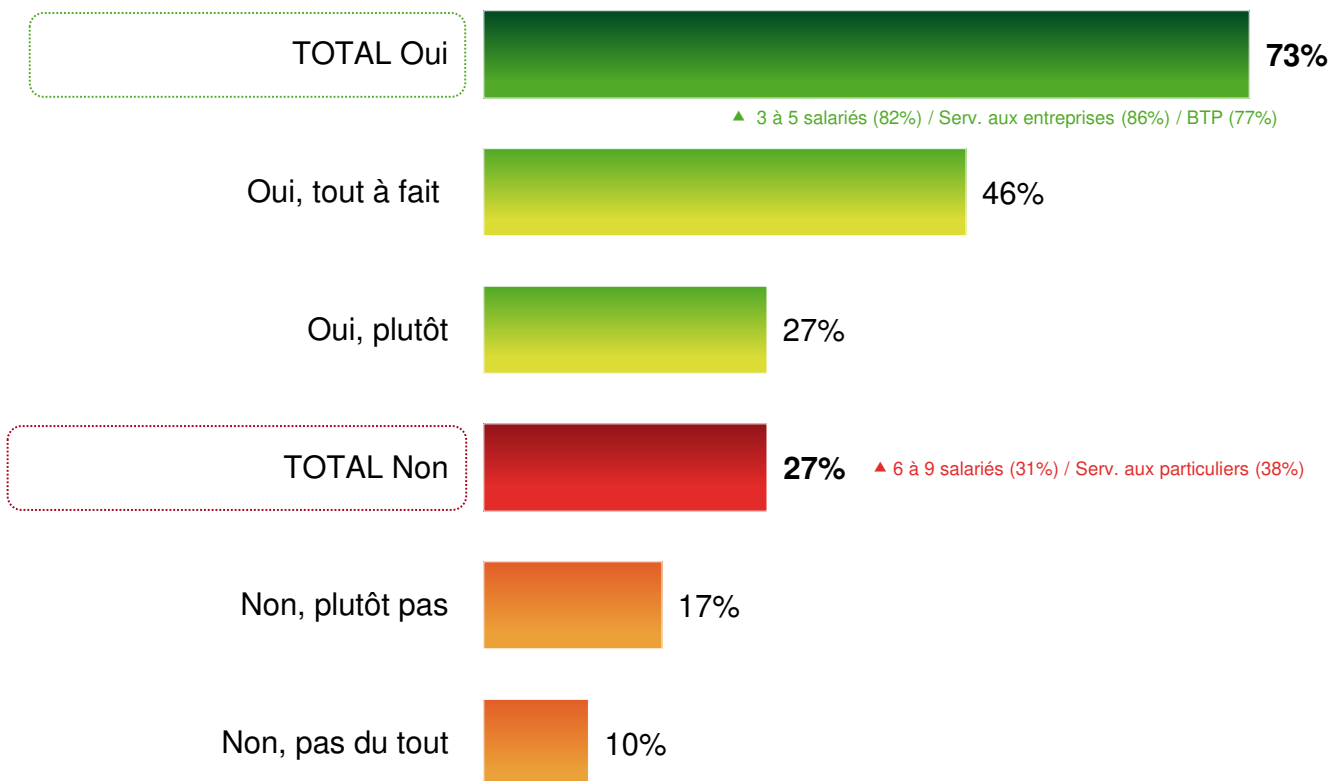
Estimez-vous que l'organisation politique de l'Union Européenne, avec un Conseil de l'Europe, un Parlement et une Commission Européenne... ?



Le souhait d'une élection du président de l'Europe au suffrage universel direct

Question

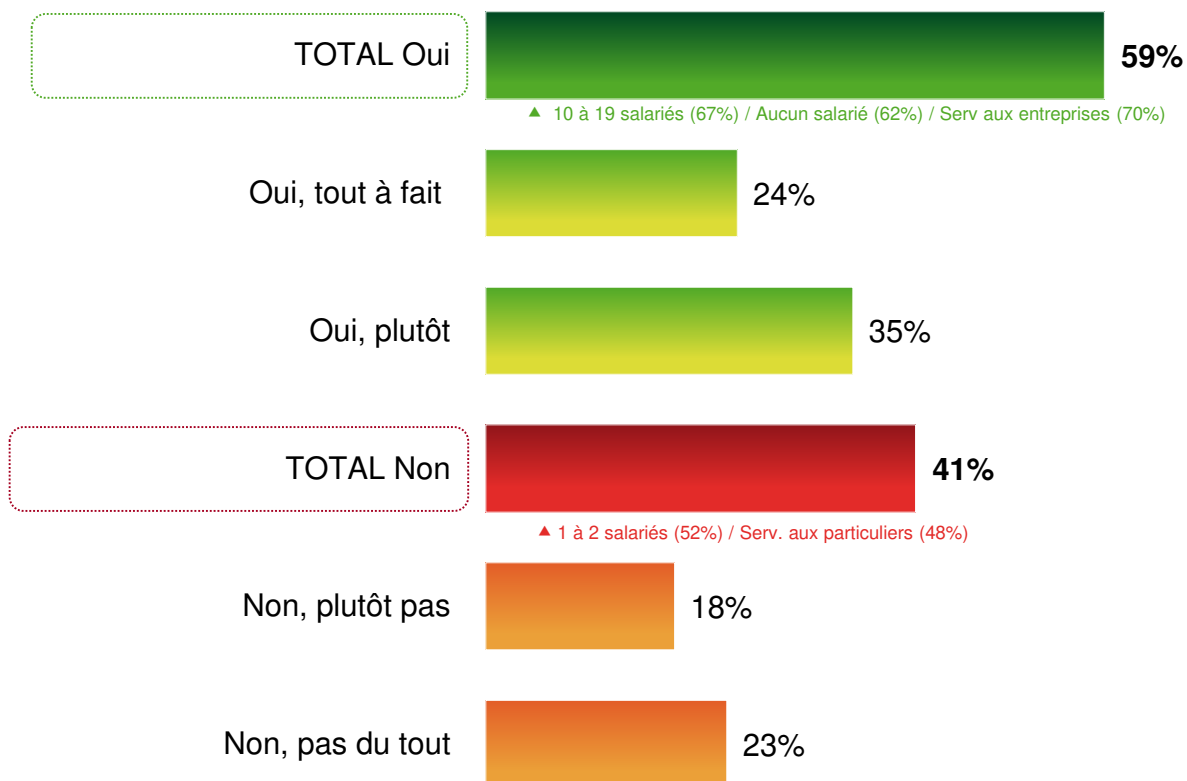
Seriez-vous favorable à une élection du président de l'Europe au suffrage universel, comme le président de la République Française ?



Le souhait de création des Etats-Unis d'Europe

Question

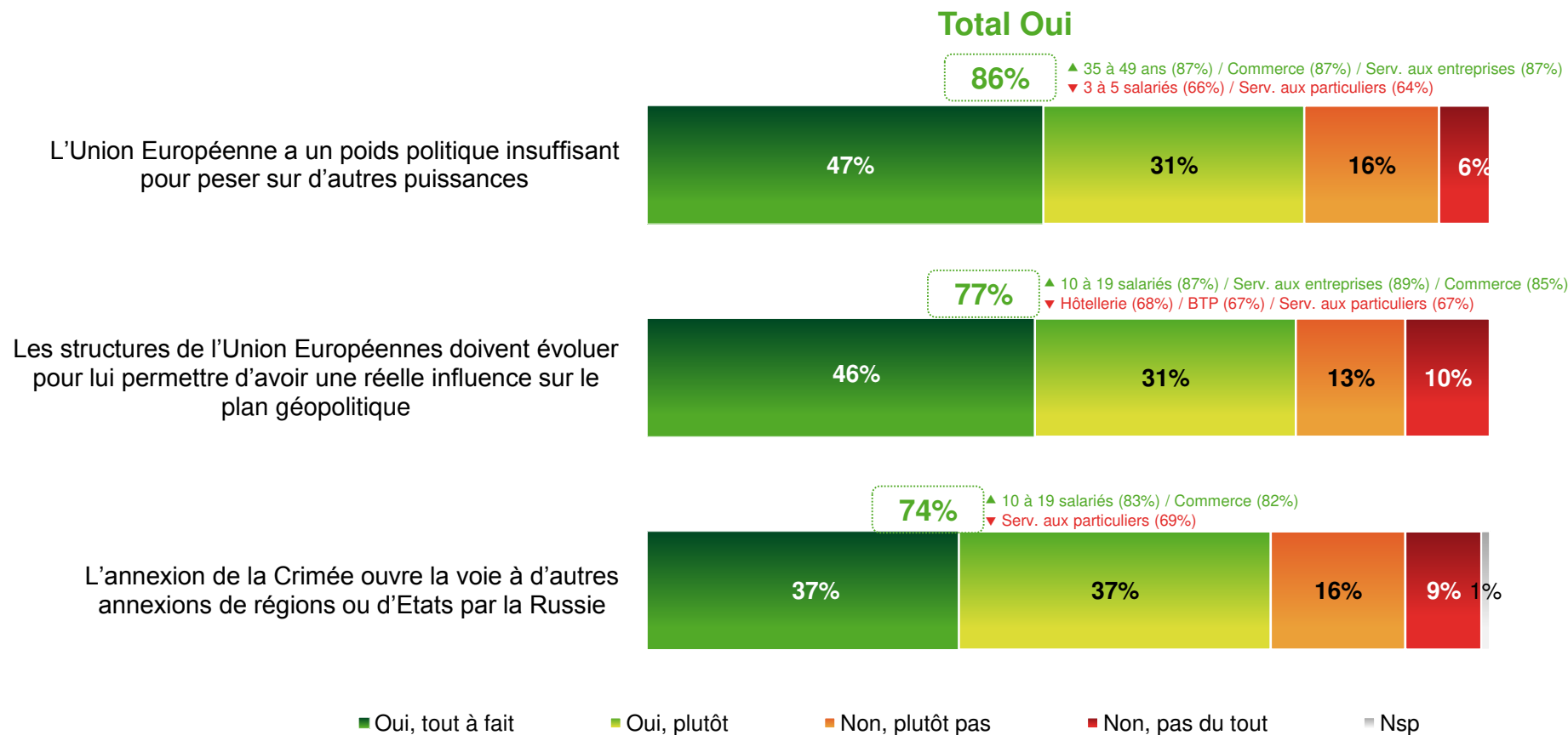
Seriez-vous favorable à la création des Etats-Unis d'Europe, à savoir un Etat fédéral, doté d'une armée, d'une police, d'une justice, d'une diplomatie, d'une politique économique, d'un budget et de frontières ?



Les jugements sur les réactions et la marge de manœuvre de l'Union Européenne suite aux évènements en Ukraine

Question

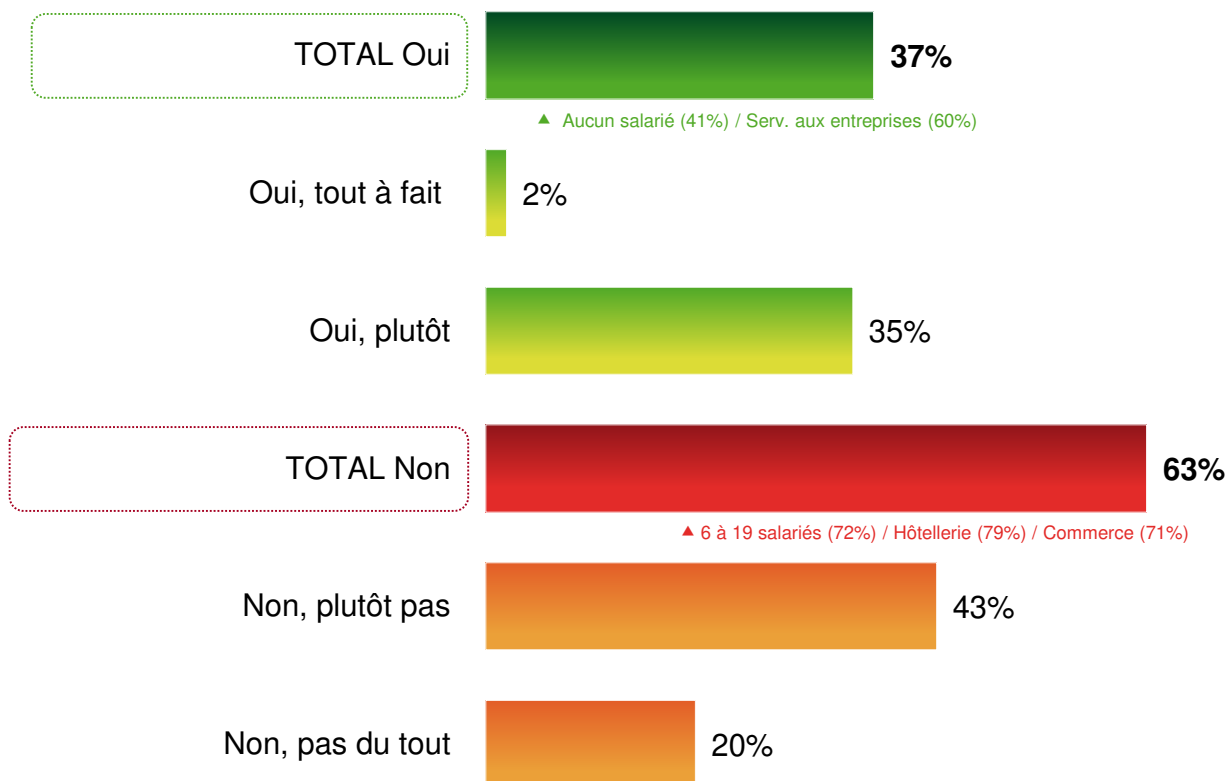
Suite aux évènements en Ukraine et à l'annexion référendaire de la Crimée par la Russie, diriez-vous que... ?



Le jugement sur la tenue des promesses sur l'Europe et la construction européenne depuis trente ans

Question

Diriez-vous qu'au cours des 30 dernières années, les promesses qui ont été faites sur l'Europe et la construction européenne ont été tenues ?



4. Les critères de stabilité, l'euro, les exportations

Note de lecture

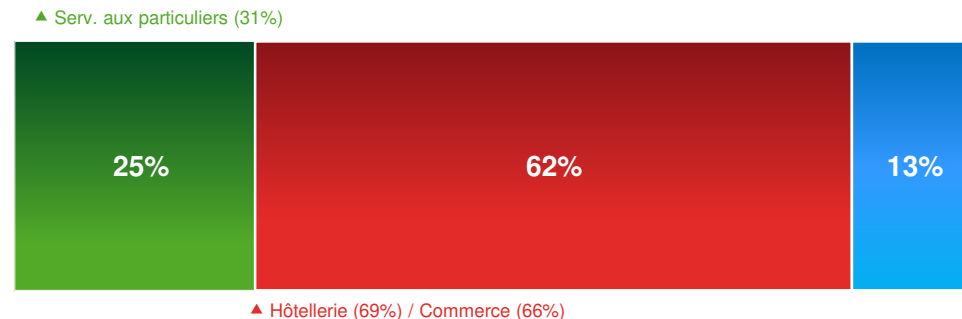
- ( ) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
( ) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'impact des critères de convergence à différents niveaux

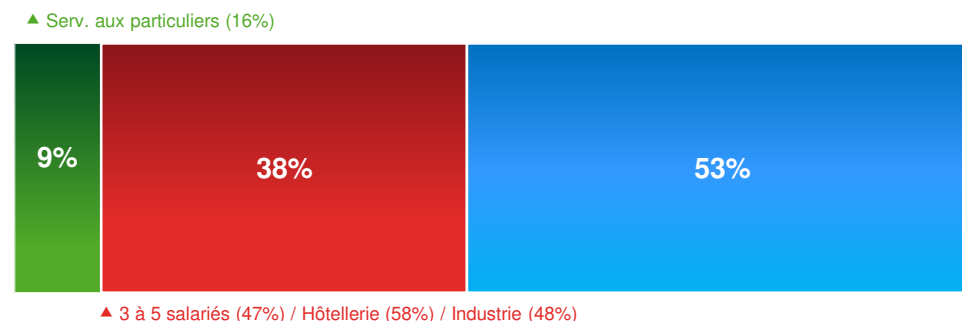
Question

Les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht imposent aux membres de l'Union Européenne d'avoir une dette publique inférieure à 60% du PIB et un déficit public inférieur à 3% Du PIB. L'objectif de réduction de déficit public sous la barre des 3% doit impérativement être tenu en 2014, sous peine de sanctions. Vous personnellement, estimez-vous que ces critères ont un impact positif, un impact négatif ou aucun impact.... ?

Sur l'économie française en général



Sur votre propre entreprise



■ Un impact positif

■ Un impact négatif

■ Aucun impact

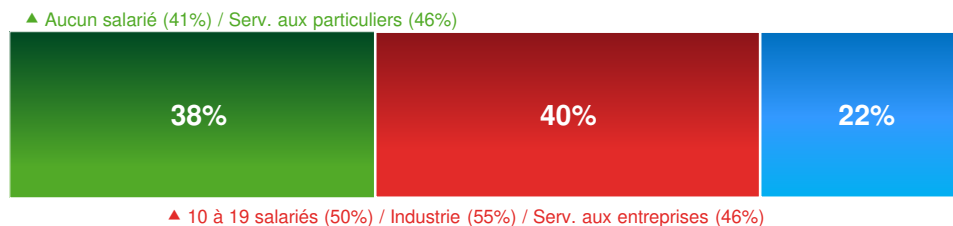
Base : à 50% de l'échantillon.

Le pronostic sur l'impact d'une déflation à différents niveaux

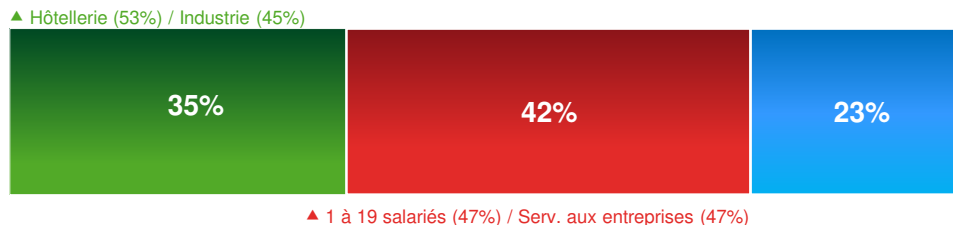
Question

La zone Euro est actuellement proche de la déflation, soit une baisse des prix à la consommation. Diriez-vous qu'une déflation aurait un impact positif, négatif ou aucun impact... ?

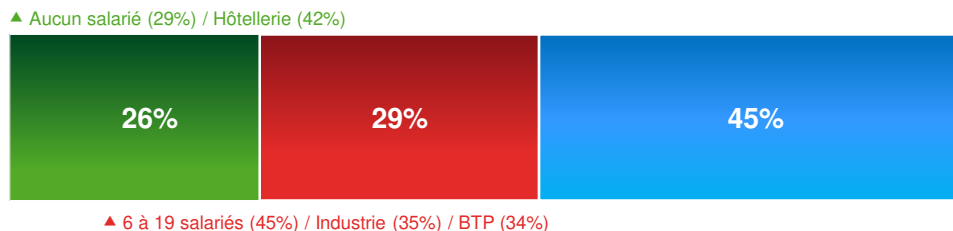
Sur l'économie européenne



Sur l'économie française



Sur votre activité



■ Un impact positif

■ Un impact négatif

■ Aucun impact

Base : à 50% de l'échantillon.

La préférence pour un euro fort ou pour un euro faible

Question

D'une manière générale, êtes-vous plutôt favorable... ?

A un euro fort, réduisant le coût des importations

34% ▲ Commerce (41%)

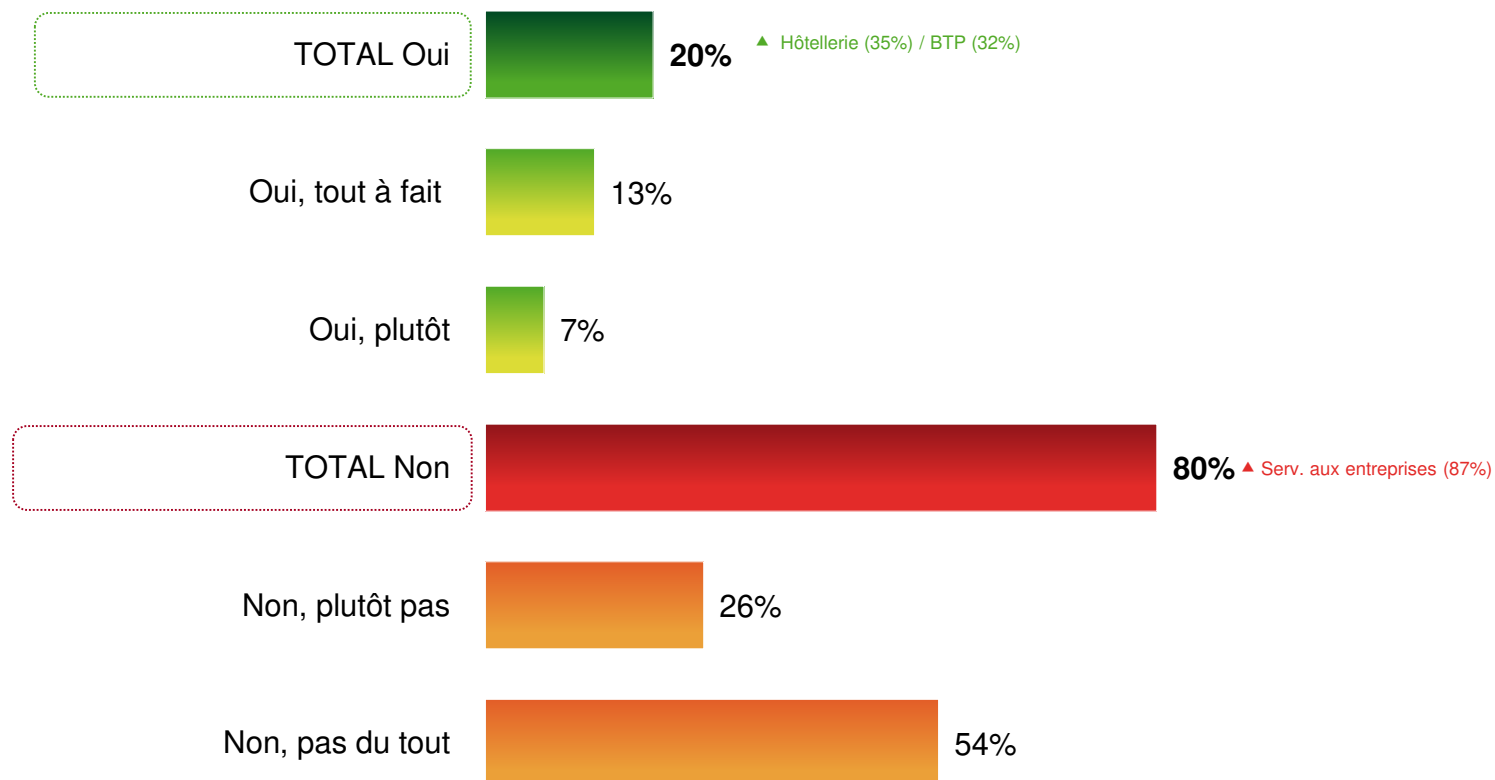
A un euro faible, permettant d'exporter davantage

66% ▲ Serv aux entreprises (73%) / Industrie (70%)

Le souhait de retour au franc

Question

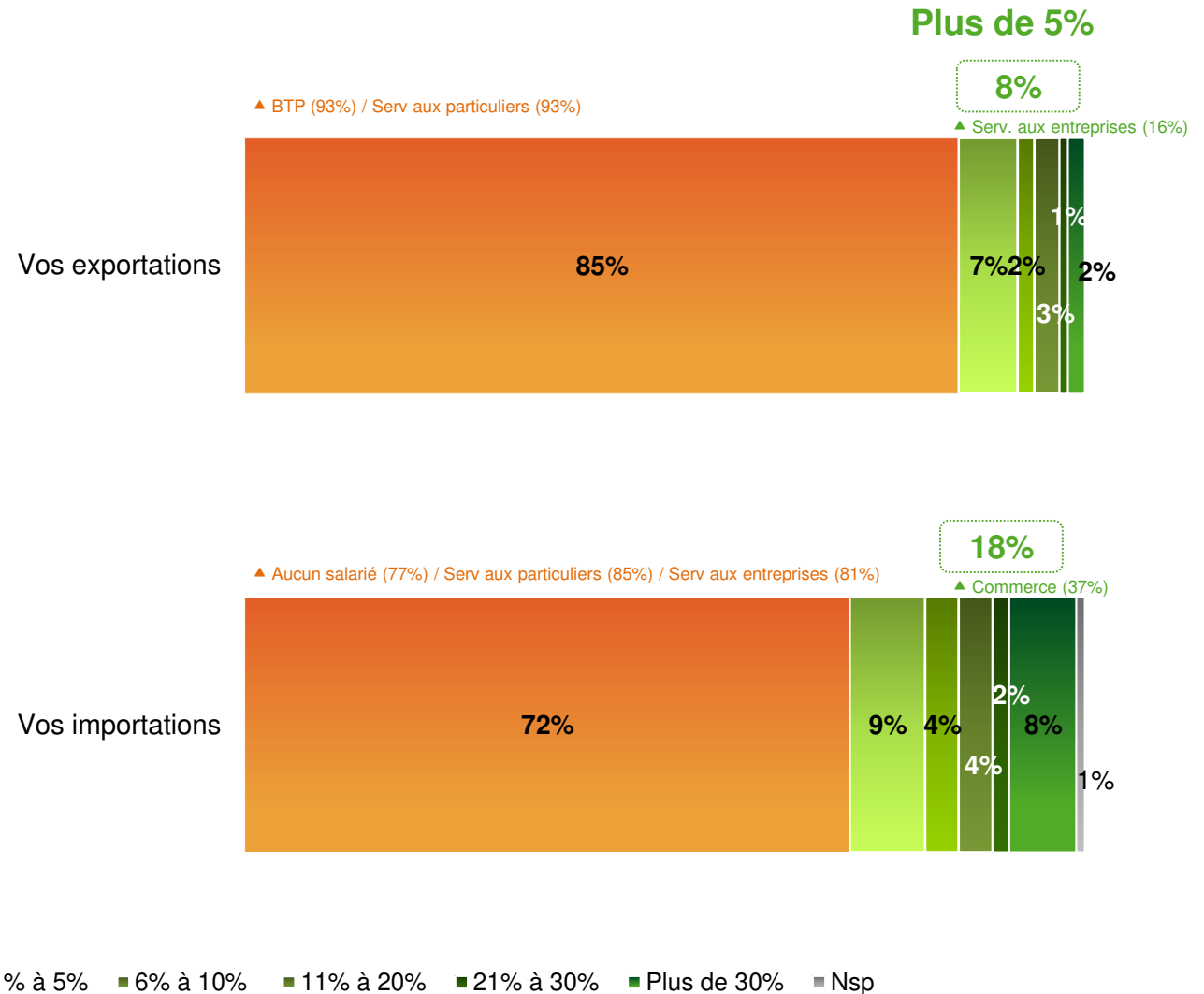
Seriez-vous favorable à un retour au franc ?



La part des exportations et des importations dans le chiffre d'affaires de son entreprise

Question

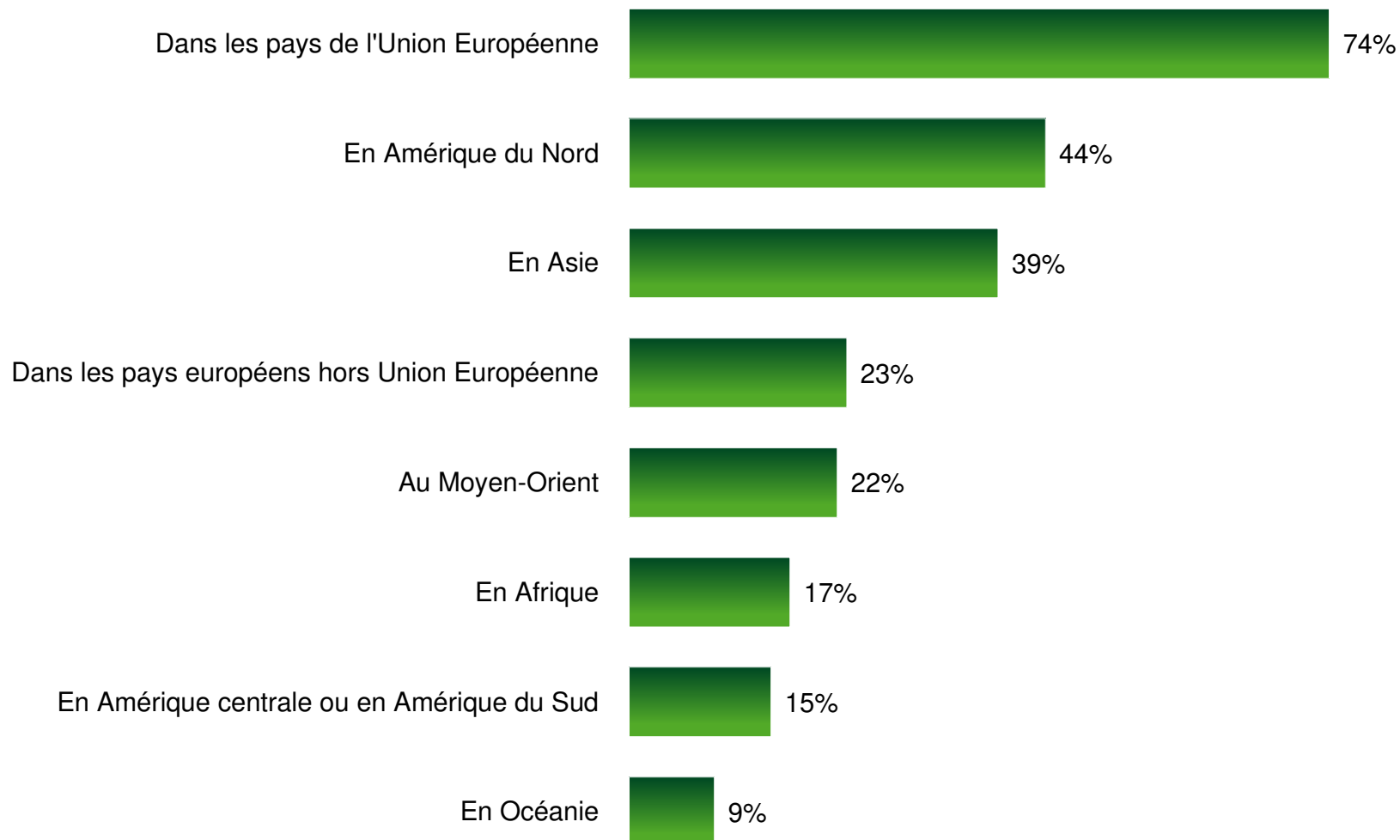
Personnellement, quel part de votre chiffre d'affaires représentent... ?



Les pays au sein desquels des exportations sont réalisées

Question

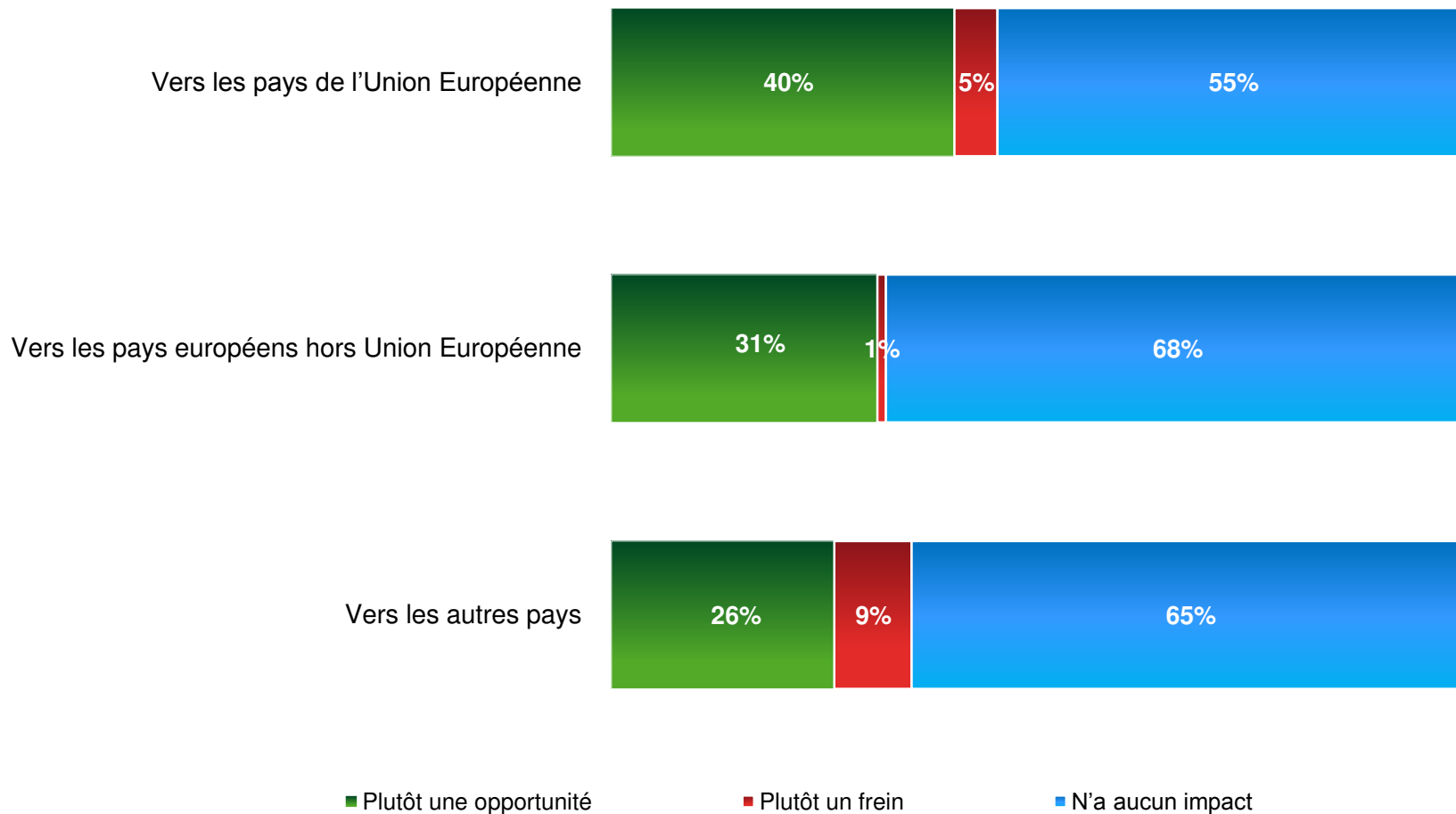
Dans quels pays exportez-vous vos produits ou services ?



L'impact de l'Union Européenne sur les exportations de son entreprise

Question

Diriez-vous que l'appartenance à l'Union Européenne représente pour vous plutôt une opportunité, plutôt un frein ou n'a aucun impact pour vos exportations ?

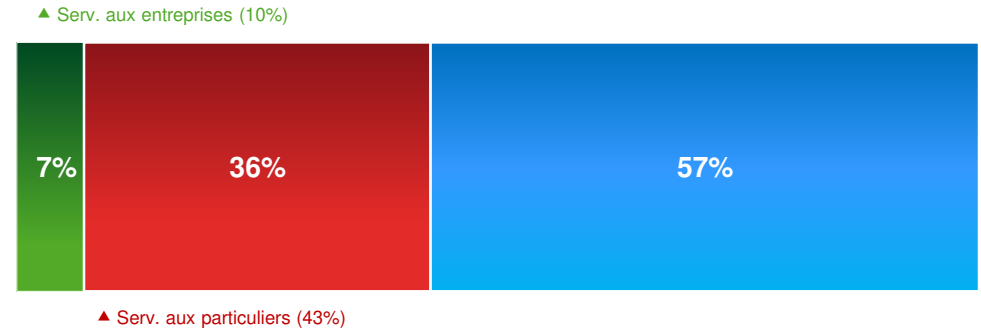


Le jugement sur la compétitivité de l'économie et des PME françaises par rapport aux autres pays de l'Union Européenne

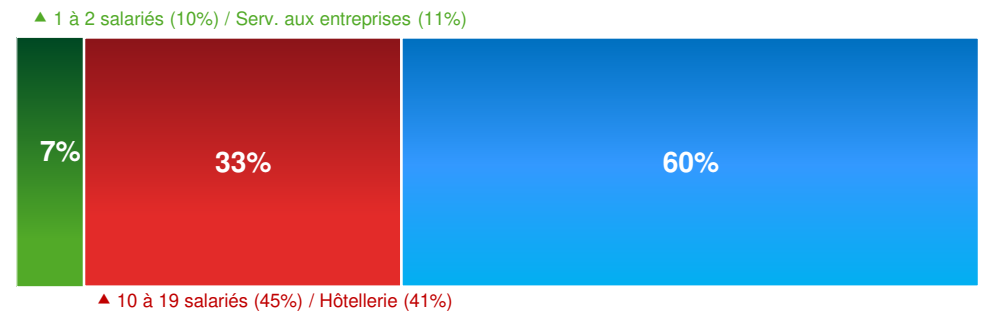
Question

Diriez-vous, que, qu'au sein de l'Union Européenne [...] se situe(nt) parmi les plus compétitives, les moins compétitives ou dans la moyenne ?

L'économie française



Les PME françaises

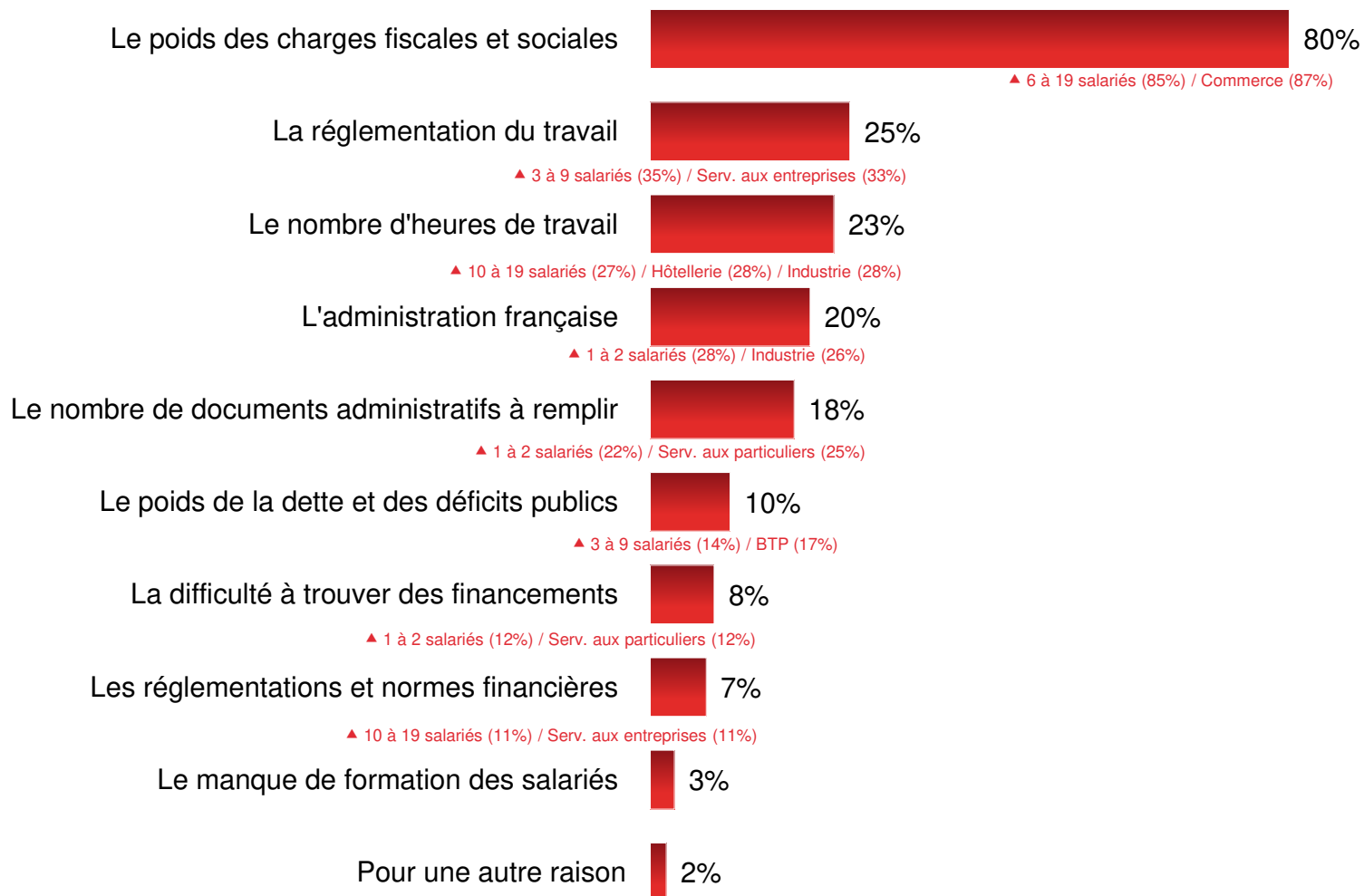


■ Parmi les plus compétitives ■ Parmi les moins compétitives ■ Dans la moyenne ■ Ne se prononcent pas

Les raisons de la moindre compétitivité de la France par rapport aux autres pays européens

Question

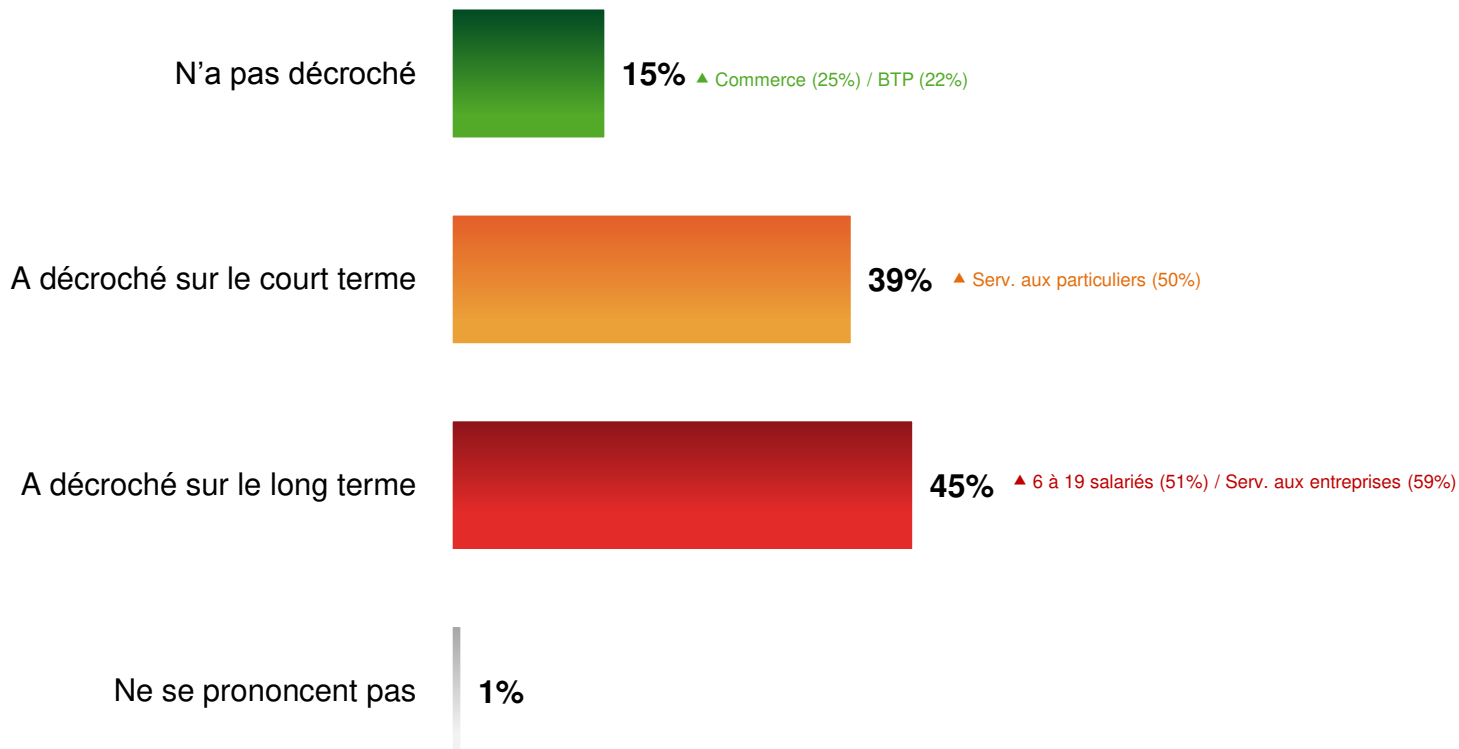
Pour vous, pour quelles raisons principales raisons cette compétitivité est-elle moindre qu'au sein de l'Union Européenne ?



Le jugement sur le décrochage de l'économie française par rapport à l'économie allemande

Question

Par rapport à l'économie allemande, pensez-vous que l'économie française... ?



5. La libre circulation des personnes et travailleurs détachés

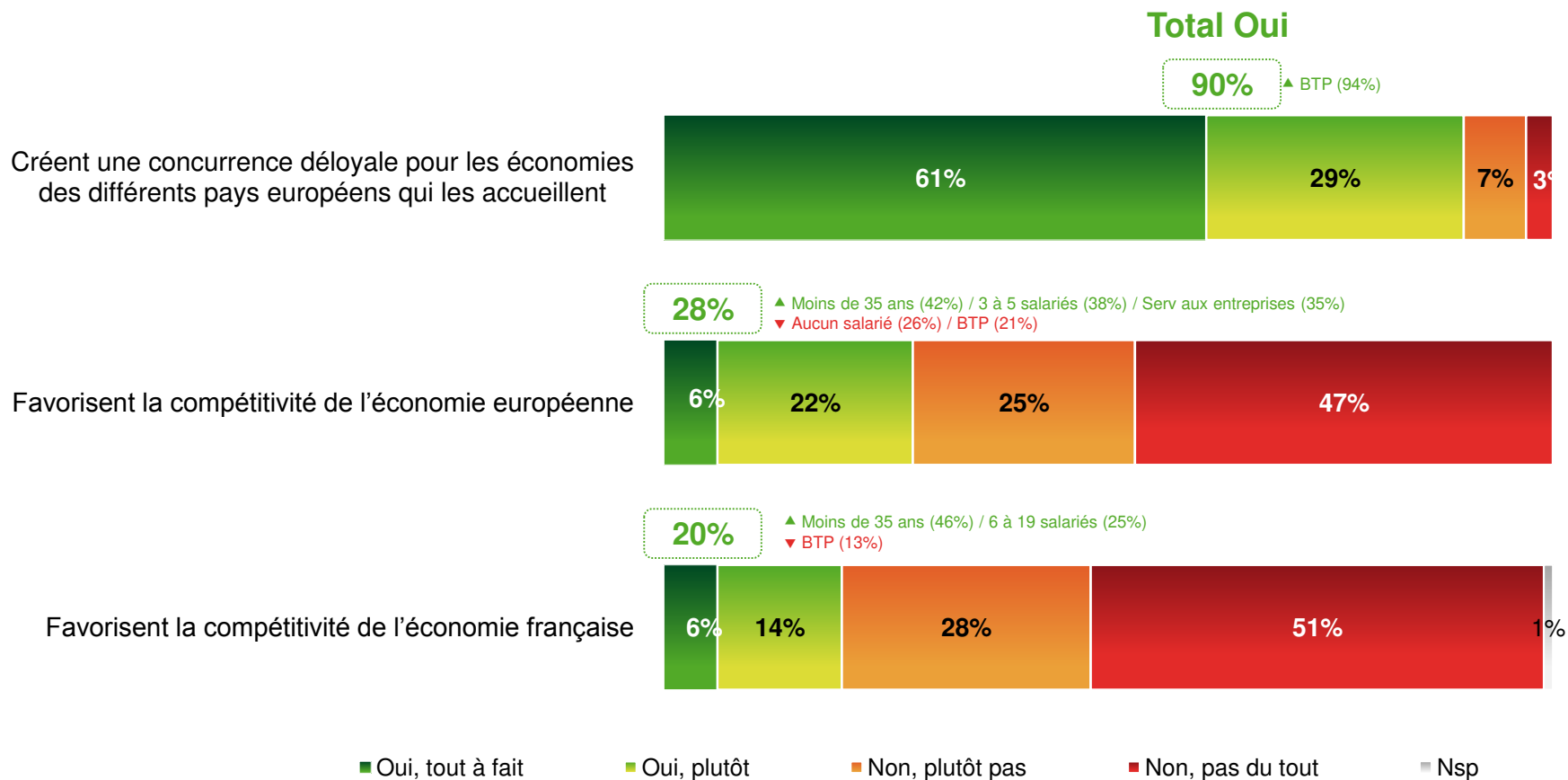
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'impact des travailleurs français sur la compétitivité en France et au sein de l'Union Européenne

Question

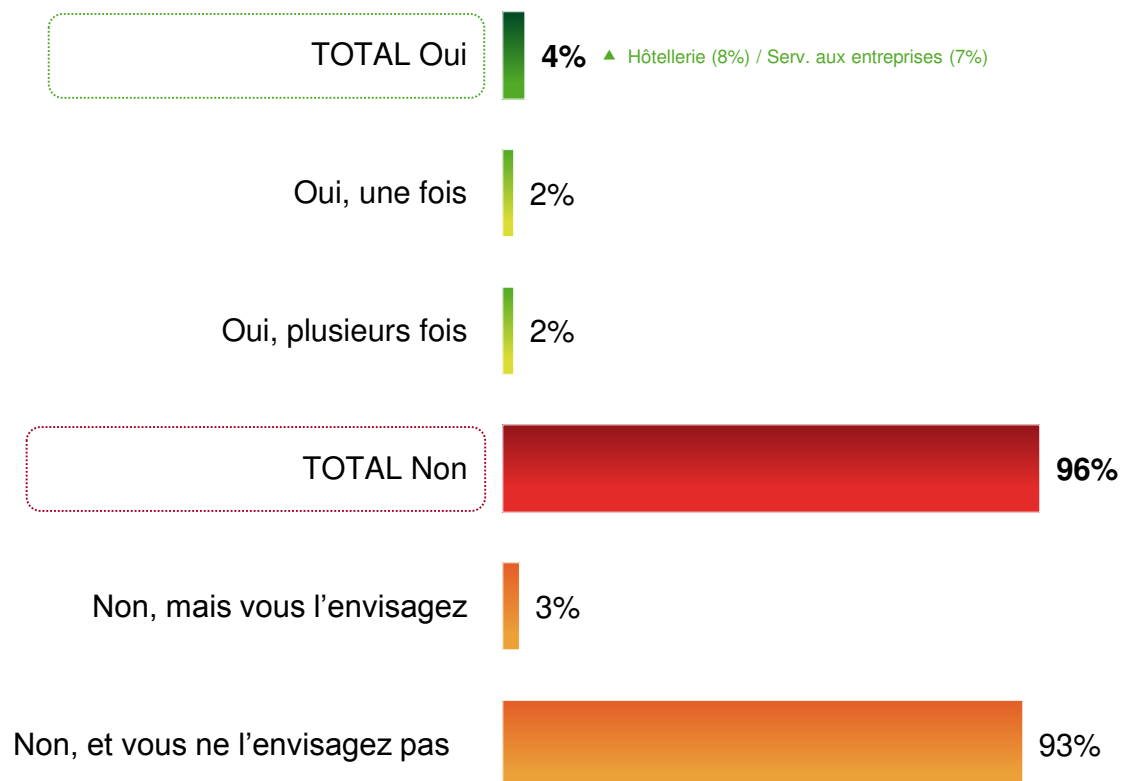
Certaines entreprises en provenance d'autres pays de l'Union Européenne détachent des travailleurs en France pour réaliser des prestations au bénéfice d'autres entreprises ou de particuliers. Dans la plupart des cas, ces salariés relèvent de la législation sociale de leur pays d'origine, diriez-vous que les travailleurs détachés... ?



Le recours à des travailleurs détachés au sein de son entreprise

Question

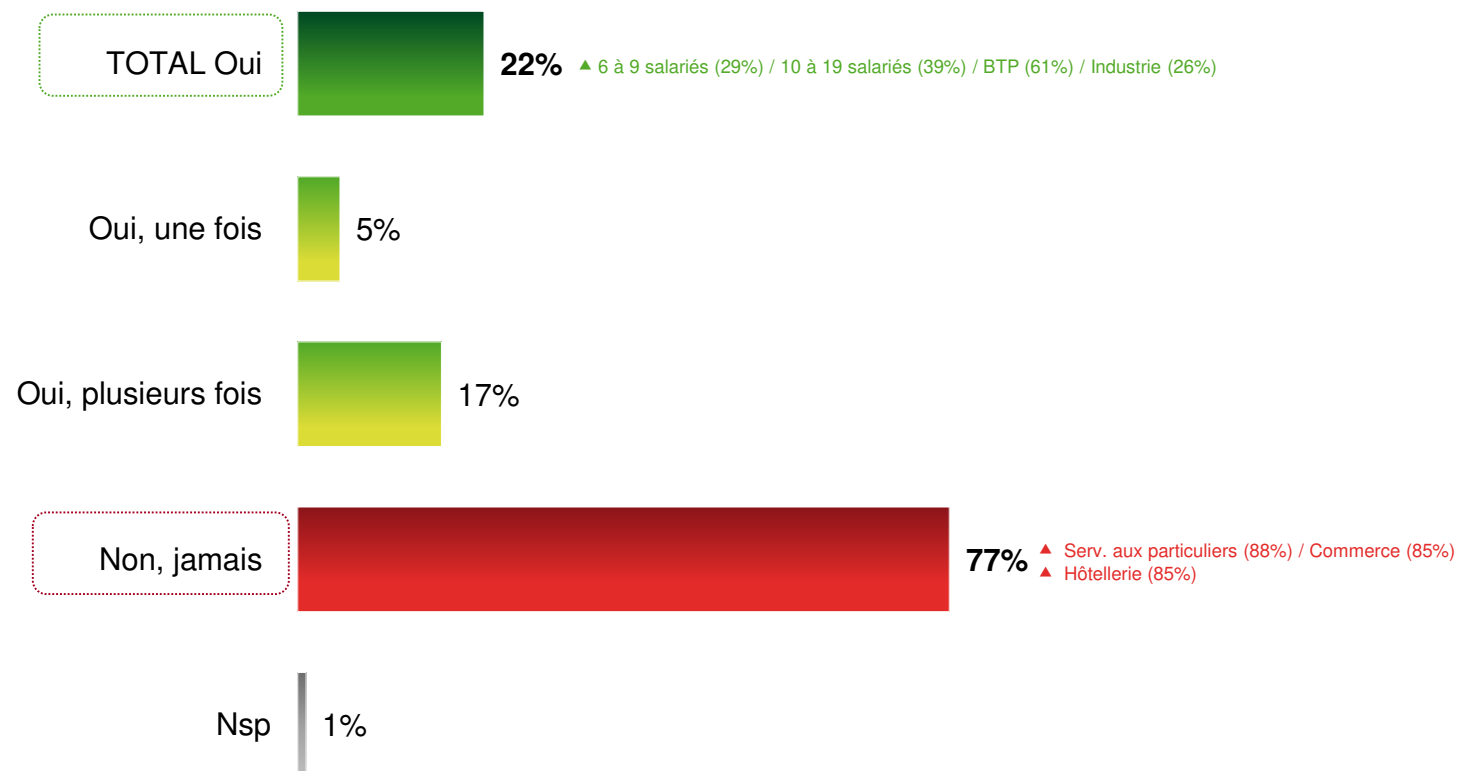
Vous-même, avez-vous déjà eu recours, directement ou indirectement, à des salariés détachés d'autres pays de l'Union Européenne ?



L'expérience d'une concurrence d'entreprises ayant eu recours à des travailleurs détachés sur ses marchés

Question

Vous-même, avez-vous déjà subi la concurrence d'entreprise ayant recours à des salariés détachés ?

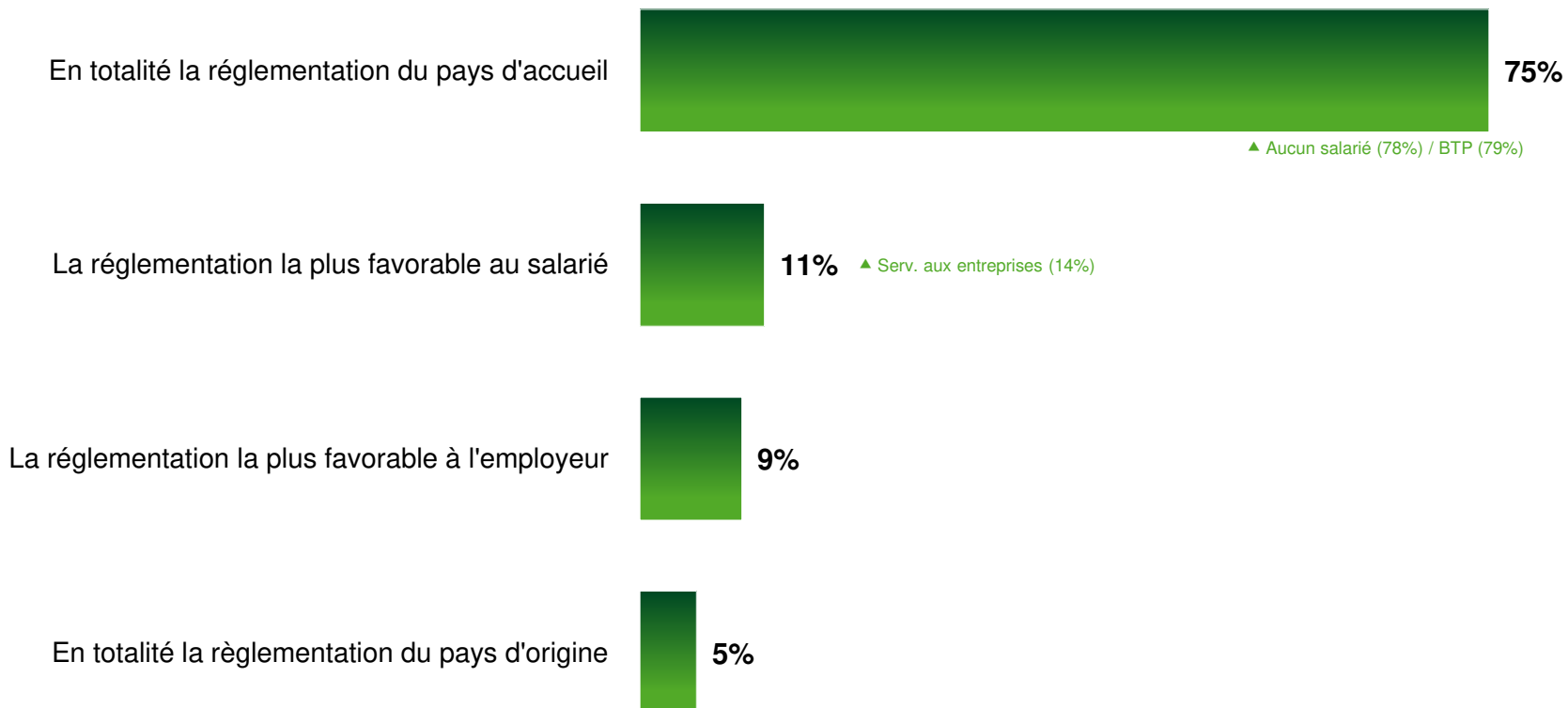


Base : ensemble des TPE

La réglementation à privilégier pour les travailleurs détachés

Question

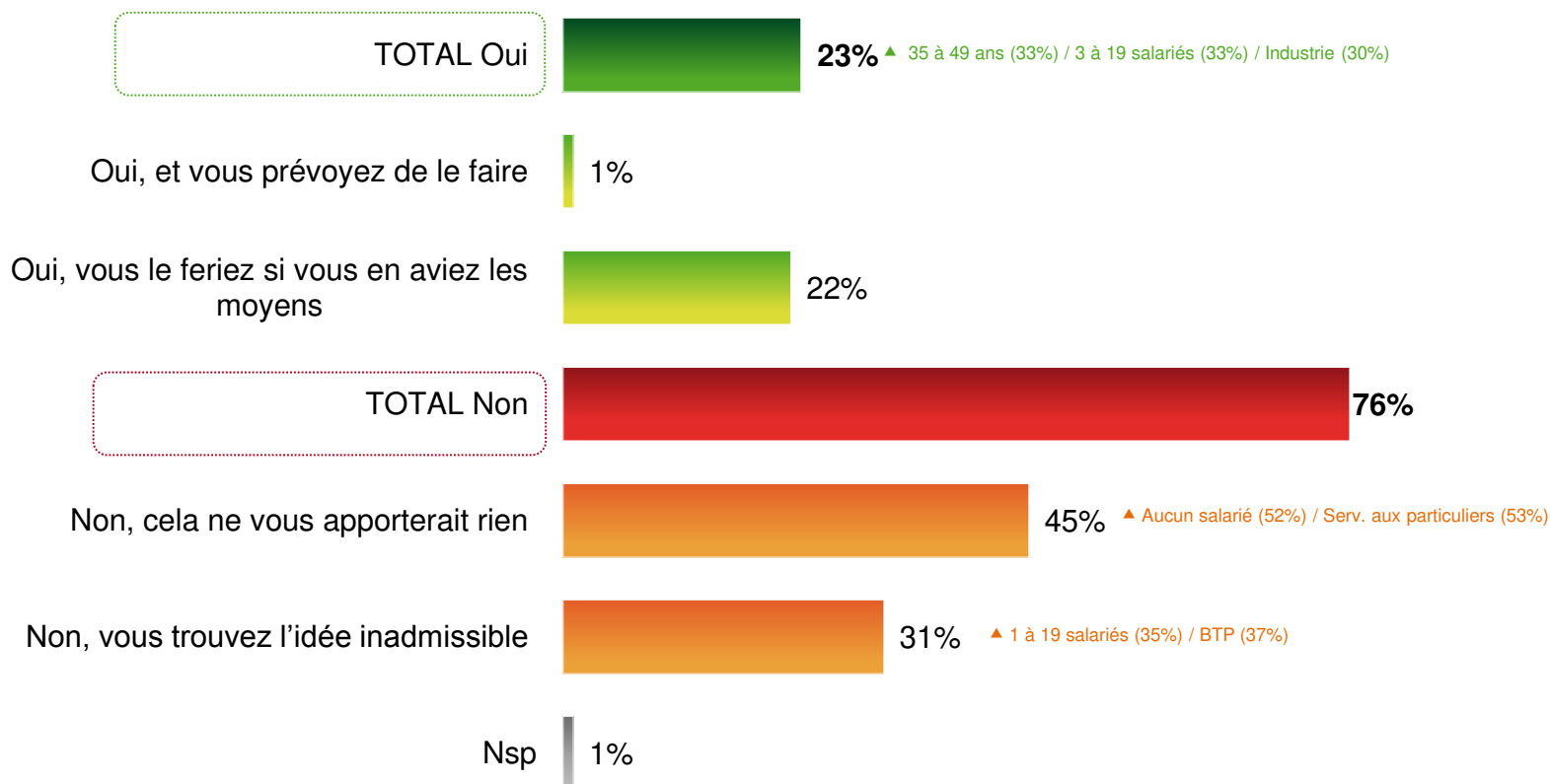
Estimez-vous que pour les travailleurs détachés, la réglementation du travail qui devrait s'appliquer est... ?



L'intention de transférer le siège social de son entreprise dans un autre pays de l'Union Européenne

Question

Seriez-vous tenté par un transfert du siège social de votre entreprise dans un autre pays de l'Union Européenne ?



6. Les TPE et les langues étrangères

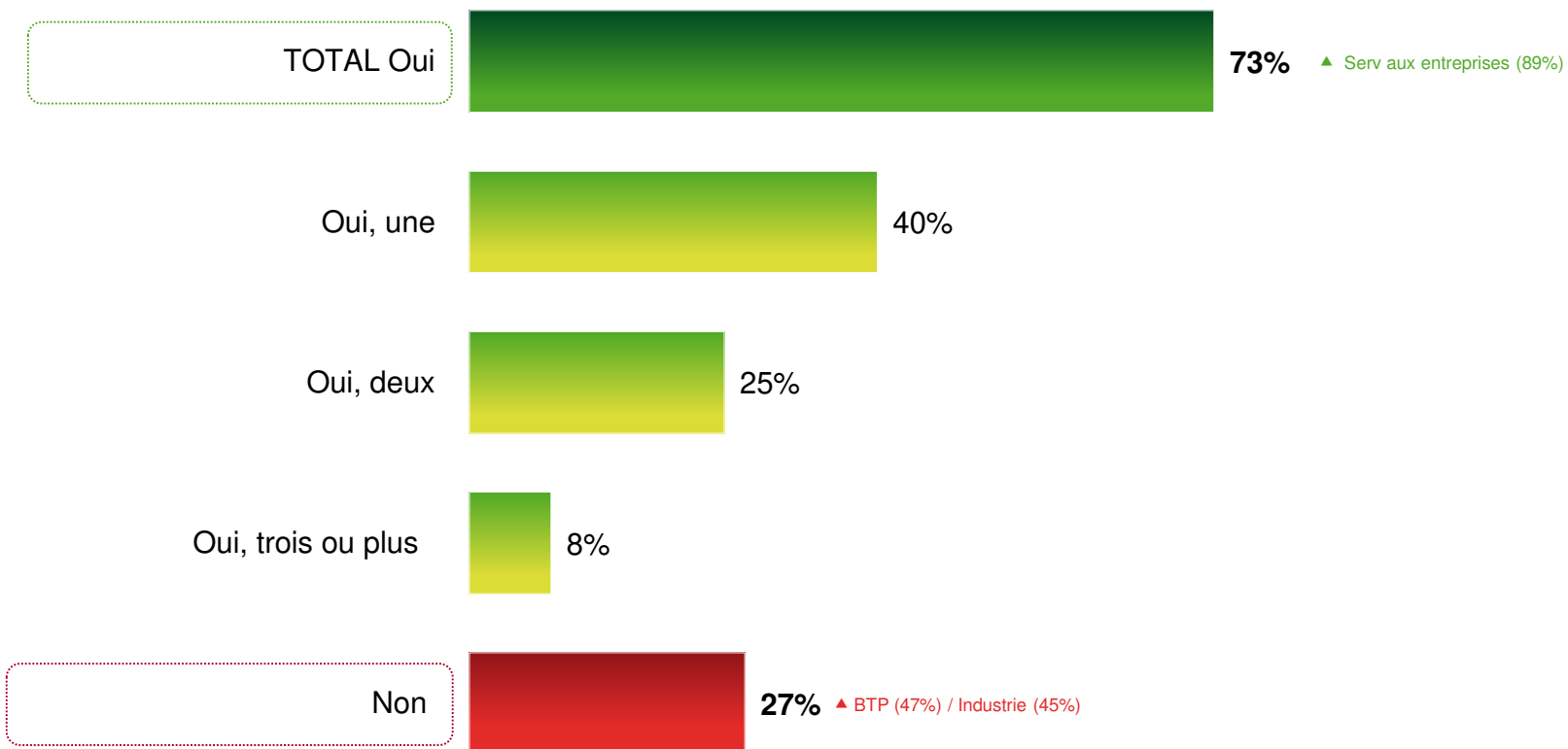
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La maîtrise personnelle de langues étrangères

Question

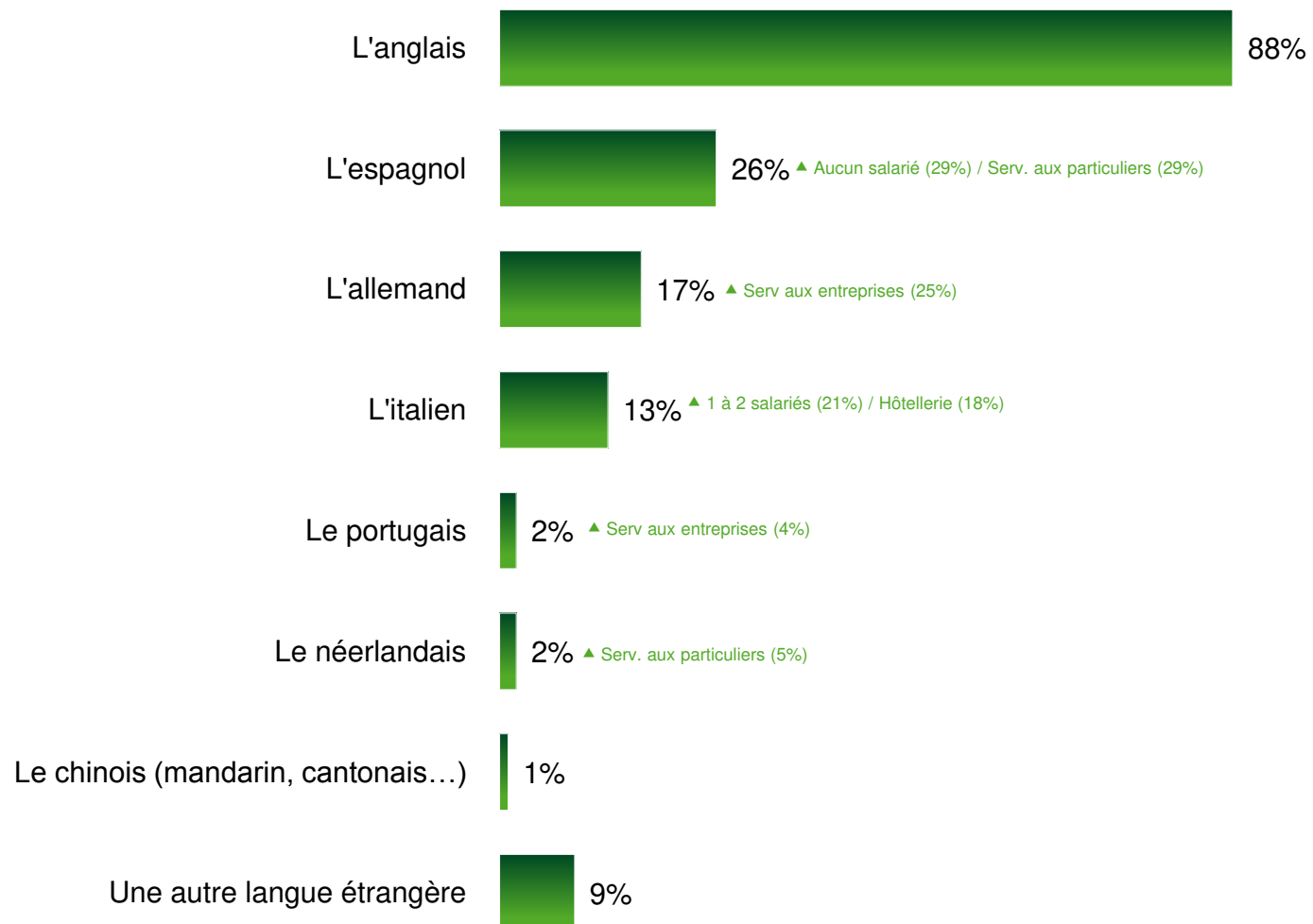
Personnellement, parlez-vous une ou plusieurs langues étrangères ?



Les langues étrangères parlées

Question

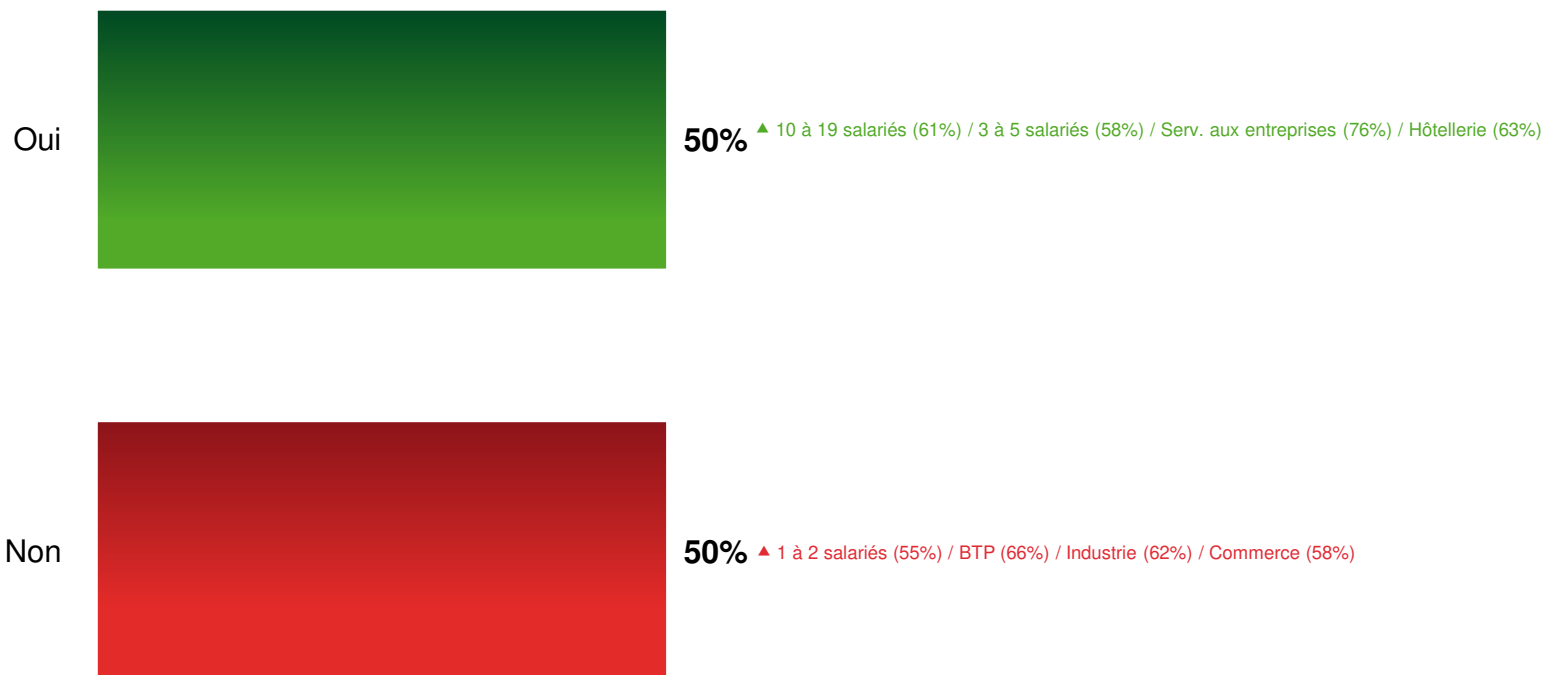
Quelle(s) langue(s) étrangère(s) parlez-vous ?



La maîtrise de langues étrangères par ses salariés

Question

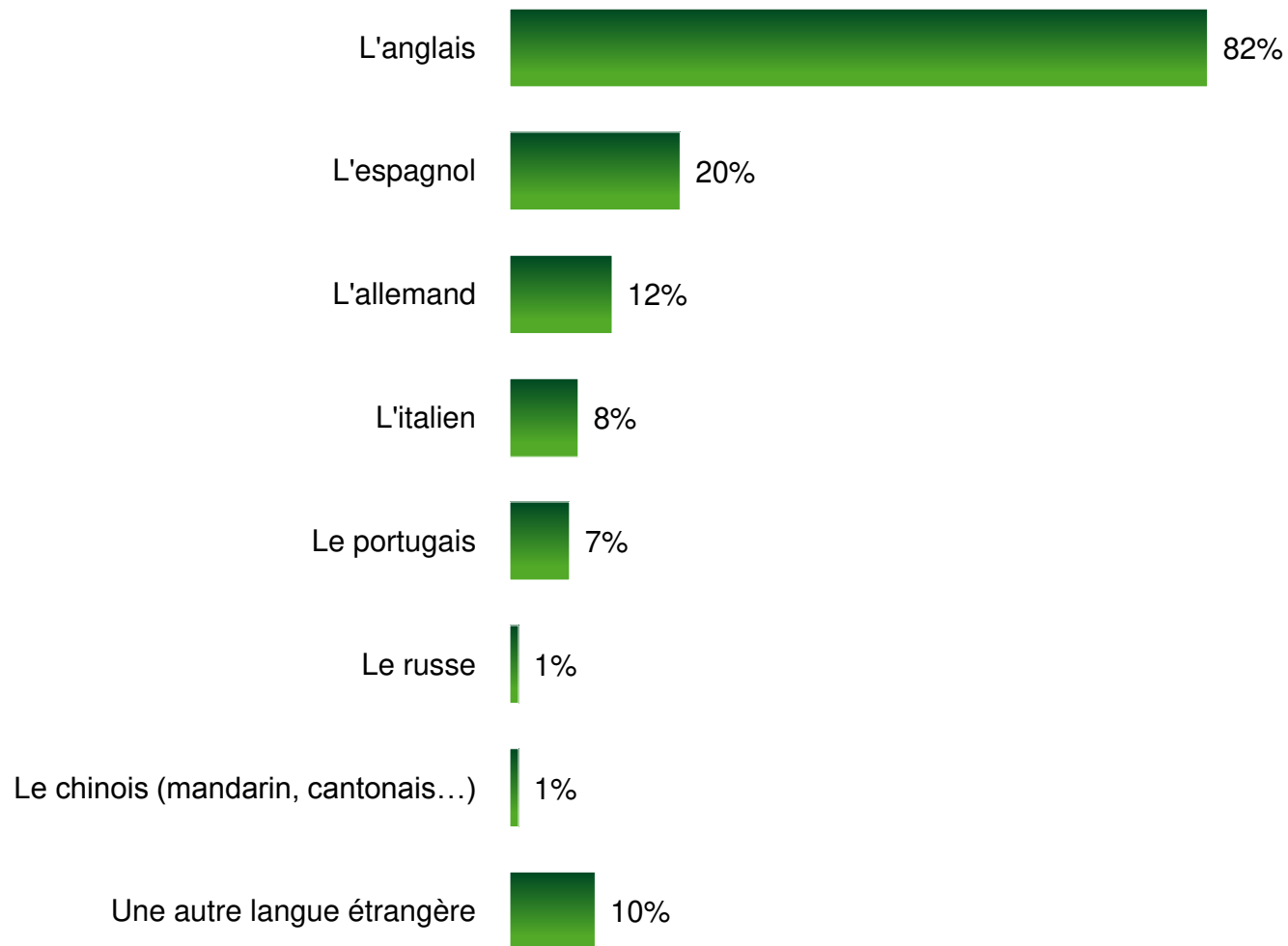
Votre ou vos salariés parle(nt)-t-il(s) au moins une langue étrangère ?



Les langues étrangères parlées par ses salariés

Question

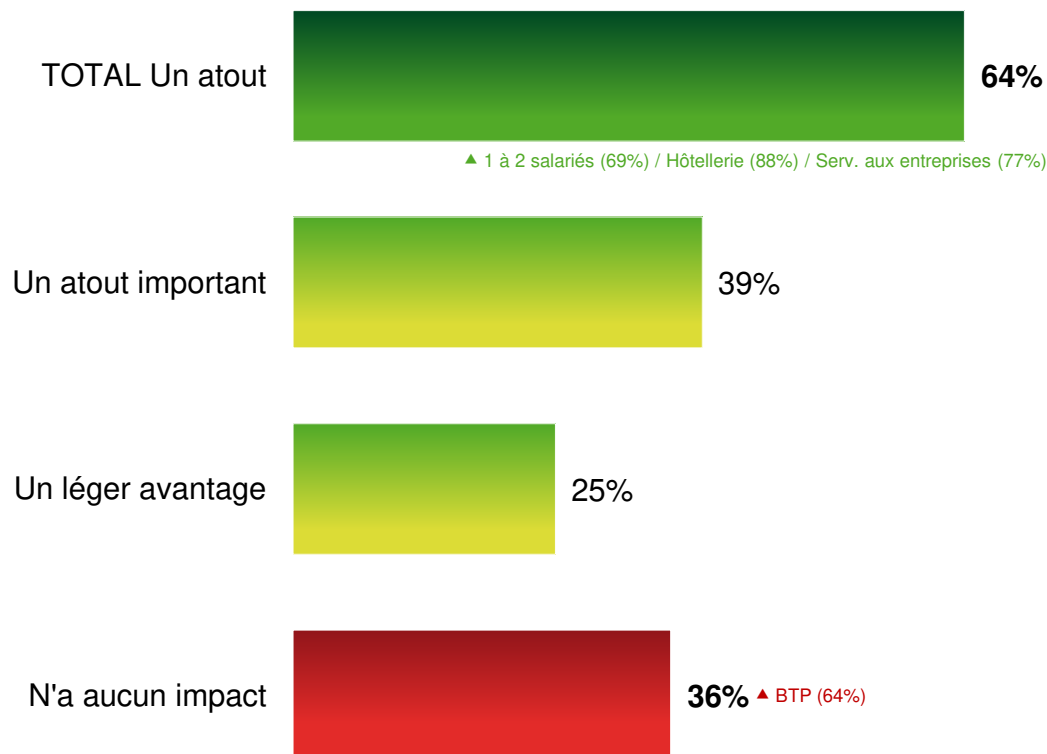
Quelle(s) langue(s) étrangère(s) votre ou vos salarié(s) parlent-ils ?



L'importance concurrentielle de la maîtrise des langues étrangères sur les marchés de l'entreprise

Question

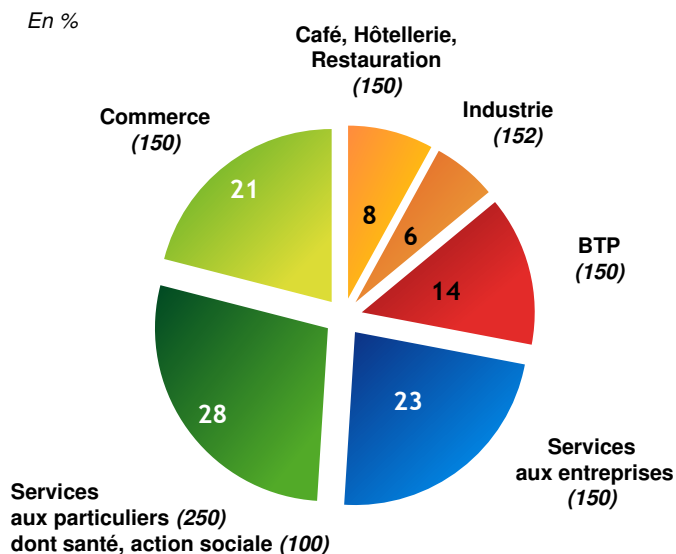
Estimez-vous que, sur vos marchés, la maîtrise de langues étrangères est... ?



- Échantillon de **1 002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 7 au 22 avril 2014.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

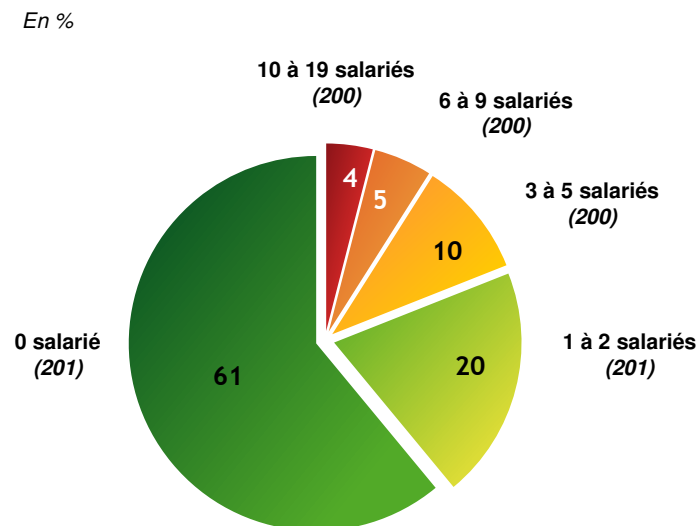
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

